

FRANCE L'ÉPREUVE
DE FORCE SUR
LES RETRAITES



UKRAINE — CE QUI SE JOUE VRAIMENT
À BAKHMOUT **CANARIES** — CAPTURER
L'EAU DES NUAGES



**Courrier
international**

N° 1681 du 19 au 25 janvier 2023
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 530 DA, Allemagne 6,30 €,
Andorre 5,50 €, Canada 7,95 \$CAN,
DOM 5,10 €, Espagne 5,50 €,
Grande-Bretagne 4,70 €, Grèce
5,50 €, Italie 5,50 €, Japon 850 ¥,
Maroc 45 DH, Pays-Bas 5,70 €,
Portugal cont. 5,50 €, Sénégal
3400 F CFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 900 XPF, Tunisie 7,90 DT,
Afrique CFA autres 3600 F CFA.

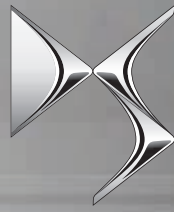
LA CHINE REVIENT À QUEL PRIX ?

Après trois ans d'isolement, Pékin rouvre ses frontières. La presse étrangère s'inquiète des conséquences sanitaires, et surtout économiques, de ce retour brutal.



M 03183 - 1681 - F: 4,50 €





DS AUTOMOBILES
Spirit of Avant-Garde

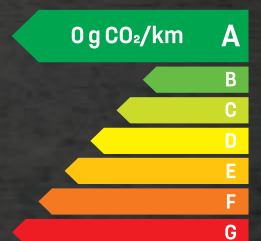
NOUVELLE DS 3

L'ART DU RAFFINEMENT



Pour découvrir et essayer NOUVELLE DS 3
prenez rendez-vous sur DSautomobiles.fr

Σ • TENSE
100 % ÉLECTRIQUE



DS préfère TotalEnergies – DSautomobiles.fr – CONSOMMATIONS MIXTES DE NOUVELLE DS 3 : DE 0 À 6 L/100 KM.
DS Automobiles RCS Paris 642 050 199. Spirit of avant-garde = L'esprit d'avant-garde.

Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

La Chine revient. À quel prix ?

Trois ans après le premier confinement de Wuhan, dont les 11 millions d'habitants furent brusquement coupés du monde en raison de la pandémie de Covid-19, la Chine a enfin rouvert ses frontières. Depuis le 8 janvier, fini les quarantaines interminables pour les visiteurs étrangers. Les Chinois eux aussi peuvent à nouveau voyager, et dans quelques jours, à l'occasion du Nouvel An lunaire, le 22 janvier, ils devraient être des centaines de millions à se déplacer sans restrictions à l'intérieur du pays et hors de ses frontières. Faut-il se réjouir ou bien s'inquiéter de cette réouverture brutale ? C'est la question que nous posons dans

notre dossier cette semaine. Car la Chine du début 2023 n'est plus tout à fait la même que celle de 2019. "Les trois années de politique 'zéro Covid' ont sévèrement mis à mal l'économie chinoise", explique dans le magazine **Yazhou Zhoukan** un journaliste hongkongais. "Partout, écrit-il, on assiste à une perte de confiance en l'avenir. Le taux de chômage est très élevé chez les jeunes. [...] Et l'on ne voit pas la sortie du tunnel. L'attentisme, voire l'inertie, est donc de mise chez les investisseurs privés." Les confinements à répétition, les déstabilisations massives ont considérablement pesé sur les finances des collectivités locales. Crise de la dette, crise immobilière, baisse des investissements, de la consommation des ménages, ralentissement des exportations : c'est un tableau bien sombre que dresse Gao Zhongxiao. "Sans véritable reprise en main économique, c'est le fonctionnement de la société dans son ensemble, et même la sécurité de l'État, qui

seront compromis", s'alarme-t-il. Et les chiffres de la croissance publiés le 17 janvier semblent lui donner raison : le PIB chinois n'a progressé que de 3 % l'année dernière, soit la progression la plus lente enregistrée depuis le milieu des années 1970. Autre signe de fragilité : en 2022, la population chinoise a diminué pour la première fois depuis soixante ans. Cette "crise démographique", associée à "un vieillissement rapide de la population, aura sans aucun doute des conséquences économiques de grande envergure", note le **South China Morning Post**, qui s'inquiète des répercussions sur la main-d'œuvre, le pouvoir d'achat et les retraites. Voilà pour le long terme. À plus court terme, ce sont les effets de ce rebond brutal que semble redouter une partie de la presse étrangère. À commencer par **The Economist**, pour qui "la réouverture de la Chine sera le plus grand événement économique de 2023". Rien de moins. Pour l'hebdomadaire

britannique, après un premier trimestre compliqué, "l'activité pourrait repartir fortement à la hausse, ainsi que la demande chinoise". Avec des conséquences majeures sur les prix, les taux d'intérêt, les matières premières, le pétrole... Il n'est pas certain que l'issue soit favorable, pour le pays comme pour le reste du monde, s'inquiète **The Economist**. Car, pour le journal, tout est allé trop vite. À l'automne, au moment du 20^e Congrès du Parti communiste chinois, rien ne laissait présager l'abandon soudain de la politique intransigeante défendue par le régime. Il aura fallu attendre les manifestations de ras-le-bol de la population, fin novembre, pour voir Pékin finir par renoncer sans crier gare à sa stratégie "zéro Covid". Désinvolture, cynisme ou réel changement ? Le webzine **Duanchuanmei** a interrogé trois experts sur ce revirement. Nous publions dans ce dossier des extraits de leurs réponses. Plus qu'un signe éventuel de fragilité, tous évoquent

un calcul politique cynique de Xi Jinping, agacé par ses concitoyens, et déplorement "trois années de sacrifices pour rien". Les conséquences sanitaires de cette décision sont pourtant dramatiques : en quelques semaines, le pays a connu une flambée de contaminations, hôpitaux et morgues sont surchargés, les médicaments manquent et les déplacements vers les campagnes à l'occasion du Nouvel An chinois risquent de ne rien arranger. Difficile toutefois d'obtenir des bilans fiables. Jusqu'au 8 janvier, Pékin ne reconnaissait que 37 morts en un mois... avant de finalement déclarer 60 000 morts à l'hôpital sur la même période. Pas de quoi mettre un terme à la suspicion des Chinois et de l'OMS. Et c'est bien tout le problème. La Chine revient dans la marche du monde, mais à quel prix ?

En couverture :
Chine : dessin de **Ferguson** paru dans le **Financial Times**, Londres.
France : dessin de **Corax**, Serbie.



Sommaire



UKRAINE p.14

À Bakhmout, volontaires contre forçats russes

The Times rend compte de la bataille la plus sanglante de la guerre, dans laquelle les volontaires ukrainiens se dressent contre les mercenaires du Groupe Wagner et des conscrits issus des prisons russes.

RETRAITES p.8

Il ne suffit pas d'avoir raison, M. Macron

Selon la presse étrangère, le projet de réforme est légitime, mais la manière de le mettre en œuvre pourrait coûter cher à l'exécutif.

ENVIRONNEMENT p.34

Moisson de brouillard aux Canaries

L'archipel espagnol met à profit son relief et son climat pour capturer l'eau des nuages afin de lutter contre la sécheresse, raconte **The Christian Science Monitor**.

MUSIQUE P.42

Des concerts taillés pour les réseaux

De Lady Gaga à Rosalía, les plus grands noms de la pop proposent des tournées qui ont intégré les codes et l'esthétique de TikTok, Twitter ou Instagram. **The Guardian** décrypte cette tendance.

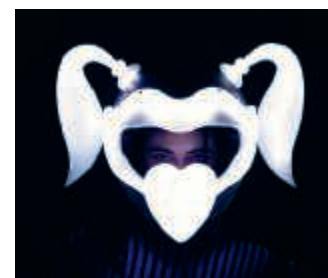


PHOTO CABALAR/EEF/MAXPPP

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- 24 Heures** Lausanne, en ligne.
- Americas Quarterly** New York, trimestriel.
- The Christian Science Monitor** Boston, hebdomadaire.
- Complexity Science Hub** (csh.ac.at), Vienne, en ligne.
- Daraj** (daraj.media), Beyrouth, en ligne.
- Duanchuanmei** (The Initium) (theinitium.com), Singapour, en ligne.
- The Economist** Londres, hebdomadaire.
- The Guardian** Londres, quotidien.
- Al-Jazeera English** (aljazeera.com), Doha, en ligne.
- Al-Jumhuriya** (aljumhuriya.net), Istanbul, en ligne.
- MO** (Mondiaal Nieuws) Bruxelles, mensuel.
- The New York Times** New York, quotidien.
- The Observer** Londres, hebdomadaire.
- Revista 5 W** Barcelone, mensuel.
- De Standaard** Bruxelles, quotidien.
- Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien.
- Takvim** Istanbul, quotidien.
- The Times** Londres, quotidien.
- Tribune de Genève** Genève, quotidien.
- Die Welt** Berlin, quotidien.
- Yazhou Zhoukan** Hong Kong, hebdomadaire.
- Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. Pérou. Une révolte incontrôlable

D'un continent à l'autre

8. France. Retraites, il ne suffit pas d'avoir raison, M. Macron

10. Brésil. La menace est réelle

12. États-Unis. Le malheur de Biden fait le bonheur de Trump

14. Ukraine. Volontaires contre forçats russes

16. Allemagne. Trop queer pour la Bundeswehr ?

17. Royaume-Uni. Andrew Tate, misogynie à la récré

18. Turquie. Entre Erdogan et Assad, une paix bien utile

22. Maroc-Algérie. La querelle des minorités

24. Kenya. Pris au piège des prêts en ligne

À la une

26. La Chine revient, à quel prix ?

Transversales

34. Environnement. Moisson de brouillard aux Canaries

36. Économie. La trop brillante tour solaire d'Ashalim

37. Signaux. Les animaux malades du Covid

360°

38. Environnement. El Aguán, la vallée de la mort

42. Musique. Des concerts taillés pour les réseaux

43. Littérature. Le Nigeria à l'heure littéraire

44. Plein écran. Ceci n'est pas une histoire belge

46. Histoire. Quand Hannibal l'emportait sur Rome



SUR NOTRE SITE

La France vue de l'étranger. La bataille des retraites

65 ans ? 64 ans ? Ou le statu quo à 62 ans ? Alors que les syndicats lancent une grande mobilisation contre le projet de loi du gouvernement de reculer l'âge de départ à la retraite, suivez sur notre site les réactions, analyses et reportages de la presse étrangère.

Pérou. Entre colère et déstabilisation

Les troubles qui ont suivi la destitution de Pedro Castillo ont déjà fait plus de 40 morts et la présidente contestée Dina Boluarte a décrété l'état d'urgence dans plusieurs régions et dans la capitale, Lima. Suivez la situation délicate du Pérou sur notre site à travers les reportages et analyses de la presse internationale.

Vidéo. "Cashstuffing" : sur TikTok, le retour en grâce de l'argent liquide

Ne plus utiliser sa carte bancaire, retirer son salaire en liquide et ranger les billets dans des enveloppes réservées chacune à un poste de dépense : c'est ce que promeut la tendance du *cashstuffing*. Ses adeptes partagent leurs conseils sur le réseau social. Une vidéo à retrouver sur notre site.

L'horoscope de Rob Brezsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Face à la crise climatique, les pistes de la presse étrangère pour s'adapter, s'engager et lutter contre le défaitisme ambiant.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €*

Monsieur Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.

Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.

Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort de données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.co.m
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication :
François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Janvier 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delpont (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héléne Bienvenu (Pologne), Antoine Moutreau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carole Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béatrice Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgane Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inadiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowski (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Fèvre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de des informations, Économie, 16 47), Carole Lambertz (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélosil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Ouméma Nechi HISTOIRE Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditeur web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérold, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernández, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Jean-Baptiste Bor, Emma Bougerol, Emmanuelle Bour, Anne-Françoise Cochet, Elisabetta Di Matteo, Mona Guichard, Mehdi Harmi, Lucie Hoarau, Astrid Mouget, Valentine Morizot, Éléonore Nicolas, Florent Normand, Maëlys Sour, Isabelle Taudière, Yuta Yagishita

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castell (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 4 55 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kevin Jolivet, Louise Dugeai (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>. Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eurofibrations : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



Une pureté unique
née au coeur des
Alpes françaises.


evian[®]
DRINK TRUE

Drink True = Source d'authenticité.
evian[®] est pure et naturelle comme toutes les eaux minérales
naturelles. S.A.E.M.E, Evian- R.C.S. 797 080 850 Thonon.

Plus d'informations sur :
evian.fr





Pérou. Une révolte incontrôlable

Les manifestations contre la présidente Dina Boluarte et la répression meurtrière qui leur sont opposées plongent le pays dans le chaos, constate la presse locale.



Loin de se calmer, la crise politique au Pérou connaît une escalade, et personne ne sait où elle s'arrêtera. Après les blocages de routes et les tentatives de prendre des aéroports, les manifestants, qui exigent, en autres, la démission de la présidente Dina Boluarte, ont entrepris, lundi 16 janvier, une "marche" vers la capitale.

"En bus, camions et voitures, des habitants de Cuzco ont commencé leur trajet vers Lima, où ils se joindront à ceux d'autres régions, pour s'élever contre le gouvernement et à la mémoire des près de 50 morts de la répression", témoignait, le 16 janvier, le quotidien de centre gauche **La República**.

Les manifestants devraient arriver dans la capitale dans le courant de la semaine. Lima – et son port, El Callao – est sous état d'urgence, tout comme deux autres régions, celles de Cuzco et Puno, dans les zones andines du Sud. Ces deux dernières forment les principaux foyers des manifestations, tout comme Ayacucho et l'Apurímac. Des régions parmi les plus pauvres du pays et qui ont majoritairement soutenu Pedro Castillo, le président destitué et détenu le 7 décembre pour avoir

voulu dissoudre le Congrès alors que la Constitution ne l'y autorise pas.

Le site d'**Americas Quarterly**, la revue new-yorkaise consacrée à l'Amérique latine, analyse depuis le sud du pays : "Le soulèvement et la répression s'expliquent par la déconnexion entre les manœuvres politiques à Lima et le climat qui règne dans le reste du pays, à dominante indienne, rurale et pauvre."

Depuis le début de la crise, début décembre, la répression policière, qui a fait 41 morts, a amplifié la colère des manifestants. Une dizaine d'autres personnes sont mortes dans des incidents lors des blocages routiers et un policier a été brûlé vif par des protestataires. Selon le site d'investigation **Ojo Público**, "une grande partie des manifestants qui sont morts ont été tués par des tirs d'armes à feu à la tête et au thorax".

Yván Quispe, ex-député de gauche et ancien ministre de Pedro Castillo, interrogé par le quotidien **El Comercio** sur la possibilité d'un dialogue, répond : "Avant les morts, oui; ce n'est plus le cas aujourd'hui." Il ajoute : "Les gens sont arrivés à un tel niveau de ras-le-bol qu'ils se mobilisent de façon spontanée [sans leaders]; car ils sentent que leur vote n'a pas été respecté."



✍ Contestation. Dessin de Cajas paru dans **El Comercio**, Quito.

La présidente Dina Boluarte – qui voulait à l'origine aller au bout du mandat de Pedro Castillo, en 2026 – a promis des élections anticipées pour 2024, mais le Congrès n'a pas encore donné son approbation. Un Congrès unicaméral dont les manifestants réclament également la dissolution immédiate.

Vendredi 13 janvier, dans un discours à la nation, repris notamment par **La República**, la présidente a tout juste ébauché un mea culpa : "Si nous avons fait une erreur dans la recherche de la paix, je présente mes excuses." Mais elle a ajouté immédiatement en allusion aux manifestants : "Je ne vais pas démissionner, mon engagement est avec le Pérou, et non avec ce groupe minuscule qui ensanglante notre pays."

Selon un sondage publié le 15 janvier par **La República**, le taux d'impopularité de Dina Boluarte atteint 71 %. Et le Congrès fait encore pire, avec 88 %. Par ailleurs, 58 % des sondés estiment que les forces de l'ordre ont fait un usage excessif de la force lors des manifestations.

"La députée de Cuzco Ruth Luque a porté plainte pénalement et constitutionnellement contre Boluarte pour la mort des manifestants", signale de Lima le site **El País América**. L'élue évoque "les communautés paysannes quechua et aymara, qui estiment que [...] leur désir de vérité et de justice a été bafoué".

Dans une tribune d'opinion, **El Comercio** écrit : "L'usage de la force policière pour résoudre le conflit ne sera aucunement la solution. La seule conséquence, c'est que nous serons obligés, tristement, de décompter de plus en plus de cadavres."

Et d'ajouter que "malgré les morts, non seulement de ces derniers jours, mais aussi lors d'événements passés, aucun gouvernement ne semble s'intéresser" à l'amélioration de la formation de la police.

— **Courrier international**



■ Principaux foyers de contestation : régions d'Ayacucho (1), d'Apurímac (2), de Cuzco (3) et de Puno (4).

Vent debout contre Nétanyahou



ISRAËL — "Environ 80 000 personnes ont manifesté contre la réforme du système judiciaire", titre le

tabloïd gratuit **Israel Hayom** le 15 janvier. La veille, une foule immense s'était rassemblée à Tel-Aviv. Beaucoup craignent que la réforme judiciaire du nouveau gouvernement de droite et d'extrême droite de Benjamin Nétanyahou mette à mal le principe de la séparation des pouvoirs. Le journal proche de la droite nationaliste croit pouvoir annoncer que le président Isaac Herzog travaille à un compromis entre le ministre de la Justice, Yariv Levin, grand pourfendeur du système judiciaire, et la présidente de la Cour suprême, Esther Hayut. Mais, les chances d'y parvenir sont très minces, "le projet de réforme devant déjà être discuté cette semaine à la Commission de la justice de la Knesset".

"Tasé à mort" par la police

ÉTATS-UNIS — Alors que les États-Unis célébraient le 16 janvier la mémoire de Martin Luther King, les "indicibles horreurs de la brutalité policière" que dénonçait le pasteur noir continuent à Los Angeles, déplore le **Los Angeles Times**. Début janvier, trois hommes ont été tués par la police. L'un d'eux, Keenan Anderson, un enseignant noir de 31 ans, était le cousin d'une fondatrice du mouvement Black Lives Matter. Interpellé après un accident de voiture, le 3 janvier, il a reçu six décharges de pistolet électrique Taser, alors qu'il était plaqué au sol; il est mort d'un arrêt cardiaque quelques heures plus tard. "Ils vont essayer de me faire la même chose qu'à George Floyd", peut-on l'entendre dire dans une vidéo diffusée par la police.

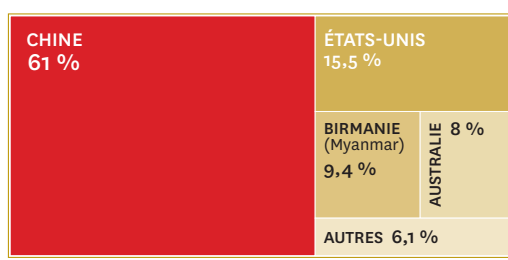
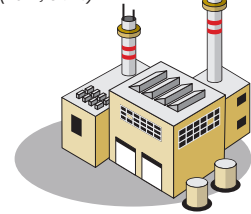
L'INFOGRAPHIE
DE LA SEMAINE

Des terres rares et convoitées

Réserves minières mondiales de terres rares (2021, en millions de tonnes d'équivalent REO*)



Production minière (2021, en %)



SOURCE : U.S. GEOLOGICAL SURVEY

RESSOURCES NATURELLES — Quiconque cherche à acquérir des terres rares – indispensables à la fabrication des turbines d'éolienne ou des batteries des voitures électriques – sera certainement obligé de passer commande auprès de la Chine, qui possède les plus grosses réserves du monde, comme le montre cette infographie. Mais nombre de pays espèrent s'affranchir de cette dépendance. Voilà pourquoi, commente **Sveriges Television (SVT)**, l'annonce, le 12 janvier, de la découverte d'un gisement de 1 million de tonnes dans le nord de la Suède ravit les dirigeants européens.

Affamées et kidnappées

BURKINA FASO — Alors qu'elles tentaient de ravitailler leurs familles luttant contre la faim, une cinquantaine de femmes d'Arbinda ont été enlevées les 12 et 13 janvier. Cette commune située au Sahel vit depuis 2019 sous la pression des groupes armés terroristes. "Ce rapt massif est la preuve que la situation sécuritaire, plus de trois mois après l'arrivée du capitaine Ibrahim Traoré aux affaires, demeure pré-occupante", estime **Le Pays**.

Fin de cavale

ITALIE — En fuite depuis trente ans, il était le dernier grand parain ayant sévi à une époque où Cosa Nostra défait l'État italien. Matteo Messina Denaro a été arrêté le 16 janvier à Palerme. Celui que **La Repubblica** décrit comme "le dernier sanguinaire", en raison des dizaines d'homicides pour lesquels il avait été condamné à la prison à vie par contumace, s'était volatilisé en juin 1993. Beaucoup le pensaient à l'étranger alors qu'il se cachait dans sa Sicile natale.

94,8 %

C'EST LE TAUX D'INFLATION EN ARGENTINE en 2022 (contre 50,9 % en 2021) annoncé le 12 janvier. Un record depuis la période d'hyperinflation du début des années 2000, mais une petite victoire pour le gouvernement, qui évite de justesse une inflation à trois chiffres. En cause, selon **Clarín**, "une saignée dans les dépenses publiques, un déficit fiscal financé par la planche à billets et les conséquences des prix de l'énergie".

ALLEMAGNE

Entre les Verts et leurs militants, l'heure du divorce

La police a évacué par la force les écologistes qui occupaient le village de Lützerath, menacé de destruction. Une intervention qui écorne l'image des Grünen, estime ce quotidien libéral.

— **Süddeutsche Zeitung** (extraits) *Munich*

Les Verts se considèrent comme le parti de l'avenir et comme les défenseurs des nouvelles générations. Vraiment. Seulement voilà, dans le village de Lützerath [ouest de l'Allemagne], où les jeunes manifestent en nombre depuis des jours contre l'évacuation [du village, qui s'est achevée le 16 janvier] et l'extension d'une mine de charbon à ciel ouvert, cette belle image se voit écornée.

Le mot "vert" est devenu pour beaucoup synonyme de compromission de la part d'un parti oublieux de ses devoirs au sein de la coalition au pouvoir. Les jeunes militants du climat qui viennent de faire connaissance ce week-end avec les matraques des forces de l'ordre menacent de faire sécession avec les Grünen. De quoi faire réfléchir les grands manitous du parti, à Berlin.

La militante suédoise Greta Thunberg a ainsi déclaré à Lützerath qu'elle n'avait absolument rien à voir avec les Verts. Icône pour beaucoup, la jeune femme n'est manifestement guère impressionnée par les Robert Habeck [ministre écologiste de l'Économie et du Climat] et autres Annalena Baerbock [ministre écologiste des Affaires étrangères] de ce monde.

Ce n'est pas la première fois que les dirigeants des Grünen indisposent les militants pour le climat. Quand les Verts partageaient le pouvoir avec les sociaux-démocrates à Berlin, voilà plus de vingt ans, le mouvement pacifiste avait reproché à Joschka Fischer [alors ministre écologiste des Affaires étrangères] l'intervention militaire [de l'Allemagne] au Kosovo.

Peu de temps après, c'était au tour du ministre de l'Environnement, Jürgen Trittin, de se retrouver sur la sellette, après avoir soudain déconseillé aux militants de manifester contre l'acheminement de déchets nucléaires à Gorleben [site d'enfouissement du nord de l'Allemagne]. Déjà, à l'époque, le mot "trahison" était sur toutes les lèvres. Mais, au bout du compte, la conclusion était toujours la même : c'est beau d'avoir des idéaux, mais c'est encore mieux de gouverner. Et le parti n'a pas volé en éclats.

Reste à savoir si le divorce entre la direction des Grünen et la base militante pourra se résorber cette fois encore, sur la question du climat. Robert Habeck, s'y emploie en ce moment en brossant les militants dans le sens du poil. Selon lui, la guerre en Ukraine a "légèrement retardé" sa feuille de route en matière de politique énergétique. Mais l'objectif commun reste maintenu, à savoir la sortie des énergies fossiles.

Reste que Robert Habeck est incapable de dire quand il remettra sa politique énergétique sur la voie dont il dit s'être "légèrement" écarté. La paix en Ukraine n'est pas en vue et l'on ne semble pas près non plus de pouvoir se passer des énergies fossiles.

Au passage, on évite de dire que les militants du climat comme Greta Thunberg voient dans le nucléaire un moindre mal, par rap-

port au charbon en tout cas. Mais l'heure d'un débat public sur le sujet a sonné. Et si la direction des Verts ne souhaite pas l'engager, le mouvement international pour le climat l'y contraindra. Lützerath n'était qu'une mise en bouche.

— **Constanze von Bullion**
Publié le 15 janvier



ANALYSE

Des mois de résistance



"Toute l'Allemagne est occupée par les bulldozers... Toute? Non! Un petit village d'irréductibles militants résiste encore et toujours à la police et à l'énergéticien RWE",

écrivait le **Tageszeitung** le 11 janvier, jour du début des opérations d'évacuation de Lützerath. Pendant des mois, le hameau rhénan a été occupé par des écologistes opposés à la destruction du lieu et à l'agrandissement de la mine de charbon voisine. En dépit de la manifestation du 14 janvier, les forces de l'ordre ont délogé les derniers "irréductibles" deux jours plus tard.

d'un
continent
à l'autre.

france



Amériques.....	10
Europe.....	14
Moyen-Orient...	18
Afrique.....	22

Retraites. Il ne suffit pas d'avoir raison, M. Macron

La réforme des retraites est lancée. Aux yeux de la presse étrangère, si le projet est légitime, le moment et la manière de le mettre en œuvre pourraient coûter cher à l'exécutif, qui devra être à l'écoute des critiques des Français.



➤ Dessin de Corax, Serbie.

Pour la presse internationale, c'était le "jour J" du second quinquennat d'Emmanuel Macron. Le lancement de la réforme des retraites le 10 janvier par la Première ministre Élisabeth Borne était très attendu par les correspondants étrangers. Départ à 64 ans, cotisations pendant quarante-trois ans, avec quelques exceptions, le tout

précautionneusement emballé sous le signe du compromis après maints reports et de nombreuses consultations. Il s'agit d'un moment clé en France, rapporte unanimement les médias internationaux.

Le **Financial Times**, à Londres, publie un éditorial qui ne laisse pas de place au doute, sous le titre "L'indispensable réforme des retraites d'Emmanuel Macron".

Repousser la retraite des Français est "nécessaire", pour le quotidien financier, mais le chemin est "jalonné d'écueils politiques", avance-t-il prudemment.

Le **FT** qualifie le déficit du système des retraites de "not catastrophique" mais "il y a bien un trou qu'il faut combler". Concernant la solution proposée par le gouvernement, le quotidien juge qu'il constitue un "compromis raisonnable"

ayant permis d'écartier d'autres options, dont des augmentations d'impôts, peu souhaitables dans un pays où la part des recettes fiscales dans le PIB est déjà très élevée (45 %). Cela dit, il ne s'agit nullement d'un simple exercice comptable, conclut le **FT**. L'Hexagone doit augmenter la part des actifs dans sa population.

"Reboucher le trou dans le financement des retraites est un gage de crédibilité donné à Bruxelles et aux marchés financiers, qui se sont remis à sanctionner le manque de discipline budgétaire."

"C'est aussi un test pour Macron et pour sa capacité à réformer en

de Macron pour redonner de la compétitivité à l'économie française, sans pour autant démanteler l'État providence".

Et le fait qu'il repousse la réforme depuis presque six ans décuple l'importance des enjeux, renchérit **Der Spiegel**, en Allemagne : "Un signal de sérieux budgétaire de la part de la France est attendu depuis aussi longtemps que Godot."

"La peur des grèves sectorielles et du mouvement des 'gilets jaunes' est toujours là."

Les comparaisons internationales plaident clairement pour la réforme, juge également le confrère londonien du **Daily Telegraph**. La France dépense plus que ses voisins dans son système de retraite, les pensions sont plus généreuses et l'espérance de vie plus élevée, analyse le quotidien conservateur.

Mais "dans un pays qui a inscrit dans la loi le droit des salariés à ignorer leurs e-mails professionnels en dehors de leurs horaires de travail, repousser l'âge de la retraite n'est pas tâche facile". Voilà Macron parti pour une "guerre avec les syndicats", prévient le journal, rappelant les grèves de 2019 en réaction à la dernière tentative de réforme. "Même si le mouvement a largement perdu de sa force, les 'gilets jaunes' brandissent eux aussi la menace d'une nouvelle mobilisation contre la réforme des retraites."

En Espagne, **La Razón** évoque en conséquence le "jour J du second quinquennat d'Emmanuel Macron". Si les Français parlent de la "mère de toutes les réformes", c'est parce que celle-ci "fait peser un risque d'explosion sociale et menace de déclencher une vague de manifestations difficile à évaluer aujourd'hui".

"Macron aborde la réforme en marchant sur des œufs et les yeux rivés sur le rétroviseur : la peur des grèves sectorielles et du mouvement des 'gilets jaunes' qui l'a envoyé dans les cordes lors de son premier quinquennat est toujours là."

Le président français "est également plombé par les crises continues qu'il a dû gérer, de la

ce deuxième mandat où il n'a plus la majorité parlementaire. Peut-il encore moderniser la France ou doit-il se contenter de l'administrer?" ajoute le quotidien de la City.

Dans la même veine, **The Wall Street Journal**, aux États-Unis, qualifie lui aussi le projet de réforme de "test qui déterminera si le président peut encore mettre en œuvre son programme libéral" et de "symbole des efforts

pandémie à la crise énergétique provoquée par la guerre, qui ont réduit son programme de réforme à peau de chagrin”, ajoute le quotidien espagnol. Sur le plan de la légitimité, Macron pourra revendiquer avoir placé la réforme au cœur de sa campagne électorale, reconnaît *La Razón*. Mais est-ce suffisant ?

Inflation et 49.3. “Il n’y a pas de surprises dans le texte présenté par Elisabeth Borne. La surprise réside plutôt dans la modification de son contenu et dans le fait que le gouvernement a osé le présenter dans un contexte fortement inflationniste”, observe le quotidien argentin *Página 12*.

Le journal de Buenos Aires note bien les efforts faits par le gouvernement pour éviter toute impression de brutalité ou de jusqu’au-boutisme. En réponse à la fronde des syndicats, à une opinion hostile et surtout au manque de majorité à l’Assemblée nationale, l’ambition de la réforme dans sa mou-



ture 2023 a été revue à la baisse. “Le système de retraite français est une montagne très difficile à déplacer. Les Anglais ont l’Irlande, nous, on a les retraites”, a déclaré l’ancien Premier ministre Édouard Philippe.”

“Dans un contexte de guerre, d’inflation et d’augmentation du prix de l’électricité, Macron escompte que l’opinion publique se résignera et acceptera cette réforme sans grèves massives”, suppose *Página 12*. Les obstacles à franchir sont encore nombreux avant l’adoption de la “mère des réformes”, conclut le journal argentin.

Une idée à laquelle souscrit également le *Corriere della Sera*.

“Les Français voient dans cette affaire l’obstination d’un chef d’État qui ne songe qu’à sa réussite.”

Le quotidien italien parle sportivement de “coup d’envoi de la réforme des retraites”. Soucieux d’éviter l’embrasement de la rue, le gouvernement se montre attentif au dialogue : “Sa priorité [...] sera de donner l’impression de prendre en compte les suggestions et les critiques, et d’éviter l’image d’arrogance qui colle depuis longtemps à Macron et à ses ministres.”

C’est précisément ce qui manque à Macron, estime la *Frankfurter Rundschau*. “Il ne suffit pas d’avoir raison : cette constatation doit être particulièrement difficile à avaler pour un personnage aussi content de lui qu’Emmanuel Macron.”

“Les Françaises et les Français voient dans cette affaire l’obstination d’un chef d’État qui ne songe qu’à sa réussite personnelle et n’écoute pas les 68 % des

citoyennes et citoyens qui sont contre la réforme, commente le quotidien de gauche allemand. Au lieu d’expliquer de façon convaincante que

le financement de leur retraite est menacé, il proclame que les citoyennes et citoyens doivent ‘travailler plus’. Même si cela revient à la même chose, cela tombe mal en ce moment où l’inflation fait baisser les salaires.”

Difficile pour autant de savoir si cette réforme peut mettre le feu aux poudres, écrit en Belgique *La Libre Belgique*, soulignant “un contexte d’inflation et de 49.3 répétés à l’Assemblée”.

“Le climat est tendu et le pessimisme ambiant est palpable. La colère gronde mais, pour l’heure, n’explose pas.”

“D’après le ministère de l’Intérieur, seules 4700 personnes ont participé aux cortèges de ‘gilets jaunes’ le 7 janvier. Une mobilisation très timide. Mais le feu couve et une étincelle pourrait suffire à embraser les esprits”, met en garde le quotidien belge.

— *Courrier international*

Vu de Suisse. Vers une redite de 1995 ?

Les syndicats annoncent une contestation colossale contre le gouvernement et la retraite à 64 ans. Les Français aussi y sont opposés, mais l’ampleur de la mobilisation reste incertaine.

— **Tribune de Genève**
(extraits) Genève

La rue va-t-elle s’enflammer et faire plier le gouvernement ? C’est la question que tout le monde se pose en France en ce début de semaine. Tous les syndicats appellent à une journée de grève le jeudi [19 janvier], qui marquera le début de la lutte contre le projet d’Elisabeth Borne sur la retraite à 64 ans.

Dans la tête de chacun – espoir pour les uns, spectre pour les autres –, il y a le précédent de 1995. Quand le Premier ministre Alain Juppé, qui se prétendait pourtant “droit dans ses bottes”, avait dû reculer après trois semaines de blocage du pays par une grève des transports publics et après un mardi 12 décembre resté fameux, où deux millions de manifestants étaient descendus dans la rue. Trois jours plus tard, sa réforme des retraites était abandonnée.

Pour conjurer ce danger, le gouvernement Macron a prévu une sorte de blitzkrieg législatif. Le projet passera lundi 23 janvier en Conseil des ministres et la semaine suivante déjà devant les commissions parlementaires. Le débat à l’Assemblée nationale commencera le 6 février déjà. Grâce à une subtilité de procédure, il sera limité à vingt jours avant d’être obligatoirement transmis au Sénat, où les débats dureront quinze jours. Tout est fait pour prendre la rue de vitesse en faisant voter la loi le plus rapidement possible, grâce au soutien de la droite républicaine.

Face à cette stratégie, les syndicats répondent aussi par la vitesse. D’abord hésitants entre le 19 et le 24 janvier pour lancer leurs actions, ils ont choisi la date la plus rapprochée afin de permettre au mouvement de prendre de l’ampleur. “Je pense qu’on va rentrer dans un conflit dur et qui va durer, parce qu’on imagine bien que le gouvernement ne va pas céder en quelques jours”, prédit Francis Casanova, délégué CGT chez RTE, l’entreprise chargée du réseau électrique national.

Pour que le pouvoir plie, il faut des grèves qui bloquent en partie le pays et le soutien de la population.

Pour la journée nationale de grève du 19 janvier, on retrouve comme toujours les secteurs traditionnellement en pointe. D’abord les transports : SNCF et RATP. Seront-ils aussi mobilisés qu’il y a trois ans, quand ils combattaient la tentative de suppression des régimes spéciaux ? “La réforme de cette année est moins pénalisante pour les cheminots et les agents de la RATP que celle de 2019”, assure Yves Crozet, un économiste des transports. Mais les syndicats n’en promettent pas moins “une puissante mobilisation dans la durée”.

Dans le domaine de l’énergie, les secteurs électrique et pétrolier ont également annoncé leur participation. La CGT prévoit même une reprise de grève de deux jours le 26 janvier et de trois jours

le 6 février, avec “si nécessaire l’arrêt des installations de raffinage”. Enfin, dans les écoles et lycées, on attend de voir si les enseignants se mobiliseront. En théorie, ils sont peu touchés par la réforme car ils commencent à travailler tard et la règle des 43 annuités les projette déjà à 64 ans pour une rente complète. Mais les syndicats appellent néanmoins à la grève.

Quelles sont les chances des syndicats de faire plier le gouvernement ? Le problème est que la grève de 1995 est un succès isolé contre une réforme des retraites. En 2003, François Fillon a réussi à faire passer son plan malgré des grèves importantes et des manifestations de plus d’un million de personnes. De même en 2010, quand Nicolas Sarkozy porte l’âge de la retraite de 60 à 62 ans. Comme aujourd’hui, les sondages étaient pourtant négatifs et les syndicats unis, grèves et manifestations s’étaient multipliées. Là encore, le gouvernement avait tenu bon.

Rebelote en 2019, quand Emmanuel Macron veut supprimer les régimes spéciaux : malgré des grèves historiques, le projet était en bonne voie au Parlement et serait passé si la crise du Covid n’avait tout interrompu.

De quel côté la balance penchera-t-elle cette fois-ci ? En 1995, le politologue Stéphane Rozès avait théorisé le concept de “grève par procuration”. “Les Français, y compris du secteur privé, qui n’ont pas fait grève ont soutenu ceux qui la faisaient, exprimant à la fois leur désaccord sur le fond de la réforme et plus généralement leur mécontentement politique”, expliquait-il alors.

En d’autres termes, non seulement il faut des grèves qui bloquent en partie le pays, mais aussi le soutien de la population. Les syndicats ont l’espoir de l’obtenir. Le gouvernement en doute : “On ne se projette pas dans l’idée d’une mobilisation massive”, estimait le 11 janvier le porte-parole [du gouvernement], Olivier Véran.

— **Alain Rebetez**
Publié le 16 janvier

SIX PIEDS SUR TERRE D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



amériques

Brésil. La menace est bien réelle

Les émeutes de Brasilia ont été comparées à la prise du Capitole à Washington il y a deux ans. Alors que la démocratie américaine n'a pas subi d'autre assaut d'une telle ampleur, ce risque existe au Brésil.



—Americas Quarterly
(extraits) New York

Il n'y a jamais eu de vrai risque de coup d'État ou de révolution populaire au cours des émeutes du 8 janvier à Brasilia, pas plus qu'il n'y en a aujourd'hui. Pour autant, d'autres scénarios à risque restent possibles dans les semaines et les mois à venir, qui pourraient compliquer la vie du président Lula et faire du tort au Brésil, à sa démocratie et à son économie.

Partout dans le monde on a souligné, et à juste titre, la ressemblance frappante entre ce 8 janvier brésilien et le 6 janvier 2021 aux États-Unis. Mais il est un détail qui n'a rien d'anodin, et qui a été peu commenté : depuis deux ans que les partisans de Donald Trump ont pris d'assaut le Capitole à Washington, les États-Unis n'ont pas connu

d'autre acte de violence politique d'une telle ampleur.

Le risque existe : les autorités américaines rappellent régulièrement que le terrorisme intérieur et contre le gouvernement est la plus grande menace contre la sécurité nationale. Mais, à ce jour, l'efficacité du maintien de l'ordre et les efforts du gouvernement Biden, bien qu'imparfaits, pour identifier et sanctionner les responsables du 6 janvier et pour réduire les fractures politiques du pays, ou à tout le moins vivre avec, ont permis d'éviter le pire.

Comme l'histoire l'a montré, les réussites d'hier ne garantissent nullement celles de demain. Et au Brésil, beaucoup d'éléments portent à croire que le pays va devoir composer avec le risque terroriste et des menaces permanentes de perturbations, au moins à moyen terme. Dans la semaine qui a suivi le 8 janvier, au moins trois importants

pylônes électriques ont été abattus et trois autres endommagés, après des actes que les autorités qualifient de "sabotage" et de "vandalisme".

Lundi 9 janvier, sur Telegram et Twitter, des groupes bolsonaristes appelaient leurs membres à bloquer des raffineries dans tout le Brésil afin de provoquer des pénuries d'essence et de déstabiliser le gouvernement ; les déploiements de police ont apparemment permis d'empêcher ces projets de se concrétiser.

Un choc comme celui du 8 janvier est toujours suivi de répliques et d'excès rhétoriques qui bien souvent ne débouchent sur rien. Après le 6 janvier 2021, Washington est resté hérissé de barrières des mois durant. Mais cela nous ramène à la grande différence entre les États-Unis et le Brésil : dans ce dernier pays, la loyauté de l'armée et de la police est plus que douteuse.

De fait, le gouvernement Bolsonaro était un gouvernement militaire qui ne disait pas son nom : jusqu'à un tiers des postes du gouvernement étaient occupés par des militaires d'active ou à la retraite, et des centaines d'officiers avaient été nommés à des postes à hautes responsabilités relevant de l'État fédéral.

Aujourd'hui, l'armée ne mènera ni ne soutiendra aucune tentative pour renverser Lula : les officiers de haut rang, en particulier, savent que ni la majorité des Brésiliens ni la communauté internationale ne le toléreraient. Mais dans un pays aussi vaste, aussi complexe et aussi divisé

Comme la loyauté de l'armée et de la police brésiliennes est suspecte, l'État reste en danger.

politiquement que le Brésil, l'État est en danger dès lors que les forces de sécurité ne lui sont pas acquises à 100 %.

Il suffit de se rappeler ce qui s'est passé lors du second tour de l'élection en octobre, quand la police routière avait installé des barrages devant les cars qui transportaient des électeurs dans le Nordeste, grand bastion de Lula, pour les impressionner,

voire les empêcher de voter. Il a fallu que le Tribunal supérieur électoral (TSE) ordonne la levée des barrages. Visiblement le 8 janvier encore, des policiers et des militaires ont non seulement laissé faire mais aussi aidé activement les émeutiers qui ont mis à sac le palais présidentiel, le Congrès et le Tribunal suprême fédéral.

Unanimité. Je reste relativement optimiste quant aux chances de Lula, et du Brésil, d'éviter le pire. Jusqu'à présent, Lula donne une image d'autorité et de calme : il est ferme aux manettes, a promis que les responsables des émeutes seraient poursuivis, et il sait rester à l'écart des polémiques inutiles.

Des personnalités de tout le spectre politique brésilien, y compris plusieurs anciens ministres de Bolsonaro ainsi que la totalité des gouverneurs, ont condamné les événements du 8 janvier avec une unanimité et une fermeté dont n'avaient pas fait preuve leurs homologues américains en 2021. C'est sans fondement scientifique, mais je me demande si la différence sur ce point avec le Brésil ne tient pas à l'histoire des

États-Unis, où la culture des milices armées et une longue tradition des lointaines guerres inutiles ont certainement alimenté la colère, la radicalisation et le goût de la violence des jeunes hommes.

Mais notre époque est marquée par de grands bouleversements, au Brésil et ailleurs. Dans un même sondage, les Brésiliens sont 75 % à désapprouver l'insurrection manquée, mais aussi 40 % à estimer que Lula n'est pas le vainqueur légitime de la présidentielle d'octobre. Et le terrorisme n'est pas le seul danger : une telle extrémisation fait planer la menace de manifestations, mais aussi le risque de voir élus des candidats qui remettent en cause la démocratie et les élections.

Sur les réseaux sociaux, dans les milieux de droite, s'est déjà bâti tout un univers alternatif dans lequel les manifestants du 8 janvier sont des "héros" que l'État a envoyé dans des goulags inhumains (des "lulags", peut-on lire parfois), et où l'on assure

que les seules violences étaient le fait d'infiltrés.

Lula ne sera pas seul à orchestrer la riposte à ces événements. D'ailleurs, les actions du juge du Tribunal fédéral suprême Alexandre de Moraes, qui jouit d'un pouvoir sans commune mesure avec ses homologues américains, inquiètent même certains défenseurs de la démocratie. Dans les jours qui ont suivi, il a déclaré que les personnes arrêtées dans le cadre de l'attaque des lieux de pouvoir étaient "des gens non civilisés, avec lesquels il est impossible de parler". Il a non seulement suspendu le gouverneur du district fédé-

À 75 %, les Brésiliens condamnent l'assaut manqué, mais 40 % doutent de la légalité de l'élection de Lula.

ral de Brasilia (DF), mais aussi ordonné l'emprisonnement de l'ancien ministre de la Sécurité publique du DF et de l'ancien chef de sa police militaire.

Peut-être l'histoire lui donnera-t-elle raison – pour désamorcer de telles menaces contre la démocratie, il n'existe pas de manuel préétabli. Une chose est sûre : ce n'est pas parce que le 6 janvier 2021 et le 8 janvier 2023 se ressemblent que leurs suites seront identiques.

—Brian Winter
Publié le 11 janvier



OPINION

SOURCE



AMERICAS QUARTERLY

New York, États-Unis
Trimestriel, 15 000 ex.
(estimation)

americasquarterly.org

Fondée en 2007 et installée à New York, cette revue d'analyse se consacre à la politique, à l'économie et à la culture d'Amérique latine, ainsi qu'aux relations entre le sous-continent et le reste du monde.

C'est une publication à but non lucratif qui dépend du Americas Society/Council of the Americas, organisations consacrées aux débats et au dialogue dans les Amériques.

Bolsonaro dans le collimateur de la justice

Le Tribunal suprême fédéral a inclus l'ex-président dans une enquête sur l'assaut des lieux de pouvoir à Brasilia. Son ancien ministre de la Justice a été arrêté.

Depuis le début de l'année, Jair Bolsonaro se repose en Floride, près d'Orlando. Mais même à distance, il sent monter la pression de la justice brésilienne. Le 13 janvier, le juge du Tribunal suprême fédéral (STF) Alexandre de Moraes, a annoncé qu'il acceptait d'inclure l'ex-président d'extrême droite dans l'une des enquêtes sur l'assaut lancé contre les lieux de pouvoir à Brasilia le 8 janvier, comme le lui avait demandé plus tôt dans la journée le parquet général.

Selon **Folha de S. Paulo**, Jair Bolsonaro, qui a perdu son

immunité le jour de l'investiture du nouveau président, Luiz Inácio Lula da Silva, le 1^{er} janvier, est soupçonné par la justice "d'incitation publique à commettre un crime". En cause, notamment, une vidéo postée le 10 janvier sur son compte Facebook qui remettait en question la validité de l'élection de Lula. "Bien que la vidéo ait été postée deux jours après l'émeute et supprimée un jour plus tard", note le **Washington Post**, les procureurs estiment qu'elle avait "le potentiel pour inciter à de nouveaux actes d'insurrection". Les autorités brésiliennes vont demander

à Meta de conserver une copie de la vidéo, preuve potentielle.

Les procureurs considèrent que l'attaque contre la démocratie dépasse cette simple vidéo. Tout au long de sa campagne, Bolsonaro a, par exemple, suggéré sans preuve que le système électoral n'était pas fiable. Et il n'a toujours pas reconnu sa défaite contre Lula, en octobre dernier.

Le 13 janvier, Jair Bolsonaro a pourtant fait savoir, par l'intermédiaire de son avocat, Frederick Wassef, qu'il "condamnait avec véhémence les actes de vandalisme et les déprédations des biens publics" commis le 8 janvier et qu'il n'avait "jamais eu de relation ou de participation à ces mouvements sociaux spontanés menés par la population".

Il n'est pas le seul à être dans le collimateur des enquêteurs. Le 14 janvier, son ancien ministre de la Justice, Anderson Torres, a été arrêté par la police fédérale

à son arrivée à l'aéroport international de Brasilia, rapporte le quotidien **Estado de São Paulo**.

Torres, qui était secrétaire à la sécurité publique du district fédéral de Brasilia au moment des émeutes du 8 janvier - il a depuis été démis de ses fonctions -, se trouvait lui aussi en Floride lorsque le juge Alexandre de Moraes a requis son placement en détention préventive.

Selon la presse brésilienne, il pourrait être un personnage clé dans l'enquête visant Bolsonaro. Dans un article publié le 12 janvier, *Folha de S. Paulo* expliquait que la police fédérale avait trouvé, lors d'une perquisition au domicile de l'ex-ministre de la Justice, un projet de décret présidentiel visant à intervenir auprès du Tribunal supérieur électoral (TSE) et à instaurer l'état d'urgence dans le pays.

Le document aurait été écrit après la tenue des élections, et,

"selon des personnes proches de l'enquête, il évoque une rectification du résultat de l'élection", souligne le journal de centre gauche.

Un document "plus que suffisant pour renforcer les soupçons sur une action criminelle menée par Bolsonaro pour entraver l'élection", juge Bruno Boghossian, éditeur de *Folha*. Ce dernier pense néanmoins que d'autres documents et témoins seront nécessaires pour "révéler comment le président a agi et qui sont les personnes qui l'ont assisté dans cette mission".

Sans détour, un éditeur de *UOL* affirme que le document trouvé par la police fédérale constitue une "preuve que le gouvernement de l'ex-chef" Bolsonaro "projetait de mener un coup d'État". Reste à savoir s'il s'agissait d'une demande de l'ancien président lui-même ou d'une idée de "l'un des conseillers géniaux qui l'entouraient".

— **Courrier international**



REVUE DE PRESSE

PYRAMIDE PRÉSENTE

“JE VOULAIS RENDRE HOMMAGE À MA FAMILLE D’AGRICULTEURS,



OURS D'OR
Festival de Berlin 2022

À MA TERRE DE CATALOGNE ET AUX PÊCHERS DE MON ENFANCE”

Carla Simón



APRÈS ÉTÉ 93

NOS SOLEILS

un film de CARLA SIMÓN

COUP DE CŒUR CINÉMAS ART & ESSAI DE L'AFRIQUE

VOCABLE

SENS CRITIQUE

LA SEPTIÈME OBSESSION

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

Télérama

Le Monde

Courrier international

ÉTATS-UNIS

Le malheur de Biden fait le bonheur de Trump

Sous le coup d'une enquête sur sa gestion de documents secrets, l'ancien président voit son successeur, Joe Biden, pris dans une affaire similaire. Du moins en apparence.



CAGLE CARTOONS

—The Guardian (extraits)
Londres

La découverte de secrets d'État dans deux lieux associés à Joe Biden semble avoir fait un grand gagnant sur le plan politique : Donald Trump.

La Maison-Blanche était en panique la semaine dernière quand on a appris que des avocats de Biden avaient mis la main sur des documents classifiés dans les locaux de son centre de réflexion à Washington et à son domicile du Delaware. Lors d'un point de presse bien plus houleux qu'à l'accoutumée, un correspondant d'une chaîne de télévision a qualifié cette affaire de "garage-gate".

Le ministère de la Justice a nommé un procureur spécial chargé d'enquêter sur la présence à son domicile de documents classifiés datant de l'époque où il était vice-président. Un scandale bien embarrassant pour une administration qui avait promis la transparence et la probité.

L'affaire complique aussi une enquête en cours sur Trump portant sur des faits comparables, à première vue du moins.

Un autre procureur spécial se penchait déjà sur la conservation par l'ancien président de documents top secret à Mar-a-Lago, la résidence-club qu'il possède en Floride. Même si les deux situa-

Une centaine de documents classifiés avait été dégotée chez Trump, Biden a gardé bien moins de papiers.

tions sont très différentes, les nuances et les subtilités risquent d'échapper à l'opinion publique.

"C'est peut-être de la pure maladresse de la part de Biden ou de son équipe, mais peu importe", explique Larry Sabato, directeur du Centre pour la politique de l'université de Virginie.

"Le citoyen lambda va se dire : 'Qu'ils aillent au diable. Ils sont tous les deux coupables. Honte

à eux deux.' Un point, c'est tout." Malgré des similitudes superficielles, ces deux affaires n'ont pas grand-chose à voir l'une avec l'autre. En janvier 2022, les Archives nationales ont récupéré 15 boîtes de documents provenant du domicile de Trump et ont informé le ministère de la Justice que celles-ci contenaient un grand nombre de documents classifiés.

En août, après des demandes répétées et même une injonction du ministère de la Justice, auxquelles les avocats de Trump avaient refusé de céder, des agents du FBI ont perquisitionné son domicile de Mar-a-Lago. Ils en sont repartis avec 33 cartons contenant 11 000 documents, dont une centaine manifestement classifiés. D'après son mandat de perquisition, le FBI enquêtait sur des infractions comprenant la rétention volontaire d'informations relevant de la défense nationale, ainsi que des tentatives d'entrave à une enquête fédérale.

Biden a conservé bien moins de papiers. On a d'abord appris

qu'un "petit nombre" de documents classifiés avaient été découverts en novembre dans un placard fermé au Penn Biden Center de Washington. Interrogé par des journalistes à Mexico, le président s'est dit étonné d'avoir appris leur existence. Ses avocats "ont fait ce qu'ils avaient à faire" en alertant immédiatement les Archives nationales, a-t-il ajouté.

Et puis on a appris qu'un deuxième lot de documents classifiés avaient été découverts dans un garage, au domicile de Biden, à Wilmington (Delaware), ainsi qu'une page classifiée dans sa bibliothèque. Là encore, ses avocats en ont informé les Archives nationales.

Lions affamés. Aux yeux d'experts, les manquements de Biden paraissent nettement moins graves que ceux de son prédécesseur. "D'après ce que nous savons actuellement, il y aurait une différence de nature plus que de degré entre le cas de Trump et celui de Biden, estime Carl Tobias, professeur de droit à l'université de Richmond, en Virginie. La conduite cavalière, voire intentionnellement fautive, de Trump concernant de nombreux documents, notamment ceux qui sont liés à la sécurité nationale, apparaît à tout point de vue bien plus choquante que la négligence de Biden, qui n'aurait pas pensé à mettre certains documents en lieu sûr."

Néanmoins, la Maison-Blanche a refusé de révéler le contenu et le nombre exact des documents classifiés détenus par Biden, la façon dont ils sont arrivés dans les locaux de son centre de réflexion et chez lui, pourquoi ils y sont restés et pourquoi l'administration a attendu plus de deux mois avant de reconnaître cette découverte.

Ces questions ont encore pris de l'ampleur quand l'avocat de la Maison-Blanche, Richard Sauber, a révélé qu'en tout six pages de documents classifiés avaient été retrouvées dans la bibliothèque personnelle de Biden à Wilmington. L'administration assurait auparavant qu'une seule page avait été retrouvée et que les recherches étaient "terminées".

Un peu frustrés depuis la fin de la présidence agitée de Trump, les journalistes de la Maison-Blanche se sont jetés sur ces révélations comme des lions affamés. C'est ainsi qu'au cours d'un échange

comme on en avait peu connu ces deux dernières années, Peter Doocy, de Fox News, a lancé à Biden de but en blanc : "Vous gardez des documents top secret à côté de votre Corvette [une voiture chic de collection] : mais qu'est-ce qui vous est passé par la tête?"

Ce à quoi le président a répondu : "J'espère bientôt avoir l'occasion de m'expliquer sur ces questions. Comme je l'ai dit en début de semaine, ma Corvette se trouve dans un garage fermé. Vous comprenez? Ce n'est pas comme si ces papiers dormaient dans la rue."

Trump s'est lui-même emparé de la nouvelle, cherchant à en profiter pour saper l'enquête dont il fait l'objet. "C'est fini, a-t-il déclaré à l'émission de radio conservatrice de Mark Levin. [Cette découverte] a vraiment changé le caractère et l'intensité de ce qu'ils me faisaient subir, parce que, ce qu'ils ont fait, c'est... - je ne vais pas dire pire, puisque je n'ai rien fait de répréhensible. Ce qu'ils ont fait, ce n'est pas bien. C'est mal."

En réalité, ce coup de théâtre ne jouera probablement pas sur la décision du ministère de la Justice d'engager des poursuites contre Trump. Mais il risque de rendre son procès plus difficile à faire accepter aux électeurs, et va nourrir le scepticisme des républicains

"Cette découverte a changé le caractère et l'intensité de ce qu'ils me faisaient subir."

Donald Trump, EX-PRÉSIDENT VISÉ PAR UNE ENQUÊTE

du Congrès et de tous ceux qui doutent ouvertement que des poursuites soient justifiées.

Les événements de cette semaine sont un coup dur pour Biden alors que sa cote de popularité était en hausse, que l'inflation ralentit et que les républicains sortent à peine de l'élection chaotique de leur président à la Chambre des représentants. C'est également une bouffée d'oxygène pour Trump, dont la campagne présidentielle de 2024 a connu un démarrage particulièrement poussif. Il reste quand même sous le coup d'innombrables enquêtes sur ses affaires douteuses et son rôle dans l'invasion du Capitole, le 6 janvier 2021.

—David Smith
Publié le 15 janvier

Hier, détecter vos bâtiments publics énergivores était compliqué. Aujourd'hui, vous avez les clés.

Avec Linky, Enedis est capable de mesurer la consommation énergétique des bâtiments publics, et de détecter ceux qui sont énergivores, afin de lancer leur rénovation. Comme à Cognac, où l'école Victor Hugo a réalisé une économie d'électricité de près de 10%*.

**Bienvenue dans
la nouvelle France électrique**





europe

Ukraine. Volontaires contre forçats russes

La bataille la plus sanglante de la guerre fait rage dans les environs de Bakhmout, dans le Donbass. Afin de défendre cette ville, des volontaires ukrainiens font face aux mercenaires du Groupe Wagner, et des milliers de prisonniers russes.



un opérateur de drone ukrainien, a mis en ligne des images qui montrent une vingtaine de soldats russes, apparemment des membres de Wagner, en train de commettre l'erreur d'entrer en colonne dans une maison de Soledar pour s'abriter. Quelques minutes plus tard, un obus, ou peut-être une roquette de Himars, à en juger par les dimensions et la précision, suit les coordonnées transmises par le drone. La munition s'abat directement sur le toit et détruit la maison, manifestement avec tous ses occupants.

Si ce sont des assassins et des voleurs mal préparés, blafards après des années passées dans les sinistres prisons du pays, qui déferlent des tranchées russes, la position des Ukrainiens n'a rien d'enviable non plus. Conscientes que le sort de la guerre pourrait être décidé par les offensives et les contre-offensives prévues par les deux camps au printemps, les autorités de Kiev ont gardé leurs meilleures unités à l'écart de la défense de Bakhmout et de Soledar, qui comptent plutôt comme victoires symboliques pour Moscou, sans constituer de véritables tournants du conflit.

Dans les affrontements pour la ville, les deux camps ont fait preuve de maladresse. Wagner a recruté 40 000 détenus tirés des prisons russes, leur a donné des kalachnikovs et leur a annoncé que s'ils survivaient à six mois sur le front, sans jamais se replier ni se rendre, ils seraient libres. Leurs officiers restent derrière eux pour garantir qu'ils continuent à avancer, ce qui ne peut se terminer que par la mort dans les étendues hivernales du no man's land.

Cela leur confère un certain élan, mais ne les rend ni invincibles ni tactiquement habiles. Le week-end dernier, "Magyar",

Par conséquent, ce sont des volontaires qui assurent une défense souvent désespérée, régulièrement fatale. Parmi eux se trouvent des combattants de la Légion internationale, composée d'Européens, de Canadiens et d'Américains, ainsi que des Tchétchènes, Daghestanais et Ingouches anti-Poutine venus de la Fédération de Russie. Mais aussi et surtout des Ukrainiens qui se sont engagés après le début de l'invasion.

"Casino" Alex, de garde près du pont détruit sur la Bakhmouta, a hérité de ce surnom parce qu'il y a encore deux ans

—The Times Londres

L'homme qui autrefois construisait des saunas faisait face à sa première bataille, alors que son unité et lui venaient d'être débordés par l'ennemi dans la forêt. L'entraînement, c'est une chose, raconte-t-il, mais la réalité d'un combat de nuit au corps-à-corps en est une autre. Alors que des milliers de soldats russes progressaient dans la ville de Soledar, à une dizaine de kilomètres au nord-est de Bakhmout, et à travers champs et bois vers le sud, son unité était censée tenir la ligne de front la semaine dernière. Plus facile à dire qu'à faire.

Pour commencer, où se trouvait-elle, la ligne de front? "Ils nous ont attaqués par-derrière", explique Roman, un Kievien de 45 ans à la barbe grisonnante. Il y a un an à peine, il occupait un poste dans une entreprise de construction de saunas, pas vraiment de quoi le préparer à ce dont il fait désormais l'expérience. Il faisait nuit noire, et si les régiments d'élite de l'armée ukrainienne sont dotés des armes dernier cri fournies par l'Otan, comme les Himars, son paquetage, comme celui de toutes les nouvelles recrues, ne contenait pas grand-chose.

"On avait nos kalachnikovs et quelques grenades, et c'est tout, rapporte Iouri, un camarade de Roman âgé de 31 ans, chauffeur routier dans le civil. Si on avait eu des lunettes de visée nocturne, ou quelque chose du genre, on aurait peut-être pu voir

les Russes." En l'occurrence, ils ont dû se contenter d'ouvrir le feu dans la direction d'où venaient les attaques. Ils n'avaient aucune idée de l'effet de leurs tirs, mais eux-mêmes se faisaient tuer, ou blesser. Peut-être que leurs adversaires avaient des lunettes de visée nocturne. Leurs commandants n'ont pas tardé à comprendre que leur position était intenable et ils leur ont ordonné de se replier. Ce qu'ils ont au moins réussi à accomplir avec succès, ils ont survécu pour continuer le combat. Trente-six

heures plus tard, ils se trouvent à Bakhmout, où ils peuvent réfléchir à ce qu'ils ont vécu. Au cours du deuxième semestre 2022, les Ukrainiens ont pris l'ascendant dans la guerre contre la Russie, mais il est impossible de gagner toutes les batailles, surtout quand tant de leurs soldats n'ont aucune expérience du combat. Le vendredi 13 janvier, les forces russes, avec les mercenaires du Groupe Wagner en fer de lance, ont enfin réussi à envahir la majeure partie de la petite ville de Soledar. Dans le même temps, grâce à un mouvement en tenailles, ils ont effectué une avancée, moins remarquable, de plusieurs kilomètres dans la campagne au sud de Bakhmout, menaçant de couper la ville d'un nœud routier qui donne accès au reste de l'oblast de Donetsk. Aujourd'hui, Bakhmout s'attend à ce que les tenailles se referment tandis que l'armée ukrainienne déploie des troupes plus expérimentées pour en consolider les défenses.



REPORTAGE



il travaillait aux tables de jeu d'un navire de croisière. Puis, à 38 ans, il a décrété que le moment était venu de se poser, il a donc trouvé un emploi dans la logistique pour une entreprise américaine à Kiev, a épousé sa petite amie et s'est préparé à mener une existence sédentaire.

Il y a trois jours, il a livré son premier combat, à 40 ans. *“C'était une expérience unique, décrit-il. Au début, j'ai ressenti comme une crise de panique, mais ensuite, je m'y suis fait.”* Pour lui, le résultat n'a pas été aussi décevant que pour Roman. Il n'y a pas eu de défaite, mais en même temps il a compris qu'il ne pourrait pas faire grand-chose pour influencer l'issue du combat. Il a découvert que ce ne seraient pas les actes héroïques qui garantiraient la victoire dans cette guerre. *“En gros, c'était surtout de l'artillerie, dit-il. C'est une guerre où tout le monde utilise la technologie moderne. Ils nous bombardent, c'est tout, et on n'a aucune idée de ce qui se passe.”*

Sur le front, les officiers restent derrière les détenus russes pour garantir qu'ils continuent à avancer.

Depuis une rue derrière lui, un mortier ukrainien tire sur les Russes. Bakhmout attend toujours la grande offensive que les Russes lanceront s'ils s'emparent des villages qui se trouvent entre ici et Soledar, mais elle n'est pas imminente. Ou du moins, pas aussi imminente qu'avant que les attaques suicides de Wagner ne coûtent si cher en hommes aux forces russes.

Devant “Casino” Alex, les pilonnages et la météo se sont alliés pour transformer les bâtiments détruits et les clochers crevassés par les roquettes de la guerre moderne en un tableau de Bruegel. Des silhouettes emmitouffées dans des manteaux noirs et des foulards, courbées par le poids des années et leurs sacs de courses, contournent avec précaution les piles de béton fracassées qui jaillissent de la rivière blanchie par le gel. Une poignée de gens vivent encore au beau milieu de la bataille, bravant parfois les rafales de mitrailleuses pour aller chercher des rations dans un centre d'aide.

Vova Ievtchenko, soudeur à la retraite de 56 ans, est du nombre. *“Bien sûr, que je veux que les Ukrainiens gagnent, assure-t-il. Mais je ne partirai pas, même si les Russes arrivent. Qu'est-ce qu'ils peuvent bien me faire?”*

—Richard Spencer
Publié le 16 janvier

↳ Vladimir Poutine et Evgueni Prigojine, chef du Groupe Wagner. Dessin de Christos Komarnitski, Bulgarie. Cagle Cartoons

Comment le Groupe Wagner est devenu incontournable

L'annonce par Evgueni Prigojine de la prise de Soledar a permis au chef de l'organisation de voir sa cote de prestige monter en flèche.

Le 10 janvier, Evgueni Prigojine annonçait sur sa chaîne Telegram la chute de Soledar. Une annonce – aussitôt démentie par Kiev – très attendue, tant cette localité était devenue malgré son peu d'intérêt stratégique l'un des symboles de l'embourbement des forces russes.

Dans son annonce, le patron de Wagner a tenu à préciser que l'armée régulière de Moscou n'y était pas présente. *“Une fois de plus, je tiens à souligner qu'aucune unité autre que celles de Wagner n'a participé*

à l'assaut”, a-t-il dit, cité par le journal Gazeta.ru, adressant ainsi un message clair au public russe : cette victoire n'est que le fait de ses hommes. “Prigojine continue d'utiliser les succès, confirmés ou non, du Groupe Wagner pour promouvoir ses mercenaires comme la seule force russe en Ukraine capable d'obtenir des gains tangibles sur le terrain”, écrivent les analystes de l'Institute for the Study of War, un think tank américain dont les bulletins quotidiens sont très lus en Ukraine et dans la région.

Au fil des mois, celui que l'on surnommait avec une certaine condescendance le “cuistot de Poutine” (son entreprise de restauration approvisionnait les cuisines du Kremlin) s'est imposé comme un chef de guerre. *“Sa cote de prestige est montée en flèche car ses mercenaires se sont révélés très utiles sur le front”, résume le site d'investigation russe Important Stories, situé à Riga.*

Depuis le début de l'invasion de l'Ukraine, Wagner recrute massivement ses combattants au sein des prisons russes, fait peu de cas de ses pertes humaines et ne cache pas ses méthodes brutales à

l'encontre des déserteurs, souvent fusillés sur le champ de bataille quand ils ne sont pas tués à coups de masse sous l'œil d'une caméra. *“Fort de son nouveau prestige, Prigojine se permet tout, y compris de se prononcer sur des sujets politiques et de stratégie militaire”, poursuit Important Stories.* Avec le leader tchétchène Ramzan Kadyrov, il s'est aussi permis le luxe inouï de critiquer les militaires com-

mandant l'“opération spéciale”. Contre qui exactement se bat Evgueni Prigojine dans la guerre en Ukraine? s'interroge enfin Important Stories. Peut-être pas contre les Ukrainiens, dont il est d'ailleurs le seul en Russie à louer le courage sur le champ de bataille, mais contre ses ennemis au sein de l'armée russe, de l'administration présidentielle et des services spéciaux, qui le voient toujours comme un intrus dans un monde très fermé. Un intrus d'autant plus dangereux, car il semble incontrôlable et bénéficie toujours d'un accès privilégié au maître du Kremlin, Vladimir Poutine, conclut Important Stories.

—Courrier international



REVUE DE PRESSE



Vu d'Ukraine

Soledar, une défaite difficile à reconnaître ?

● Dans son rapport de situation du 17 janvier au matin, l'état-major ukrainien affirmait que les combats continuaient dans la périphérie occidentale de Soledar, indique le quotidien Gazeta. Les nouvelles en provenance de la ville inquiètent les médias ukrainiens. Le journal de Kiev Oukraïna Moloda redoute ainsi que la tactique utilisée par le Groupe Wagner pour s'emparer de la plus grande partie de Soledar ne soit le signe avant-coureur de nouvelles opérations de même type ailleurs. Cette tactique, les Russes “Pont testée, et maintenant ils vont saturer le front avec des effectifs mobilisés de faible qualité, mais en quantités telles que cela leur permettra de faire pression sur les positions des forces armées ukrainiennes pendant des semaines, 24 heures sur 24, et d'obtenir des résultats, quelles que soient les pertes”. “C'est pourquoi il est important de ne pas cacher à la société les dangers réels et les échecs objectifs”, prévient Oukraïna Moloda.

Le Monde | L'Obs | Télérama | Courrier international

Quelles études après un Bac +3/4 ?

LE SALON DES MASTERS & MS SAMS

SAMEDI 28 JANVIER 2023

Paris Montreuil Expo | 10h-18h

Conférences Le Monde et L'Obs • 75 exposants
• 2 000 formations • Coaching

INSCRIPTION GRATUITE
[SAMS.GROUPELEMONDE.FR](https://sams.groupelemonde.fr)

ALLEMAGNE

Trop queer pour la Bundeswehr?

Sanctionnée pour le contenu de son profil Tinder, Anastasia Biefang, première femme trans à la tête d'un bataillon, attaque l'armée en justice.

—Die Zeit (extraits)
Hambourg

Quand Anastasia Biefang s'est vu confier le commandement de plus de 800 soldats, hommes et femmes, elle s'est dit que, ça y est, elle avait réussi. Même si elle sentait les regards agacés et entendait les commentaires sardoniques, dans sa caserne brandebourgeoise du 381^e Informationstechnikbataillon [unité de la branche de cyberdéfense de la Bundeswehr], situé à Storkow, à une soixantaine de kilomètres de Berlin. "J'étais considérée comme une bête curieuse, ni plus ni moins", résume-t-elle avec un sourire de guingois.

Anastasia est la première femme trans à commander dans la Bundeswehr. Une institution dans laquelle, jusqu'en 2000, des hommes et des femmes se voyaient rétrograder ou limoger dès que leur homosexualité était connue. La passation de commandement, en 2017, n'était donc pas seulement le point d'orgue de sa carrière, mais également un symbole de la tolérance et de l'ouverture d'une armée moderne. Rapidement, il est apparu cependant qu'Anastasia et son employeur avaient une idée bien différente du degré de tolérance acceptable. Aujourd'hui, elle [dépose] une plainte contre la Bundeswehr devant la Cour constitutionnelle allemande.

Anastasia Biefang nous répond dans le grand canapé vert de son salon, [dans le quartier berlinois] de Friedrichshain. Anastasia a les cheveux tondus sur les côtés. Elle s'est rasé la barbe, mais pas les jambes. Elle porte un short et un tee-shirt moult, noirs.

Sur son bras droit, un tatouage de papillon multicolore, sur le gauche, un arc-en-ciel.

Anastasia tient beaucoup à être visible aujourd'hui. Elle est vice-présidente de l'association QueerBw [les queers de la Bundeswehr], et c'est aussi en cette qualité qu'elle répond à Die Zeit.

"Je me suis cachée pendant vingt ans, dans ma vie professionnelle comme dans ma vie privée", confesse-t-elle. Elle s'engage

dans la Bundeswehr à 20 ans, à l'époque où, pour l'état civil, elle est encore un homme. Elle effectue sa formation d'officier au sein de l'état-major général, puis combat en Afghanistan, avant de devenir référente au ministère de la Défense.

Ce n'est qu'en 2015, à 40 ans, qu'elle sort du placard et annonce qu'elle est trans. Elle dit avoir ressenti à ce moment-là une "libération soudaine". Son supérieur de l'époque réagit bien. Il accepte qu'elle se fasse appeler désormais "lieutenant-colonelle Anastasia Biefang". Sa transition de genre ne semble pas entraver sa carrière. Deux ans plus tard à peine, elle est nommée à la tête du bataillon.

"Qu'est-ce que c'est, au juste, une 'bonne conduite' ? Et qui le décide ?"

Anastasia Biefang,
LIEUTENANTE-COLONELLE



La ministre de la Défense démissionne

●●● Alors que les appels à se démettre se multipliaient depuis des semaines, Christine Lambrecht a démissionné le 16 janvier, remplacée le lendemain par le social-démocrate Boris Pistorius. "Le tapage médiatique qui dure depuis des mois autour de ma personne ne laisse guère de place à des discussions sérieuses et factuelles sur nos soldats, notre armée et les ajustements de notre politique de sécurité, qui sont pourtant dans l'intérêt de nos concitoyens", a-t-elle déclaré. La ministre de la Défense était de moins en moins appréciée dans les rangs de la Bundeswehr. "La liste de ses erreurs et maladroites est longue", affirme T-online. On lui a reproché la diffusion d'informations confidentielles dans les médias et la vidéo publiée sur son compte Instagram, dans laquelle elle affirmait que "la guerre fait rage au cœur de l'Europe", mais que cela lui avait permis de "nouer de nombreuses relations" avec des "gens formidables".

Celles et ceux qui servent dans la Bundeswehr peuvent choisir d'être appelés "soldat" ou "soldate". Reste toutefois un corpus de règles strictes qui édicte très précisément la conduite à tenir selon que l'on est un homme ou une femme. Or Anastasia Biefang n'entre dans aucune de ces deux catégories. Et elle n'en a pas non plus envie.

Elle évoque un incident qui s'est produit à l'automne 2021. Après avoir eu le Covid, elle est retournée à la caserne avec une barbe de trois jours. Un traitement hormonal permet d'atténuer la pilosité faciale, mais non de l'éradiquer. Ses collègues, hommes et femmes, ont montré alors des signes d'agacement. Y était-elle autorisée, en tant que femme? Une autre fois, un officier de rang supérieur lui a ordonné de retirer ses boucles d'oreilles devant tous ses collègues, partant visiblement du principe qu'Anastasia était un homme.

Et ce ne sont manifestement pas les seules règles qu'Anastasia enfreint, sans qu'elle en soit forcément consciente au départ. En 2019, une capture d'écran de son profil Tinder se met à circuler dans la caserne et finit par atterrir sur le bureau de son supérieur de l'époque. Dans sa bio, on peut lire : "Spontanée, voluptueuse, trans, ouverte, en quête de sexe. Open à tous les genres."

Pour la Bundeswehr, un tel descriptif est incompatible avec le "devoir de bonne conduite" tel qu'il est énoncé au paragraphe 17 de

la Soldatengesetz [loi sur le service armé], laquelle dispose que, même en dehors du service, le comportement du soldat doit "être en accord avec la réputation, l'estime et la confiance dont jouit la Bundeswehr". Elle écope d'un avertissement pour manquement à la discipline.

La cour disciplinaire auprès de laquelle Anastasia porte plainte donne raison à son supérieur : son profil Tinder laisserait planer un doute sur son "intégrité morale". Son comportement porterait de surcroît atteinte à l'image de la Bundeswehr. Et l'instance supérieure, le Tribunal administratif fédéral, reconnaît la légitimité d'une sanction disciplinaire au moins minime.

Militantisme. Les juges ont en effet estimé qu'un officier supérieur devait satisfaire à "des exigences particulièrement élevées en matière d'intégrité". S'agissant de la recherche de partenaires sexuels sur des applications de rencontre, il conviendrait dès lors d'éviter certaines formules qui "pourraient donner la fausse impression d'une indiscipline sexuelle", juge le tribunal de Leipzig.

Encore aujourd'hui, Anastasia n'a aucune idée de ce que cela peut bien vouloir dire. Depuis, elle a modifié son profil Twitter pour s'y appeler désormais "Anastasia 'indiscipline sexuelle' Biefang". Certains y voient une provocation, elle considère que c'est du militantisme. Elle explique : "La légèreté de mœurs qu'on me

prête est tout simplement inexacte. Oui, j'ai des rapports sexuels extra-conjugaux, mais je ne trompe pas ma femme. Nous avons un accord, et je m'y tiens. Pour moi, c'est de l'intégrité morale."

Ce qui la dérange, aussi, c'est le devoir de "bonne conduite" qui figure dans la Soldatengesetz. "Où nous explique-t-on ce que l'on est censé entendre par 'bonne conduite'? Qu'est-ce que c'est, au juste, une 'bonne conduite'? Et qui le décide?" demande Anastasia. Le règlement date des années 1950 et se fonde à ses yeux sur des conceptions morales totalement rétrogrades.

Tête de gondole. Elle [a] saisi la Cour constitutionnelle, avec le soutien de l'ONG Société pour les libertés civiles (GFF), qui voit dans la sanction d'Anastasia une atteinte à son droit fondamental à l'autodétermination sexuelle. Elle a par ailleurs lancé une pétition dans laquelle elle exige une révision du devoir de bonne conduite en dehors du service pour les militaires. La pétition s'intitule : "Trop queer pour la Bundeswehr?"

À la question de savoir si elle se comporte différemment depuis l'incident, elle répond aussitôt par la négative. "Non, c'est exactement ce qu'ils veulent. Ne parle pas trop fort, ne sois pas trop haute en couleur, ne sois pas trop queer. Mais je ne leur ferai pas ce plaisir." Depuis cette affaire, certains militaires queers font davantage attention à l'image qu'ils renvoient, constate Anastasia.

Après être sortie du placard, elle a ressenti "une immense force intérieure", elle s'est enfin sentie libre, confesse-t-elle. Aujourd'hui, elle se sent à nouveau prisonnière. Elle poursuit : "Je ne veux pas vivre selon ces codes hétéronormés."

Elle a parfois le sentiment de n'être pour la Bundeswehr qu'une tête de gondole symbolisant l'ouverture et la tolérance de l'institution. "Or, dès qu'ils ont découvert mon profil Tinder, c'en a été fini de la tolérance", cingle-t-elle. À la question de savoir si elle a jamais envisagé de changer de métier, elle répond : "J'aime l'armée. Je sais ce que je sers, les valeurs de notre société, dont font d'ailleurs partie la diversité et la tolérance. Et j'aimerais bien en faire l'expérience au service de mon pays - à tous égards."

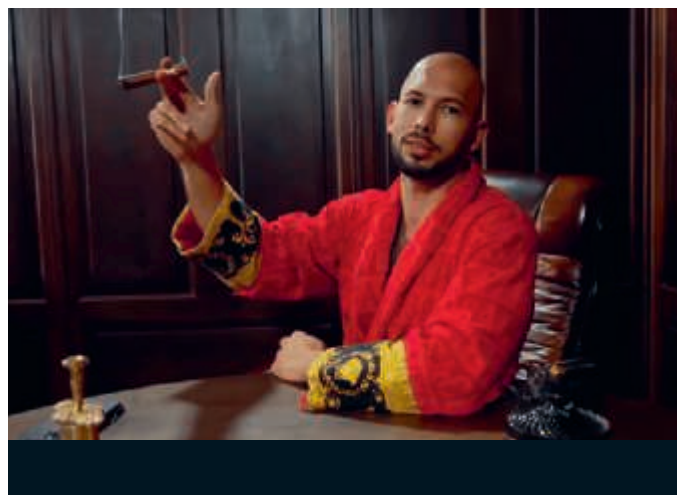
—Larissa Kögl

Publié le 18 octobre 2022

ROYAUME-UNI

Andrew Tate, misogynie à la récré

La vision de cet influenceur masculiniste, arrêté fin décembre pour trafic d'être humains, continue d'infuser auprès des écoliers de son pays d'origine.



—The Observer (extraits) Londres

Abbie Marsh (le nom a été changé) travaille dans une école des West Midlands [ouest de l'Angleterre]. À un élève de 15 ans qui faisait l'éloge d'Andrew Tate, l'influenceur "roi des misogynes", elle a demandé s'il comprenait ce que ce dernier dit des femmes. "Les hommes sont supérieurs aux femmes, il a raison", a répliqué l'adolescent; autour de lui, ses amis approuvaient.

Abbie Marsh a rapporté la conversation au responsable de la vie scolaire. La misogynie est très répandue à l'école, et jusque chez des enfants de 12 ans, constate-t-elle, convaincue que les vidéos d'Andrew Tate y contribuent beaucoup. "Un jour, j'ai vu un élève présenter sa copine. Elle s'était à peine éloignée que plusieurs de ses amis lui ont demandé s'ils pouvaient tenter le coup avec elle. Je ne crois pas que le personnel mesure vraiment qui est Tate et ce qu'il prône", poursuit Abbie Marsh.

Le Britannico-Américain de 36 ans est actuellement en détention provisoire en Roumanie. Il y a été arrêté le 29 décembre dans le cadre d'une enquête pour trafic d'être humains, viol et constitution d'une bande organisée. Mais si les projecteurs sont braqués sur ses activités pour le moins douteuses

en Europe de l'Est, au Royaume-Uni, les écoles redoutent que la médiatisation du personnage, ces dernières semaines, ne renforce encore son influence.

Si beaucoup de parents n'avaient jamais entendu parler d'Andrew Tate, c'est une figure bien connue des élèves, assure-t-on dans les écoles britanniques. Nombre d'établissements forment même leurs enseignants pour qu'ils puissent

"Si quelqu'un comme Tate est aussi connu des adolescents, il le doit aux algorithmes."

Michael Conroy, FORMATEUR AUPRÈS DES ENSEIGNANTS

répondre à leurs élèves à son sujet. Certains organisent des débats ad hoc pour encourager leurs élèves à s'interroger sur ce que poste l'influenceur.

C'est souvent par des contenus en apparence anodins, sur les grosses voitures ou le fitness, que les jeunes garçons entrent dans ce monde qui glamourise l'extrême machisme, racontent les enseignants. Dans ses vidéos, Andrew Tate affirme que la femme est la propriété de l'homme, que les femmes ne sont pas aussi douées que les hommes dans certains

☞ L'ancien champion de kickboxing dans la vidéo qui a permis à la police roumaine de le localiser.

Photo capture vidéo Twitter @Cobratate

métiers et que leur place est à la maison. Il estime que les victimes de viol sont "responsables" de leur agression et se vante de courir après des jeunes filles de 18 ans parce qu'elles sont "fraîches".

"Si quelqu'un comme Tate est aussi connu des adolescents de 14-18 ans, il le doit aux algorithmes", explique Michael Conroy, dont la société, Men at Work, forme le personnel enseignant à aborder ces sujets avec les jeunes garçons.

Conroy s'est rendu dans 50 établissements pour y prodiguer des formations sur la misogynie en ligne. Pas un seul où le cas Andrew Tate n'ait été soulevé par les enseignants.

Selon lui, Andrew Tate "endocritique" les jeunes garçons de la même façon que le font des organisations terroristes ou criminelles, et la "réussite ostentatoire" qu'il affiche séduit des adolescents en quête d'identité. "Ce sont les plus fragiles et les moins à l'aise en société qui sont attirés et qui trouvent là un sentiment d'appartenance, mais d'appartenance très dangereuse", constate aussi cette enseignante dans une école du nord de Londres. L'enseignement du respect par l'école "ne peut rien contre le matraquage des misogynes en ligne", s'inquiète-t-elle.

Helen Hinde, principale adjointe au collège Meols Cop, à Southport [près de Liverpool], partage avec d'autres établissements ses contenus pédagogiques sur Tate, et elle a demandé dans son établissement que toute mention de l'influenceur lui soit rapportée. "Les garçons boivent ses paroles parce qu'il leur raconte qu'il réussit et qu'il est riche. Il leur vend du rêve, explique-t-elle. Quand on souligne devant eux sa haine des femmes, certains minimisent en disant que c'est juste un choix de vie pour réussir, un choix personnel."

Mais la principale adjointe est "déterminée" à ouvrir les yeux à ses élèves sur la nature délétère des propos d'Andrew Tate : "Nous ne voulons pas accuser nos adolescents, nous voulons qu'ils apprennent à avoir un esprit critique face à ce qu'ils voient et entendent sur Internet."

"Il faut essayer d'expliquer ce qu'il fait, et pourquoi il le fait, renchérit Ben Karlin, qui, sur Twitter, aide les enseignants à contrer l'influence de Tate. C'est vrai, il réussit et il est riche, mais c'est sur votre dos qu'il gagne cet argent. Et toute sa stratégie repose sur le fait que,

précisément, il ne publie pas que des choses haineuses."

Pour Ben Karlin aussi, Tate mène "un endoctrinement à grande échelle" : les écoles doivent faire de la sensibilisation et expliquer comment il "joue" avec les réseaux sociaux et exploite les algorithmes. "Lui restera peut-être en prison, mais il y en aura toujours un autre pour entonner ce genre de refrain", met-il en garde.

Les écoles doivent mettre en place avec leurs élèves masculins un dialogue ouvert sur les sujets qu'aborde Andrew Tate, plaide aussi Thomas Michael, responsable adjoint de la vie scolaire dans l'établissement des West Midlands.

"Je me suis confié à nos élèves de troisième, je leur ai dit que j'avais grandi dans une famille patriarcale qui valorisait la violence. Je me battais souvent. Et puis un jour j'ai compris qu'il fallait que je change. Et je leur ai posé la question : 'Est-ce que pour autant j'en suis moins homme?'"

Mais les efforts des établissements scolaires peuvent finir par renforcer la popularité d'Andrew Tate. "Sur TikTok, on voit plein de vidéos postées par des gamins qui ont filmé dans leur école des réunions sur Tate, et qu'ils adorent tourner en ridicule, fait-il remarquer. Lui leur dit que leurs profs veulent leur cacher la vérité, et finalement l'école fait son boulot à sa place."

—Anna Fazackerley
Publié le 8 janvier

Un comportement de gourou

●●● Fils d'une employée de la restauration et d'un joueur d'échecs grand maître international, Andrew Tate a développé "un comportement de gourou" auprès de ses followers sur les réseaux sociaux, alerte l'hebdomadaire londonien **The Sunday Times**. Son arrestation en Roumanie? Un complot visant à le réduire au silence, assurent nombre d'entre eux. L'ancien kickboxeur, reconverti en "homme d'affaires", "est pourtant accusé avec son frère Tristan d'avoir attiré des jeunes femmes" dans son manoir situé près de Bucarest "pour les forcer à effectuer des actes pornographiques devant des webcams".



Turquie. Entre Erdogan et Assad, une paix bien utile



FOCUS

Avec le rapprochement en cours avec le boucher de Damas, le président turc cherche à assurer son avenir politique, à renvoyer les réfugiés en Syrie et à affaiblir les Kurdes, explique cet avocat et écrivain syrien.

—Al-Jumhuriya Istanbul

Les vainqueurs sont généralement objet de sollicitude. Qu'ils aient gagné contre un ennemi extérieur ou brisé des adversaires intérieurs, et quel qu'ait été le sang qu'ils ont versé pour y parvenir, les dirigeants du monde entier s'empressent de consolider leurs liens avec eux.

Cela fait partie des pratiques habituelles en politique. Il en a toujours été ainsi et cela n'a pas changé. Certes, les droits humains comptent davantage aujourd'hui en politique puisqu'ils ont été ancrés dans des textes de loi et dans des chartes internationales. Certes, courtiser les dictateurs passe aujourd'hui pour une pratique condamnable.

Mais même en mettant de côté le bilan en matière de droits humains du président syrien, Bachar El-Assad, il est difficile de comprendre pourquoi on devrait chercher à être en bons termes avec lui. Il y a en effet quelque chose de risible à l'idée de le considérer comme un vainqueur.

Or c'est précisément ce que fait le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Celui qui aimait se présenter comme l'égal des grands de ce monde en est réduit à courtiser Bachar El-Assad, au mépris du peuple syrien, qui a tant souffert de la politique d'Ankara en Syrie, et qui souffrira encore de la réhabilitation de Bachar El-Assad par la Turquie.

Bachar El-Assad n'est pas seulement un criminel de guerre dont plus personne ne conteste le caractère sanguinaire. Mais il est difficile aussi de le considérer comme un "vainqueur". Car il contrôle à peine la moitié de son pays, et cela uniquement grâce à la présence de troupes étrangères [iraniennes et russes].

Si Recep Tayyip Erdogan en est réduit à vouloir se réconcilier avec cet homme, c'est qu'il est convaincu que cela peut assurer son avenir politique. [Dans la course à l'élection présidentielle turque, prévue en juin prochain], les chefs de file de l'opposition

Un rapprochement n'atténuera pas la crise économique dans les deux pays.

affichent d'ailleurs eux aussi leur volonté de normaliser les relations avec le dictateur syrien.

Le rapprochement avec Damas en tant qu'enjeu déterminant pour l'issue des prochaines élections en dit long sur l'état de la société turque. Dans ce pays affligé de multiples crises, la principale préoccupation semble être de se débarrasser des réfugiés syriens, qui comptent pour 5% de la population globale du pays.

Qu'est-ce que Bachar El-Assad aurait donc à offrir en contrepartie? On parle de quatre points : le renvoi en Syrie des réfugiés, le démantèlement des positions

tenues par les Kurdes à la frontière, une solution pour les zones que la Turquie occupe en territoire syrien, ainsi que l'ouverture des flux commerciaux.

Pour ce qui est du premier point, le retour des réfugiés syriens, on peut douter que le régime souhaite le retour de millions de gens, parmi lesquels beaucoup sont des opposants. Cela constituerait non seulement un fardeau économique, mais plus encore une menace politique.

Et à supposer qu'il en ait envie, encore faudrait-il qu'il s'abstienne de procéder à des arrestations arbitraires, aux tortures, aux

disparitions forcées et aux assassinats parmi ceux qui reviendraient. Autrement dit, cela nécessiterait un vrai changement politique à Damas, alors même que le régime a préféré faire la guerre à son propre peuple plutôt que de concéder des réformes.

Pour ce qui est du deuxième point, à savoir le départ des combattants kurdes de la zone frontalière, cela ne dépend pas seulement de la volonté du régime et de ses alliés, mais également de l'accord des Américains.

Ensuite, cela provoquerait probablement des affrontements avec les combattants du Parti des

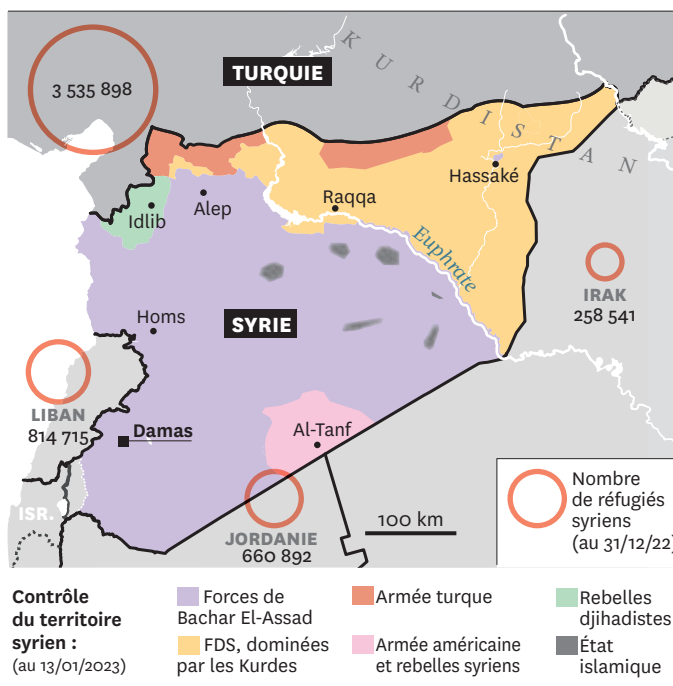
travailleurs du Kurdistan (PKK) qui tiennent ces positions, mais aussi avec l'Union démocratique du Kurdistan (UPK), qui n'accepterait pas davantage de renoncer aux acquis des Kurdes en Syrie.

Qui plus est, il faudrait un déploiement des troupes du régime syrien pour contrôler ces zones frontalières. Il n'est pas certain que le régime ait ni la volonté ni surtout les moyens de prendre en charge le fardeau de la gestion économique et sécuritaire de ces zones.

Car il y aurait affaire à des dizaines de milliers d'opposants, civils et combattants, tout en devant éviter des affrontements majeurs et sans commettre des massacres susceptibles de provoquer de nouvelles crises sur la frontière turque.

Ce qui nous amène au quatrième point, l'ouverture des flux commerciaux. En Syrie, cela ne permettrait pas d'améliorer la situation économique. Car il faudrait tout d'abord la levée des sanctions internationales. Il faudrait ensuite que le régime concède un changement profond de politique économique, ce qui paraît improbable. C'est en effet précisément pour éviter tout changement qu'il a mené la guerre à sa population.

Autrement dit, un rapprochement économique turco-syrien n'est pas susceptible d'atténuer la crise économique, ni en Turquie ni en Syrie. Mais en tout état de cause, c'est surtout le régime



✓ *Bachar El-Assad.
Recep Tayyip Erdogan. Dessin
de Jawad Morad, Belgique.*



CARTOON MOVEMENT

El-Assad. Elle est plutôt le reflet de la débâcle de Recep Tayyip Erdogan. Il n'est pas exclu qu'il réussisse encore une fois à remporter les élections à venir, mais l'on sait déjà qu'il n'est plus porteur du projet qui lui avait permis initialement d'arriver au pouvoir.

Pour ce qui est du régime syrien, sa victoire sur l'opposition révolutionnaire est de toute façon actée. Tout comme il est acté que ce régime restera incapable de transformer sa victoire en une politique susceptible d'ouvrir des perspectives d'avenir.

Et ce n'est pas la Turquie qui pourrait y changer quelque chose, quels que soient ses efforts pour blanchir le régime d'Assad de ses crimes de guerre, en contrepartie de gains politiques dérisoires.

— **Sadek Abdul Rahman**
Publié le 2 janvier

syrien qui en profiterait. Pour les Turcs, les gains économiques seraient limités.

L'explication se trouve ailleurs. La Turquie apparaît plus que jamais en position de faiblesse, à cause des erreurs passées du président Recep Tayyip Erdogan. Aujourd'hui, il essaie de se rattraper, mais il en commet de nouvelles, qui risquent d'abîmer encore plus son image et de nuire davantage à son économie.

Ce qu'il y a de tragique dans tout cela, c'est que ce même Recep Tayyip Erdogan avait pu se vanter de succès politiques et économiques sans précédent dans l'histoire de la Turquie durant ses dix premières années au pouvoir [à partir de 2003, en tant que Premier ministre]. Mais tout s'est mis à périlicler quand il a cédé à ses penchants autoritaires et s'est mis à jouer la carte d'un nationalisme borné, au détriment de la recherche d'une solution [pacifique] à la question kurde.

En réalité, l'ouverture du pouvoir turc à l'égard du régime syrien ne s'explique pas tant par la "victoire" présumée de Bachar

Oubliés les insultes et les bains de sang !

Pour cette écrivaine et journaliste, des calculs électoraux et géopolitiques iniques sont à l'origine de cette "paix historique" entre les deux hommes et de ce retournement spectaculaire de la Turquie.

— **Daraj** (extraits) *Beyrouth*

On dirait une mauvaise blague : Recep Tayyip Erdogan compte rencontrer Bachar El-Assad pour établir la paix dans la région. Bachar El-Assad, l'un des dirigeants les plus sanguinaires, présenté comme un interlocuteur obligé pour aboutir à la paix ! Oublié les insultes échangées durant des années. Le président syrien avait qualifié son homologue turc de "voleur", et ce dernier avait affirmé que les jours d'Assad au pouvoir étaient comptés puisqu'il se maintenait uniquement "par les chars et par l'artillerie".

Pendant des années, la Turquie était l'un des principaux pourfendeurs du régime syrien et l'un des plus fervents soutiens de la révolution syrienne. Et voilà que le président turc déclare vouloir rencontrer son homologue syrien "pour établir la paix".

Depuis un an déjà, les déclarations se suivaient pour préparer ce rapprochement. Cela a culminé [en décembre] avec [la rencontre entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays] organisée à Moscou par Vladimir Poutine, qui se présente en faiseur de paix. Alors qu'il agite sa machine de guerre, aussi bien en Ukraine qu'en Syrie.

Vladimir Poutine, qui rêve de peser sur les affaires du monde, n'allait pas laisser passer cette occasion de réaffirmer son influence au Moyen-Orient.

Il s'agit d'un retournement spectaculaire de la Turquie. Recep

Tayyip Erdogan n'avait cessé d'exprimer sa compassion pour le peuple syrien, en dénonçant la violence du régime de Damas et en accueillant des millions de réfugiés sur le sol turc.

Le voilà qui découvre soudainement que l'approche humanitaire ne lui permet pas de gérer ses problèmes internes, encore moins de faire taire les critiques

Cela va consister en une simple poignée de main par-dessus une table maculée du sang des Syriens.

croissantes au sujet de la présence de ces réfugiés syriens et de trouver une solution à la présence du Parti des travailleurs du Kurdistan sur sa frontière.

La solution toute trouvée est donc de sous-traiter ces questions au régime syrien. Autrement dit, de se débarrasser de ses tracas en les refourguant à Bachar El-Assad.

Cette "paix historique" entre les deux hommes se fait sous le signe du nihilisme. Dans l'immédiat, cela paraîtra peut-être comme un succès, mais en réalité, cela consistera uniquement en une simple poignée de main par-dessus une table dont la nappe sera maculée du sang des Syriens.

Pour la Turquie, cette rencontre ne changera rien. Elle se retrouvera au même point. Le régime syrien en revanche y gagnera un peu plus d'espace pour se remettre à flot et pour pouvoir espérer un accroissement

des pressions pour la levée des sanctions internationales.

C'est Recep Tayyip Erdogan qui est en mauvaise posture dans son pays à l'approche des élections. La dernière carte qu'il trouve à jouer est celle des réfugiés syriens. Mais est-ce que ce sera une carte gagnante, étant donné que le régime syrien n'envisage pas sérieusement le retour de ces réfugiés, qui risquent de constituer un fardeau économique supplémentaire à gérer ?

De plus, qui peut vouloir rentrer dans un pays où l'on risque de franchir les portes d'une prison avant de pouvoir franchir le seuil de sa maison ?

En réalité, ce sont les Émirats arabes unis [qui ont lancé cette politique de réhabilitation du régime de Damas, dès début 2021]. On peut supposer que d'autres pays suivront le chemin de la réconciliation avec Bachar El-Assad.

Reste à savoir pourquoi le régime iranien ne fait pas entendre sa voix sur cette question. Est-ce parce qu'il est accaparé par ses problèmes intérieurs ? Cela pourrait expliquer pourquoi il n'a proposé aucune aide lors de la récente crise autour des carburants en Syrie.

Ou cela signifie-t-il que la Russie et la Turquie souhaitent réduire l'influence iranienne en Syrie ? Autrement dit, assiste-t-on à la reconfiguration d'un jeu tripartite entre Moscou, Ankara et Téhéran au profit d'un recentrage sur les deux acteurs essentiels, la Russie et la Turquie ?

Beaucoup d'inconnues entourent ce rétablissement [à venir] des relations turco-syriennes, d'autant qu'on ne voit pas les gains de quelque importance que cela pourra apporter.

D'aucuns y voient une blague et préfèrent rire de ces deux présidents qui se comportent comme deux adolescents. Mais nous autres, cela ne nous fait pas rire. Car nous sommes les pions de ce jeu.

— **Carmen Karim**
Publié le 6 janvier

Chronologie

DOUZE ANS D'HOSTILITÉS

Septembre 2011 — Ankara rompt le dialogue avec Damas et soutient l'opposition politique et la rébellion armée.

2016-2019 — La Turquie lance trois offensives dans le Nord syrien pour chasser le groupe État islamique (EI) et les milices kurdes en s'appuyant sur des groupes rebelles affiliés.

Janvier 2020 — Les chefs des services de renseignements syrien, Ali Mamlouk, et turc, Hakan Fidan, se rencontrent à Moscou, une première depuis 2011.

Novembre 2022 — Erdogan juge "possible" une rencontre avec Assad.

Décembre 2022 — Les ministres de la Défense syrien et turc se rencontrent à Moscou.

Janvier 2023 — Le ministre des Affaires étrangères turc affirme qu'une réunion des ministres des Affaires étrangères des trois pays se tiendrait "le plus tôt possible, peut-être début février".

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



La Turquie est-elle devenue une superpuissance ?

Voilà vingt ans que Recep Tayyip Erdogan dirige la Turquie. Depuis quelques années, il mène une politique étrangère très ambitieuse, saluée, dans un billet enflammé, par le journal progouvernemental *Takvim*. Mais tous les médias turcs ne partagent pas cet avis.

OUI

Elle rayonne de l'Afrique au Caucase

—**Takvim** (extraits) Istanbul

Sur ces terres, depuis des centaines d'années, résonne chaque matin à l'aube l'appel à la prière et le chant du coq. Ailleurs dans le monde, et particulièrement en Occident, aux mêmes heures, c'est le braiment des ânes qu'on entend, celui des journaux que l'on distribue, des médias que l'on allume.

Parmi eux se trouve l'agence Reuters, qui, la semaine dernière, publiait une annonce pour le recrutement d'un nouveau chef de bureau en Turquie. Ils cherchent un nouveau valet, une plume locale acérée pour écrire sur la Turquie, pour s'en prendre à ce pays et à son président. Car Erdogan, à leurs yeux, est coupable. Son crime est clair : "Erdogan a lancé la Turquie dans une politique diplomatique et militaire agressive qui s'étend du sud du Caucase jusqu'à l'Afrique du Nord", est-il précisé dans l'annonce.

Au même moment, le magazine américain *Foreign Policy* s'est joint au concert des braiments. "Attention, hurlent-ils à s'en déchirer les cordes vocales, si les six partis d'opposition tardent à déclarer leur candidat [face à Erdogan pour l'élection présidentielle du printemps], cela risque de bénéficier à l'AKP."

Rongés par l'inquiétude, les voilà qui s'improvisent conseillers de l'opposition. Ils s'en prennent tous à Erdogan, qui poursuivrait selon eux une politique "expansionniste" à laquelle l'opposition pourrait, espèrent-ils, mettre un terme pour mener une politique plus "libérale et pluraliste". Voilà ce qu'ils souhaitent, stopper l'expansion de la Turquie.

Car oui, nous faisons notre entrée en Afrique, en y chassant l'Occident. Mais sans la coloniser, sans commettre des massacres, sans tendre les bras aux populations locales. C'est d'ailleurs grâce à nous et à notre rôle dans les négociations pour garantir la circulation du blé russe et ukrainien en mer Noire qu'une famine sur le continent africain a été évitée.

En commençant par l'Azerbaïdjan, nous faisons le tour des républiques turcophones, nous les appelons à rejoindre le drapeau d'une alliance des États turciques. Nous nous apprêtons à devenir le principal hub énergétique de l'Europe, à y acheminer le gaz et le pétrole en provenance du Turkménistan et du Kazakhstan.

Nous sommes en Libye [où la Turquie soutient militairement depuis trois ans le gouvernement actuel de Tripoli contre ses rivaux du Parlement de Tobrouk et autres] et nous y avons signé un accord pour explorer et exploiter des réserves maritimes de gaz naturel d'une valeur incalculable.

Des Balkans au Caucase nous faisons la pluie et le beau temps. Nous renversons la table pour en assembler une nouvelle et nous balayons l'Europe au passage. Nous paradons et nous lançons notre cocorico annonçant que le monde entre désormais dans le siècle de la Turquie.

Voilà en effet de quoi faire braire les ânes. Bien sûr qu'ils

sont prêts à tout pour arrêter Erdogan, à soutenir toutes les oppositions possibles. Mais ce qui compte c'est ce que nous nous allons faire. Allons-nous donner une bonne leçon à ces ânes occidentaux qui écrivent eux-mêmes que "cette élection peut changer la scène internationale"? Allons-nous les enfermer dans l'écurie? La décision vous appartient.

—**Bekir Hazar**
Publié le 4 janvier

NON

Elle court à la catastrophe

La fin de l'année 2022 et le début 2023 ont vu s'accroître les rapprochements diplomatiques entre la Turquie et d'autres pays de la région. Une direction voulue par le président Erdogan, mais qui sonne comme un aveu d'échec de la politique étrangère musclée qu'il a menée ces dix dernières années, estime la presse d'opposition. "Les zigzags de l'AKP en matière de politique étrangère s'effectuent désormais en marche arrière", commente ainsi **Birgün**.

Le journal de gauche rappelle que le président turc s'est résolu en novembre dernier à serrer la main de son homologue égyptien, Al-Sissi, fossoyeur des Frères musulmans égyptiens, qu'Erdogan

soutenait farouchement à l'époque du coup d'État du général. Le leader turc a aussi dû se résoudre à se réconcilier avec Israël et surtout avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, dont il espère un soutien financier.

Face à une opinion publique turque de plus en plus hostile à l'accueil des réfugiés syriens, il s'est même rangé à l'idée de négociations avec Bachar El-Assad, qu'il tente depuis plusieurs mois de rencontrer en personne [lire p. 18-19]. Si le dictateur de Damas refuse encore ce face-à-face, il a accepté que des rencontres aient lieu entre les ministres de la Défense et les chefs des renseignements des deux pays. L'isolement diplomatique d'Ankara de ces dix dernières années et les tentatives de réconciliation tous azimuts qui en découlent répondent toutes au même principe, estime **Birgün** : "La poursuite de gains politiques intérieurs plutôt que le développement d'une stratégie cohérente."

Même si Ankara enterre la hache de guerre avec ses rivaux dans la région, la Turquie reste extrêmement isolée, ses relations avec ses traditionnels alliés européens et américains étant au plus bas. Il ne reste à Erdogan que le soutien de Poutine, souligne le média en ligne d'opposition **Kısa Dalga**.

Les deux présidents se sont rencontrés en personne à quatre reprises en moins de six mois. Le soutien de Moscou est devenu indispensable pour Ankara, tant

en matière économique que stratégique (dans le Caucase et en Syrie). "Erdogan et Poutine ont besoin l'un de l'autre, et ce dernier fera ce qu'il peut pour garantir l'élection du premier, notamment en proposant aux Turcs du gaz à prix réduit", avance **Kısa Dalga**.

Car le bilan économique du président turc est encore pire que son bilan diplomatique, s'accorde à dire la presse d'opposition. Sa politique économique et monétaire a débouché sur une spirale hyperinflationniste (+64 % en 2022 selon les chiffres officiels, +137 % selon des économistes indépendants) et une aggravation du déficit de la balance commerciale, qui a atteint 110 milliards de dollars sur l'année, souligne **Cumhuriyet**, quotidien nationaliste et laïc.

Une situation économique qui risque de peser lourdement sur les élections du printemps, estime de son côté **Evrensel**. Selon le quotidien de gauche, la hausse de 50 % du salaire minimum annoncée par Erdogan en fin d'année ne suffira pas à contenir les ménages turcs, qui voient s'effondrer leur pouvoir d'achat. Le risque est alors de voir le pouvoir s'affranchir encore davantage des règles démocratiques : "Cette fois, il ne leur suffira pas d'une opération militaire à l'étranger pour l'emporter en surfant sur la vague nationaliste ; la seule solution de l'AKP pour maintenir son régime d'homme unique sera de manipuler les élections."

—**Courrier international**

2023, le début du "siècle de la Turquie" ?

●●● "Le siècle de la Turquie", c'est avec ce slogan que le président Recep Tayyip Erdogan a lancé sa campagne pour la présidentielle du printemps 2023. Le centenaire de la République turque, fondée le 29 octobre 1923, doit être l'occasion de célébrer la "nouvelle Turquie" qu'il a façonnée durant ces vingt dernières années, et l'avènement d'un nouveau

"siècle de la Turquie". Sans oser remettre ouvertement en cause l'héritage du fondateur de la république, Mustafa Kemal, Erdogan appelle fréquemment à renouer avec la grandeur de l'Empire ottoman. "La Turquie n'est plus un pays en cours de rattrapage mais un pays que l'on tente de suivre", martèle ainsi le chef de l'État, cité par le quotidien progouvernemental **Sabah**.

Les grandes lignes de ce "nouveau départ" se dessinent autour du développement de l'économie et des infrastructures du pays, avec un accent mis sur la logistique énergétique et sur l'industrie militaire, la lutte contre le "terrorisme" et une diplomatie affranchie de ses liens avec l'Occident, résume le quotidien islamonationaliste **Yeni Safak**.

SOURCE



TAKVIM

Istanbul, Turquie
Quotidien
takvim.com.tr

Takvim, "calendrier" en turc, a été fondé en 1994 à Istanbul. Depuis son rachat en 2013, il appartient au groupe Kalyon, une des cinq holdings géantes prédominantes dans le secteur de la construction et très proche du pouvoir. En témoigne l'article qui ouvre cette controverse.



D'UNE RÉVOLUTION

Portraits et histoires
de ceux qui portent
la contestation en Iran.

Molavi Abdolhamid, un religieux qui défie le régime

Longtemps allié du gouvernement, le chef de la minorité sunnite de la province défavorisée du Sistan-Baloutchistan est devenu l'un des plus virulents critiques du pouvoir des mollahs.

Le plus important chef religieux de la minorité sunnite en Iran, Molavi Abdolhamid, s'est imposé au cours des derniers mois comme l'un des principaux porte-voix du mouvement de contestation, déclenché il y a quatre mois.

Dans un pays où le chiisme est la religion d'État depuis le xvi^e siècle, le *mawlana* ("maître") entretenait des relations officielles avec les dirigeants de la République islamique. Mais depuis la mort de Mahsa Amini et la répression des manifestants, il défie ouvertement le pouvoir.

Né en 1947, ce chef religieux militait notamment contre la discrimination qui frappe sa province natale du Sistan-Baloutchistan, une région défavorisée du sud-est du pays. Depuis vingt ans, les candidats à la présidentielle comptent toujours sur son vote et celui de sa communauté, décisif lors des élections.

Toutefois, les Iraniens ont découvert un nouveau visage d'Abdolhamid après le début de la révolte, le 16 septembre. Le massacre de manifestants fin octobre à Zahedan, chef-lieu de la province, a fini de briser les liens qu'il entretenait avec le régime. Il avait alors accusé le guide suprême Ali Khamenei d'être "responsable devant Dieu" de cette tuerie ayant fait une centaine de morts.

Depuis, des manifestations ont lieu à Zahedan chaque vendredi après la prière. Lors du dernier rassemblement, le 13 janvier, le journal *Iran*, publication du gouvernement, a accusé le chef sunnite d'être soutenu par une "organisation d'espionnage américaine".

Ces dernières semaines, le religieux a franchi de nombreuses lignes

jaunes et même soutenu les bahaïs, une minorité dont la religion est interdite en Iran, suscitant une levée de boucliers dans les milieux proches du pouvoir.

Javad Larijani, ancien député conservateur, a même appelé à la démolition de la mosquée sunnite de Zahedan, rapporte le quotidien *Hamshahari*. "La mosquée d'Abdolhamid est un lieu de conspiration et le prophète de l'Islam avait détruit une mosquée qui répandait des pensées déviantes", a-t-il souligné.

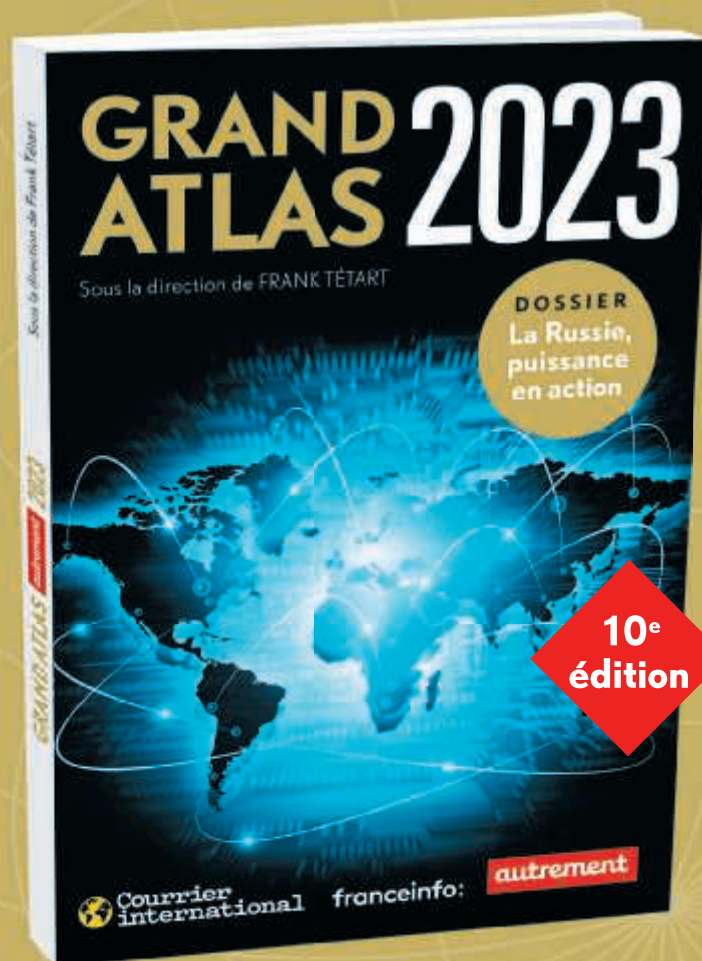
Le site *IranWire*, média d'opposition, a fait état de "fortes pressions de la part de l'appareil de sécurité" sur le chef sunnite pour le réduire au silence. Mais rien n'y fait. Le *mawlana* a de nouveau dénoncé le guide suprême après sa récente rencontre avec des chanteurs chiites. "Les problèmes du pays ne peuvent être résolus avec des chanteurs religieux ; il faut discuter avec les élites et les politiciens critiques", a-t-il écrit sur son compte Twitter. Il a en outre "exigé la libération des manifestants emprisonnés" et "l'arrêt de l'exécution des détenus", rapporte *IranWire*. Et dénoncé ceux qui l'accusent de diviser les chiites et les sunnites. Dans sa mosquée, a-t-il rétorqué, "on pense à l'humanité".

— *Courrier international*



PHOTO SOUSANGERS

L'ATLAS GÉOPOLITIQUE INCONTOURNABLE POUR COMPRENDRE L'ACTUALITÉ



- 50 thèmes pour saisir les grands enjeux internationaux
- Dossier spécial 10 ans : les 10 faits de la décennie par 10 spécialistes
- Plus de 150 cartes et infographies inédites
- Les meilleures analyses de la presse internationale

Retrouvez toute la collection des Atlas sur : www.autrement.com

autrement



afrique

Maroc-Algérie. La querelle des minorités

Le Sahara occidental pour le Maroc, les Kabyles pour l'Algérie : même si ces deux questions constituent une ligne blanche respective, chaque pays joue sur les tensions indépendantistes.



—MO (Mondiaal Nieuws)
(extraits) Bruxelles

Le Sahara occidental est un territoire contesté qui a fortement influencé la politique marocaine et nord-africaine pendant des décennies. Il est situé sur la côte nord-ouest de l'Afrique, au nord de la Mauritanie et au sud du Maroc. Ce dernier contrôle encore aujourd'hui 80 % de la zone.

Pour le Maroc, le Sahara occidental a une grande valeur symbolique et économique. "Cette question est le prisme à travers lequel le Maroc regarde le monde", a déclaré le roi Mohammed VI pas plus tard qu'en août, à l'occasion du 69^e anniversaire de la révolution du Roi et du Peuple.

Le mouvement indépendantiste du Polisario lutte pour l'indépendance de la région depuis 1973

[création du Polisario]. En 2007, le Maroc a proposé un plan visant à accorder au Sahara occidental une forme d'autonomie étendue. Mais ce plan a été rejeté par le mouvement indépendantiste. Le royaume conserverait le contrôle de la politique étrangère et de la défense.

Le Sahara occidental était une colonie espagnole jusqu'en 1975. Après le retrait de l'Espagne, une guérilla du Polisario s'est développée contre la présence marocaine et mauritanienne dans la région. La Mauritanie s'est rapidement retirée et a signé un accord de paix avec le mouvement indépendantiste.

Le Maroc, quant à lui, maintient que la région est marocaine. Mais le Polisario et ses partisans, qui ne s'identifient pas comme marocains, continuent de nier la légitimité du Maroc sur la région.

En 1991, un accord de cessez-le-feu a été conclu entre le Maroc et le Polisario. L'ONU souhaitait organiser un référendum au cours duquel les habitants du Sahara occidental pourraient s'exprimer sur l'autodétermination, mais celui-ci n'a toujours pas eu lieu. Depuis 2007, le Maroc s'est donc concentré sur son plan d'autonomie.

Mais le Maroc ne peut pas compter sur le soutien de tous, et certainement pas de l'Algérie voisine. Ce n'est un secret pour personne qu'il existe des frustrations entre les deux pays depuis des années. L'Algérie soutient aussi ouvertement le Polisario dans le processus.

Le fait que l'Algérie soutienne le Polisario affaiblit la position de l'État marocain.

"Ce soutien remonte à 1975, explique Khadija Mohsen-Finan, politologue et auteur du livre *Sahara occidental : les enjeux d'un conflit régional* [CNRS éditions, Paris, 1997]. La motivation de ce soutien est essentiellement politique. Il s'agit d'affaiblir le Maroc."

En effet, les deux pays veulent renforcer leur emprise sur la région. Contrairement au Maroc, l'Algérie n'a pas d'accès à l'océan Atlantique, ce que le Sahara occidental peut offrir. Il y a également beaucoup de phosphate à exploiter, l'un des principaux engrais synthétiques, qui est important pour la production agricole. Une société d'État marocaine l'extrait et l'exporte.

Le fait que l'Algérie soutienne le Polisario affaiblit la position de l'État marocain, et on le sait à Rabat. Le Maroc fait donc de même en soutenant ouvertement un mouvement indépendantiste algérien.

Le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK) a vu le jour en 2001 et cherche à obtenir une Kabylie indépendante dans le nord-est de l'Algérie. Le mouvement a été fondé par Ferhat Mehenni, un ancien chanteur qui a fait de la sous-représentation de l'identité amazigh [berbère] kabyle le fer de lance de son militantisme. Il a constaté que l'identité, la culture et la langue des premiers habitants n'étaient pas suffisamment prises

en compte par l'État algérien. Et à cela s'ajoutait une grande insatisfaction socio-économique au sein de cette population.

Au départ, le MAK ne recherchait que l'autonomie, mais entre-temps, le mouvement s'est mis à rêver d'indépendance. Le soutien marocain à la cause kabyle a commencé en 2015. Le diplomate marocain Omar Rabi a alors appelé l'ONU à accorder à la Kabylie des droits d'autodétermination.

Paradoxe. Cette position a été réitérée en 2021 par l'ambassadeur du Maroc à l'ONU, Omar Hilale, lors d'une réunion du Comité spécial des Nations unies sur la décolonisation. "Plus que quiconque, le peuple de Kabylie a le droit à l'autodétermination", a-t-il affirmé.

Pour Paolo De Mas, un spécialiste du Maroc et ancien directeur de l'Institut néerlandais au Maroc (Nimar), il s'agit là d'un paradoxe frappant, qui consiste à "soutenir les mouvements indépendantistes dans un pays voisin, alors que les mouvements séparatistes et indépendantistes ne sont pas tolérés chez nous et sont combattus par tous les moyens."

Pour le Maroc, il y a maintenant le risque supplémentaire que l'Algérie soutienne non seulement le Polisario, mais aussi le mouvement indépendantiste rifain. C'est déjà le cas dans les médias algériens et sur les médias sociaux.

Peu de temps après les déclarations de Hilale à l'ONU en 2021, le Conseil suprême de sécurité algérien a indiqué que les relations entre les deux pays avaient

besoin d'être révisées, en raison des "actions hostiles du Maroc contre l'Algérie". Ce conseil est un organe consultatif entre le président, l'armée et les forces de sécurité algériennes.

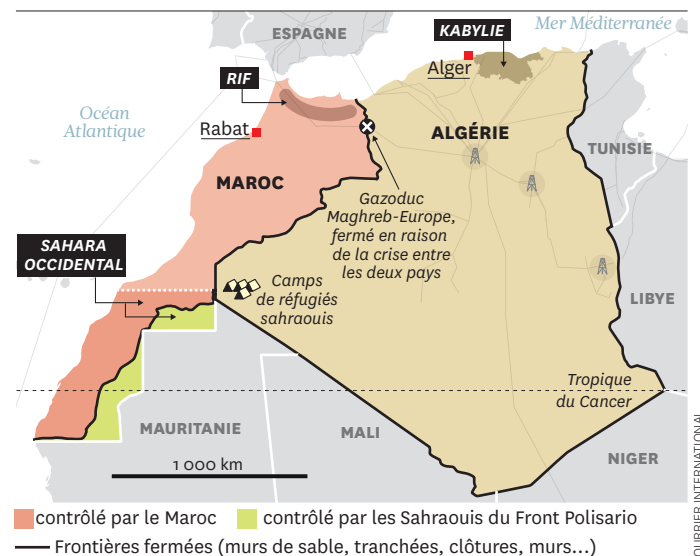
L'Algérie a également accusé le Maroc et le MAK d'avoir déclenché de violents incendies de forêt en Kabylie [à l'été 2021], mais sans aucune preuve. Elle a également qualifié de problématique la normalisation des relations entre le Maroc et Israël, en [décembre] 2020. Sur le plan économique et militaire, les deux pays coopèrent aujourd'hui, tandis que l'Algérie est fortement solidaire de la cause palestinienne.

La question échauffe également les esprits cette année. "Vous réclamez l'autodétermination et la décolonisation du Sahara occidental, mais vous oubliez de mettre fin à la colonisation des Kabyles, qui vivent sous occupation algérienne depuis 1962", a déclaré Hilale, ambassadeur du Maroc à l'ONU.

[Selon Paolo De] Mas, "dans la lutte pour l'hégémonie régionale, le Maroc et l'Algérie utilisent tous les moyens, y compris la propagande, l'endoctrinement et les fake news. Le soutien algérien au Polisario est contrebalancé par le soutien public du Maroc au mouvement kabyle en Algérie. Le Maroc paie l'Algérie avec la même monnaie."

Ferhat Mehenni, leader du MAK se félicite du soutien marocain à la cause kabyle. "Le Maroc peut nous aider en ouvrant une représentation diplomatique de la Kabylie à Rabat", a-t-il indiqué dans une interview au site *L'Observateur*.

Mehenni s'ingère également dans la question du Sahara



Contexte

La longue ignorance de la langue berbère

●●● Du 12 au 14 janvier, les Berbères ont fêté Yennayer, la nouvelle année berbère. Est-ce pour marquer cette fête que les autorités marocaines ont annoncé, le 11 janvier, l'intégration de la langue berbère, le tamazight, dans les administrations publiques ? Si le lien n'a pas été officiellement fait, le site marocain **Bladi.net** rapporte cependant qu'une série de mesures ont été prises pour promouvoir la langue et la culture berbères. Désormais, dans l'administration marocaine, des mesures sont prévues pour "faciliter l'accès des personnes qui parlent la langue aux services publics". Le Maroc comme l'Algérie ont reconnu la langue berbère avec retard. Au Maroc, il a fallu attendre la Constitution de 2011, qui, dans son article 5, introduit le tamazight comme "langue officielle de l'État, en tant que patrimoine commun à tous les Marocains sans exception". En 2016, c'est au tour de l'Algérie de l'établir dans la Constitution comme "langue officielle" du pays. Mais, nuance le texte constitutionnel, l'arabe "est la langue nationale et officielle" et "demeure la langue officielle de l'État".

occidental. Ainsi, il estime que le plan d'autonomie marocain est plus judicieux que la position algérienne.

"C'est une stratégie politique", déclare Tashfin Essaguiar, étudiant en sciences politiques vivant à Amsterdam, qui suit de près les développements politiques en Afrique du Nord liés aux groupes amazighs, ainsi que les tensions entre le Maroc et l'Algérie.

"Reconnaître le Sahara occidental comme faisant partie du Maroc et adopter ainsi une position pro-marocaine est une posture stratégique gagnant-gagnant pour les deux parties."

"Une aide financière aux mouvements séparatistes pourrait bien provoquer une nouvelle escalade."

Paolo De Mas,
SPÉCIALISTE DU MAROC

Le soutien marocain au MAK, en réponse au soutien à long terme de l'Algérie au Polisario, peut agiter l'Algérie psychologiquement. "En raison de ce soutien marocain, le MAK figure en bonne place dans l'agenda politique algérien", déclare Essaguiar.

Le soutien à la cause des Rifains se fait également de plus en plus sentir. Le chef du Polisario,

Brahim Ghali, s'est par exemple exprimé clairement dans une interview accordée à la chaîne de télévision Alhurra. "Que le régime marocain soit généreux et accorde l'autonomie au Rif", a-t-il déclaré.

"Propagande". L'Algérie a classé le MAK comme une organisation terroriste en 2021. Le Maroc n'a pas encore fait de déclarations officielles sur les mouvements rifains, comme The National Assembly of Rif (NAR) ou le Stichting Riffijns Republikeinse Congres (RRC) [Fondation du congrès républicain rifain].

La NAR a été fondée en 2018 par Fathi Moussa, son coordinateur, qui vit en Belgique. Elle vise à défendre les droits humains des Rifains dans le monde entier, mais ne cherche pas officiellement à obtenir une république rifaine indépendante. Cependant, de nombreux membres et sympathisants sont républicains. En 2019, le RRC a émergé aux Pays-Bas ; contrairement à la NAR, le RRC se concentre sur la fondation d'une république rifaine. "Il est probable que le gouvernement de Rabat ne considère pas encore le républicanisme rifain comme un danger important en raison de son amateurisme, de son faible nombre d'adeptes et du manque de soutien et de

croissance du mouvement", déclare Essaguiar. Mais, souligne-t-il également, cela ne signifie pas que les militants rifains ont le champ libre.

Paolo De Mas considère qu'il est peu probable que le soutien aux mouvements indépendantistes puisse provoquer une escalade entre l'Algérie et le Maroc. "De la propagande de pure forme", avance-t-il. Mais, nuance-t-il, "une aide financière réelle aux mouvements séparatistes pourrait bien provoquer une nouvelle escalade".

Par ailleurs, il existe une grande différence entre le soutien algérien au Polisario et au mouvement rifain. "Les camps de réfugiés de Tindouf [une ville d'Algérie, à la frontière du Sahara occidental] sont soutenus par l'Algérie. Le soutien au Rif est plutôt verbal."

En ce qui concerne l'acceptation du soutien d'acteurs extérieurs, les Rifains et les Kabyles devraient y réfléchir soigneusement, souligne De Mas. "Ils ne sont que des instruments jetables dans une joute géopolitique de plus haut niveau."

Et il met également en garde contre les problèmes que le soutien étranger peut créer. "Les mouvements sécessionnistes sont considérés dans les deux pays comme l'ultime haute trahison contre laquelle le gouvernement utilise tous les moyens. Le soutien étranger peut être un prétexte supplémentaire pour abattre un mouvement et condamner ses dirigeants à de lourdes peines."

—Yassin Akouh

Publié le 22 novembre 2022

SOURCE



MO (MONDIAAL NIEUWS)

Bruxelles, Belgique

Mensuel, 15 000 ex.

mo.be

Édité par une ONG flamande, MO (Mondiaal Magazine) fait partie de la mouvance altermondialiste.

Apportant un regard critique positif sur la politique belge et le déséquilibre planétaire Nord-Sud, ce magazine tente d'aborder différemment les sujets de société liés au modèle multiculturel belge.

MO vise un lectorat jeune, flamand, au bagage intellectuel élevé et porté sur les sujets internationaux.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site : <https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>



25€*
dont 1€
reversé à
Handicap
international

Livre de cuisine "La Cuisine en partage"

40 recettes issues de 27 pays, en partenariat avec Handicap International.



27€*

Coffret de 3 livres Contes d'Afrique et du Moyen-Orient

Ce coffret élégant contient trois ouvrages qui initieront les enfants dès 7 ans aux contes et légendes d'Afrique et du Moyen-Orient.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30/06/2023 * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

KENYA

Pris au piège des prêts en ligne

Certaines applications de crédit sur Internet font peser sur les emprunteurs des taux exorbitants. Et il ne fait pas bon être un mauvais payeur : ceux-ci sont harcelés en ligne grâce à un accès à leurs données personnelles.



—The Guardian Londres

Au moment de souscrire son prêt, Festus Kiprotich a survolé les conditions générales de vente. N'arrivant plus à joindre les deux bouts, le jeune homme de 24 ans s'est tourné vers plusieurs applications de crédit en ligne pour emprunter un total d'environ 20 000 shillings [160 euros]. Le calendrier de remboursement était serré, et le taux d'intérêt avoisinait les 40 %, mais, désespéré, il a cliqué sur "accepter".

Lorsqu'il s'est retrouvé dans l'incapacité d'effectuer ses remboursements deux semaines plus tard, il a regretté de ne pas avoir lu le contrat plus attentivement.

Les représentants de trois des quatre applications qu'il avait utilisées pour emprunter ont commencé à le harceler d'appels et de messages, faisant pression sur lui pour qu'il honore ses dettes.

Sans scrupule. "Ils avaient des exigences irréalistes", se souvient-il. Souvent, ses créanciers ne lui laissaient qu'une heure pour s'exécuter. Passé ce délai, ils menaçaient de révéler à tous ses contacts qu'il était un mauvais payeur - en installant l'application, Festus leur avait donné accès aux données de son répertoire.

Le jeune homme a vécu ce chantage à la dette comme "un véritable traumatisme".

Comme Festus Kiprotich, ils sont de plus en plus nombreux à subir le harcèlement et la stigmatisation de ces prêteurs en ligne non agréés. Certains Kényans ont été profondément affectés par cette expérience, souligne Philip Ogola, qui sensibilise aux enjeux de santé mentale sur les réseaux sociaux et dit avoir été contacté directement par plusieurs victimes. Il existe même un groupe de soutien psychologique sur Facebook, intitulé Loan App Victims Kenya, qui rassemble aujourd'hui plus de 3 000 membres.

La plupart des usuriers en ligne kényans échappent encore à tout contrôle.

Au Kenya, la plupart des usuriers en ligne échappent encore à tout contrôle. L'an dernier, en octobre, le gouvernement a promulgué de nouvelles lois pour réglementer le secteur, mais au mois de septembre, seuls 10 prêteurs sur 288 avaient obtenu une autorisation officielle d'exercer de la part de la banque centrale.

Plus de 80 % des Kényans utilisent des services de paiement mobile, et les applications de prêt sont de plus en plus populaires, car elles permettent à tout le monde d'accéder au crédit, même à ceux qui sont exclus des voies d'emprunt traditionnelles comme les banques.

De nombreux prestataires de services financiers en ligne profitent de cette situation et imposent à leurs clients des taux d'intérêt exorbitants ou des calendriers de remboursement très serrés, analyse l'économiste Ken Gichinga. Résultat : les signalements de pratiques abusives ont explosé.

Lors de l'installation, les utilisateurs doivent accorder diverses autorisations aux applications de crédit, notamment l'accès à certaines données personnelles comme le répertoire, les messages, la localisation et le calendrier. Ces informations permettent aux usuriers d'analyser le comportement de leurs clients et d'évaluer leur éligibilité au prêt, mais les moins scrupuleux n'hésitent pas à s'en servir en cas de défaut de paiement, avec des conséquences désastreuses.

Immaculate Omondi, 30 ans, s'est tournée vers ces applications après un investissement raté. Un jour, en arrivant au bureau, elle a découvert que ses créanciers avaient contacté plusieurs de ses collègues et amis, et tenté de leur faire croire qu'elle les avait désignés comme garants et qu'ils seraient mis à l'index par la banque centrale s'ils ne s'acquittaient pas des remboursements de la jeune femme. Les gestionnaires de l'application lui auraient également envoyé de faux documents l'informant d'un prétendu procès intenté contre elle.

Elle a signalé cette violation de ses données personnelles à l'Office de protection des données (ODPC), dont plus de la moitié des dossiers en cours d'examen porte sur les agissements des applications de crédit. [Au début du mois d'octobre 2022], l'organisme avait ouvert près de 40 enquêtes sur ces entreprises.

Signalements. La législation kényane protège normalement les usagers contre ce type d'utilisation abusive de leurs données personnelles, explique Mugambi Laibuta, avocat spécialiste de la confidentialité des données. En vertu de ces lois, tout recueil d'informations personnelles doit répondre à un objectif valable, l'évaluation de la solvabilité des clients, par exemple. Les applications de crédit devraient en outre informer les utilisateurs, en des termes simples et clairs, de la nature des données collectées et de l'usage qui en sera fait.

Mais malgré ce solide bouclier juridique, les pratiques douteuses ne cesseront sans doute pas tant que la question sous-jacente de l'accès au crédit n'aura pas été réglée, met en garde le juriste, qui conclut ainsi : "Les gens ont beau être dévastés par la violation de leur vie privée, ils retournent vers [ces prêteurs sans scrupule] car ils sont prêts à tout pour obtenir un crédit."

Les différentes plateformes numériques via lesquelles les usuriers non agréés proposent leurs services devraient faire l'objet d'une surveillance plus approfondie, estime quant à lui Festus Kiprotich. Notamment les applications de paiement mobile gérées par les opérateurs téléphoniques : "Ils ferment les yeux sur les pratiques illicites, les manœuvres

d'intimidation et le harcèlement pratiqués sur leurs plateformes, dénonce le jeune homme. Ils en tirent même de l'argent."

Un avis partagé par les spécialistes, qui appellent les entreprises du secteur à réagir. "Il est grand temps de bannir ces usuriers des plateformes", confirme Ken Gichinga. Sans ces supports, les prêteurs seraient obligés de mettre la clé sous la porte."

Certaines applications accusées d'user de méthodes barbares sont aussi disponibles au téléchargement sur Google Play Store, bien que les règles d'utilisation de ce dernier proscrivent en principe les applications de prêt avec une échéance inférieure à soixante jours ou qui "exposent les utilisateurs à des produits et services financiers trompeurs ou nuisibles".

Puisque les signalements d'utilisation abusive des données se multiplient et que la demande de crédits en ligne continue d'augmenter, il devient de plus en plus urgent de renforcer la protection des emprunteurs, font valoir les victimes de ces méthodes.

"Nous n'avons pas de commentaires à faire sur telle ou telle application", observe Sharon Machira, directrice de la communication et des relations publiques pour Google au Kenya. Mais lorsque l'on nous signale une application susceptible d'enfreindre nos règles ou la législation locale, nous procédons à son examen et prenons les éventuelles mesures qui s'imposent, qui peuvent aller jusqu'au bannissement de l'application."

— Caroline Kimeu

Publié le 12 octobre 2022

SOURCE



THE GUARDIAN

Londres, Royaume-Uni

Quotidien

theguardian.com

L'indépendance et la qualité

caractérisent ce titre né en 1821, qui compte dans ses rangs certains des chroniqueurs les plus respectés du Royaume-Uni. The Guardian est le journal de référence de l'intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes. Orienté au centre gauche, il se montre très critique vis-à-vis du gouvernement conservateur.

Le Monde
HORS-SÉRIE

ÉDITION 2023

LE BILAN DU MONDE

▶ GÉOPOLITIQUE
▶ ENVIRONNEMENT
▶ ÉCONOMIE

+ ATLAS DE 198 PAYS

+ 15 PAGES DE DÉBATS : BERTRAND BADIE, LAUREN ELKIN, SOROUR KASMAÏ,
MÀRIE MENDRAS, VALÉRIE NIQUET, MARC-ANTOINE PÉROUSE DE MONTCLOS...



PAIX, DÉMOCRATIE, ENVIRONNEMENT, **UN MONDE FRAGILE**

Le Bilan du Monde dresse l'état des lieux des 198 pays du globe après une année d'épreuves et d'événements majeurs.

• International, Planète, France : trois grands cahiers avec des entretiens de **Hugo Meijer**, **Corinne Le Quéré** et **Mathilde Tchounikine** • Des portraits, des décryptages et des analyses pour faire le tour de cette année riche en actualités inédites • **Une sélection des tribunes marquantes** publiées en 2022 dans *Le Monde* • **Un portfolio** de 17 pages pour revenir sur les images fortes de l'année • **Une chronologie et des infographies** sur les grandes problématiques pour mieux saisir les enjeux contemporains.

Vient de paraître chez votre marchand de journaux.

Le Monde

à la une

LA CHINE REVIENT, À QUEL PRIX ?

Face à une société en ébullition et malgré un haut niveau de contaminations, Xi Jinping a dû abandonner sa politique “zéro Covid” début décembre, et revoir précipitamment ses plans. Le leader chinois a mis fin à trois ans d’isolement, mais c’est un tout autre pays qui se rouvre au monde. Moins florissante, son économie inquiète, analyse un économiste dans le magazine *Yazhou Zhoukan*. L’Occident, lui, redoute un choc pour l’économie mondiale. Il n’est pas certain que cette réouverture soit une bonne nouvelle, souligne *The Economist*.



➤ Le maneki-neko, dit “chat, porte-bonheur”, d’origine japonaise, est présent dans la plupart des commerces chinois. Dessin d’Otto paru dans *The Economist*, Londres.

Une économie dans le rouge

Les caisses sont vides, les conditions de vie des ménages et les bénéfices de l'industrie reculent. Après trois années de politique "zéro Covid", les perspectives de l'économie chinoise sont fragiles, avertit ce journaliste hongkongais. La priorité du président Xi Jinping est de redresser la barre, et on observe déjà des revirements dans la politique économique.

—**Yazhou Zhoukan** (extraits) *Hong Kong*

Tout d'un coup, les dirigeants de Zhongnanhai [siège du gouvernement chinois] éprouvent un besoin pressant de relancer l'économie!

En octobre 2022, lors du 20^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC), le développement économique avait pourtant été relégué à une place inhabituellement basse dans le rapport de clôture. Mais la Conférence nationale de travail sur l'économie, qui s'est tenue juste un peu plus d'un mois après, a redonné de l'importance à des secteurs économiques au développement jadis freiné par le régime, comme la cyberéconomie, l'enseignement et la formation ou encore l'immobilier, avec des mesures qui marquent parfois un virage à 180 degrés.

À la veille de cette conférence, le président Xi Jinping aurait fait passer le message important suivant : "Quiconque ne se consacre pas de toutes ses forces à la relance de l'économie devra démissionner!" Il aurait par ailleurs assigné à la nouvelle équipe dirigeante l'ordre absolu de déployer tous les moyens possibles pour stabiliser les fondamentaux de l'économie dans la première année du nouveau mandat gouvernemental, en éliminant tous les sons discordants et en se battant pour apporter de la stabilité à l'emploi, à la finance, aux chaînes d'approvisionnement, au secteur industriel, aux investissements étrangers et au commerce extérieur. Certaines provinces parmi les poids lourds économiques ont déjà fait écho à cette demande du gouvernement central en lançant, dès le début de décembre, des investissements dans les infrastructures.

Les infrastructures, rituelle relance. Il faut bien voir que les trois années de politique "zéro Covid" ont sévèrement mis à mal l'économie chinoise : les campagnes de dépistage du Covid-19, le placement des malades dans des centres de confinement provisoires ont notamment vidé les caisses des collectivités locales, et les finances du gouvernement national ne sont

guère plus brillantes. Tant les économies locales que le budget des ménages en sortent sévèrement affaiblis ; partout, on assiste à une perte de confiance en l'avenir. Le taux de chômage est très élevé chez les jeunes (officiellement, il était de 19,9 % chez les 16-24 ans au premier semestre 2022), et l'on ne voit pas la sortie du tunnel. L'attentisme, voire l'inertie, est donc de mise chez les investisseurs privés, alors que sur le plan macroéconomique on observe de graves déséquilibres. Sans véritable reprise en main économique, c'est le fonctionnement de la société dans son ensemble, et même la sécurité de l'État, qui seront compromis.

LE FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ, ET MÊME LA SÉCURITÉ DE L'ÉTAT SONT COMPROMIS SANS VÉRITABLE REPRISE EN MAIN ÉCONOMIQUE.

Les nouveaux secrétaires du parti de la province du Guangdong et de la municipalité de Shanghai – les deux plus gros contributeurs aux caisses du pays – sont également conscients de leur fragilité économique. Les provinces et métropoles comme le Guangdong, le Zhejiang, le Jiangsu, le Shandong, le Fujian, Shanghai, Pékin et Tianjin ont longtemps enrichi les finances du gouvernement central grâce à leurs excédents. Mais, au premier semestre 2022, les 31 provinces, régions et municipalités autonomes étaient toutes dans le rouge. Les collectivités locales sont en difficulté, et l'investissement privé n'a progressé que de 1,1 %, tandis que l'investissement global croît encore de 5,3 % au niveau national. Ce qui montre que le gouvernement cherche par tous les moyens à préserver l'investissement, quitte à s'endetter, pour éviter toute répercussion sur les conditions de vie de la population.

Compte tenu du ralentissement économique mondial et de la complexité de l'économie

L'auteur

GAO ZHONGXIAO

Né au Hubei en 1975, il a fait des études d'administration des entreprises, avant de travailler dans le conseil financier. Après avoir écrit des articles remarqués, Gao Zhongxiao devient l'un des auteurs indépendants les plus en vue au début des années 2000 en Chine. Il est alors recruté par le magazine d'information hongkongais **Yazhou Zhoukan** en 2004. Il démissionne en 2014, puis est arrêté à Shenzhen et accusé de "gestion illégale de publication" en compagnie d'un collègue avec lequel il a lancé deux revues consacrées à la politique chinoise. Il est libéré deux ans plus tard.

SOURCE

YAZHOU ZHOUKAN
Hong Kong, Chine
Hebdomadaire,
110 000 ex.
yzzk.com/
Newsmagazine
du groupe Ming Pao,
"Semaine d'Asie"
se dit le "journal
des Chinois du monde
entier". Avec un fort
penchant pour la
Chine, il se focalise
sur l'Asie-Pacifique.

chinoise, les grandes banques d'investissement sont prudentes quant à l'orientation future de l'économie chinoise. Les économistes de Morgan Stanley ont relevé leurs prévisions de croissance du PIB de la Chine pour l'an prochain de 5 % à 5,4 %. Selon eux, il faut s'attendre à un début d'embellie à partir de mars 2023. D'après les prévisions actuelles des économistes interrogés par Bloomberg, le PIB chinois devrait croître d'environ 4,8 % cette année [contre 8,1 % en 2021 et 5,6 % en 2022].

Les investissements dans les infrastructures ont toujours été la formule magique de la relance en Chine. Les autorités ont décidé [entre 2020 et 2022] de lancer un programme de ce type, touchant sept grands domaines : la construction d'antennes relais 5G, la mise en place de stations de recharge pour véhicules à énergie nouvelle, les centres de big data, l'intelligence artificielle, l'Internet industriel des objets (IIoT), les lignes à très haute tension (THT), et enfin le transport ferroviaire interurbain et urbain. Autant de secteurs qui ont aspiré pendant un temps les investissements.

Dépendance à la dette. Aujourd'hui, les dirigeants locaux, qui ont bien en tête l'injonction de Xi Jinping de s'occuper de l'économie, s'empressent d'évoquer la même recette. De toute façon, compte tenu de la situation économique actuelle, il est peu probable que les investissements immobiliers reprennent rapidement à brève échéance, et une réelle amélioration de la consommation des ménages apparaît également difficile.

Toutefois, nombreux sont ceux qui doutent de l'effet à long terme des investissements dans les infrastructures pour stimuler l'économie. Dans un article publié sur Internet avant la Conférence nationale de travail sur l'économie, He Geng, ancien directeur adjoint du Bureau national des statistiques (aujourd'hui âgé de 80 ans), confiait qu'il espérait que la Chine abandonnerait sa politique keynésienne tout en gardant sa stratégie dite des cinq réductions [insufflée par Xi Jinping] – "abandon des surcapacités de production, réduction des stocks, de l'effet de levier que procure l'endettement, des coûts et des points faibles" –, dont le désendettement est l'élément clé. Selon lui, certains départements et collectivités locales sont tellement attachés à la construction d'infrastructures et à l'endettement qu'ils semblent en être devenus "dépendants".

Mais à ses yeux la construction d'équipements de base doit être adaptée au niveau de développement économique et ne doit pas se faire au détriment des revenus des ménages. Il convient d'en réduire l'échelle, et l'accent doit être mis sur la rentabilité des investissements et sur le retour sur investissement. Par exemple, alors qu'en Chine le PIB par habitant ne représente qu'un sixième de celui des États-Unis, le réseau autoroutier y est deux fois plus étendu. De même, le PIB par habitant du Japon est près de quatre fois plus élevé que celui de la Chine, mais son réseau ferré pour trains à grande vitesse représente moins d'un dixième de celui de la Chine.

Du fait de l'énorme quantité de fonds à investir dans les infrastructures, la Chine va devoir assouplir ses politiques fiscale et monétaire. Des responsables de la Banque centrale de Chine indiquent qu'en 2023 on pourra tabler sur une poursuite de l'assouplissement régulier de la politique monétaire chinoise, sous réserve qu'elle réponde à l'exigence générale de "stabilisation de la croissance et stimulation de la reprise, de lutte contre les risques et de maintien de la sécurité".

Autrefois, Zhu Rongji [Premier ministre de 1998 à 2003, chargé de l'économie dès 1993] avait instauré des règles financières inflexibles pour garantir la stabilité du yuan, interdisant en 1995 à la Banque populaire de Chine [la Banque centrale] de lancer directement des obligations d'État et de mettre à découvert les finances publiques. Mais aujourd'hui, dans toutes les régions de Chine, les pouvoirs publics ploient sous le fardeau de la dette, et l'on assiste à une résurgence du phénomène de "monétisation des déficits budgétaires". À ce propos, Yi Gang [le gouverneur de la Banque centrale] a souligné une nouvelle fois après le 20^e Congrès que si l'on autorisait le Trésor

EN QUÊTE DE FONDS À INVESTIR DANS LES INFRASTRUCTURES, LA CHINE VA DEVOIR ASSOULPIR SES POLITIQUE FISCALE ET MONÉTAIRE.

public à être à découvert et à faire marcher la planche à billets pour couvrir ses dépenses, cela engendrerait un cercle vicieux inflationniste insoutenable, créant une crise de la dette.

En dehors des infrastructures, le secteur manufacturier est sans aucun doute l'un des principaux moteurs de l'économie chinoise.

Le secteur privé constitue à la fois le gros des troupes et les forces commando de l'industrie manufacturière. Cependant, ces dernières années, de multiples facteurs ont conduit à une perte de confiance en l'avenir, aboutissant à un ralentissement des investissements privés dans l'industrie manufacturière. Quant à la demande, comme la consommation globale reste faible actuellement, le niveau des stocks dans de nombreuses entreprises est encore élevé. On s'attend donc à ce que l'écoulement des stocks continue d'être une priorité à l'avenir, ce qui devrait freiner l'envie des entreprises d'accroître leurs investissements.

Selon le Bureau national des statistiques, entre janvier et novembre 2022, les grandes entreprises industrielles d'envergure internationale ont réalisé plus de 7 000 milliards de yuans [964 milliards d'euros] de bénéfices au total, un résultat en baisse de 3,6 % en glissement annuel, dont environ 2 400 milliards de yuans (+ 0,5 %) pour les entreprises contrôlées par l'État, et près de 2 300 milliards de yuans (- 7,9 %) pour les entreprises privées.

En d'autres termes, la capacité de gain des grandes entreprises industrielles a diminué au

cours de l'année écoulée. Or c'est dans leurs bénéfices que les entreprises manufacturières puisent surtout les fonds nécessaires à leurs investissements.

Une grande partie du rapport final de la Conférence nationale de travail sur l'économie est consacrée au secteur de l'immobilier. L'accent est mis sur la nécessité d'assurer un développement sans à-coups du marché immobilier [en crise depuis deux ans] et de tout faire pour "garantir la livraison des appartements, le bien-être de la population et la stabilité du marché". Cette proposition d'une "triple garantie" pour le secteur immobilier est une première. Une telle inflexion de la politique immobilière répond de toute évidence à un souci de se prémunir contre les risques systémiques.

La consommation décroche. Face à la grande morosité actuelle du marché de l'immobilier en Chine, plusieurs villes, dont des grandes métropoles comme Pékin, Shanghai ou Canton, ont décidé d'assouplir les règles limitant les achats immobiliers [en limitant le nombre d'achats par personne ou en les réservant aux résidents locaux, par exemple]. Malgré cela, on ne peut compter sur une croissance du marché, le mot d'ordre étant que "les logements sont faits pour être habités et non pour servir d'objet de spéculation". Les mesures prises actuellement pour "sauver le marché" ne font que garantir l'absence de tout risque systémique.

Le domaine qui pourrait générer en Chine le plus de croissance "compensatrice" est celui de la consommation. En effet, la politique "zéro Covid" appliquée drastiquement ces trois dernières années a fortement pesé sur la consommation des ménages, plus particulièrement en 2022, quand les collectivités locales se sont livrées à une surenchère dans les restrictions

1084

JOURS ET NUITS D'ANXIÉTÉ

Du 20 janvier 2020 à la réouverture des frontières chinoises le 8 janvier 2023, "ils ont passé 1 084 jours et nuits" pleins "de nervosité, d'anxiété, avec un sentiment d'impuissance et dans la difficulté", dus à l'épidémie et à "l'ajustement permanent de la politique [sanitaire]", raconte le média en ligne **Jiemian**, qui a recueilli les témoignages de Chinois de l'étranger. Vivant aux États-Unis depuis plus de dix ans, Zhang Zaoli n'a jamais eu autant envie de rentrer en Chine. "Nous craignons tous les jours que nos parents soient confinés. Ils sont âgés, ils ne savent pas faire leurs courses en ligne... Ils s'inquiétaient pour nous car les médias disaient que les États-Unis étaient dans une situation désespérée." Quant à Jiang Limin et sa mère, résidentes de Hong Kong, il leur a fallu "huit jours et 30 000 yuans [4 000 euros] pour rentrer à Shanghai en juin 2022", un trajet de trois heures en temps normal - "dont 3 000 yuans pour sept jours de confinement dans un hôtel", précise Jiang.



➤ Dessin de Falco, Cuba.

sanitaires, ce qui a porté un rude coup à la consommation des ménages.

Le 18 décembre, lors de la conférence annuelle 2023 organisée par le magazine économique *Caijing*, Zhu Min, le vice-président du Centre chinois des échanges économiques internationaux, a fait observer qu'en 2022 la consommation des ménages a été presque la même qu'en 2020, ce qui constitue déjà une prouesse. Cependant, elle a reculé de quelque 2 000 milliards de yuans [275,5 milliards d'euros] par rapport à son niveau de 2021, soit 1,7 % du PIB. Cela explique en grande partie les résultats décevants de la croissance économique de la Chine en 2022.

La levée des restrictions sanitaires liées à l'épidémie devrait redonner un coup de fouet à la consommation des ménages. Il convient

UNE PROFONDE RÉCESSION PLANE AU-DESSUS DE L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2023. UN PÉRIL POUR LES EXPORTATIONS DE LA CHINE.



LES RELOCALISATIONS INDUSTRIELLES CONSÉCUTIVES AU RECU DE LA MONDIALISATION ÉBRANLENT SON STATUT D'“USINE DU MONDE”.

15 % des exportations, lesquelles ont même chuté au cours des deux derniers mois.

Toujours durant les dix premiers mois de 2022, les exportations de la Chine ont augmenté de 22,7 % vers l'Asean (son principal partenaire commercial), mais de seulement 15,9 % vers l'Union européenne et de 8,4 % vers les États-Unis. En novembre 2022, les exportations de la Chine vers les États-Unis ont enregistré une baisse de 25,4 % en glissement annuel, chutant à 40,8 milliards de dollars [37 milliards d'euros]. Dans un contexte de ralentissement de la demande mondiale, les exportations chinoises devraient subir des pressions à la baisse en 2023. Par ailleurs, la Chine voit son statut d'“usine du monde” ébranlé à la faveur du courant de relocalisation industrielle consécutif au recul de la mondialisation.

Enfin, parmi les sujets de préoccupation majeurs pour l'économie chinoise, il y a le vieillissement de la population et la baisse du taux de natalité (la dénatalité). Selon le Bureau national des statistiques, en 2022, la Chine comptait près de 200 millions d'habitants âgés d'au moins 65 ans, soit 14,2 % de la population. Pour la première fois, leur part dépasse les 14 % de la population, signe que la Chine dans son ensemble est entrée dans une période de vieillissement de la population, ce qui pourrait conduire à une société consommant moins, et des produits moins haut de gamme. C'est le plus grand défi qu'aura à résoudre l'économie chinoise à l'avenir.

Sur le plan macroéconomique, la plupart des gens estiment qu'en Chine le court terme se présente plutôt bien, que le moyen terme inspire un certain pessimisme et que le long terme est impossible à prévoir. Pour le nouveau gouvernement du futur Premier ministre Li Qiang [il devrait être nommé en mars], tout se jouera véritablement après 2023.

—Gao Zhongxiao
Publié le 9 janvier

toutefois de ne pas avoir d'attentes trop élevées concernant ce type de dépenses dites “de rattrapage”, qui concerneront surtout la restauration, les loisirs et les voyages.

Que se passera-t-il une fois que l'effet de rattrapage aura fini de jouer sur la croissance? On ne voit pas trop comment la Chine pourrait trouver une percée, compte tenu de la situation économique mondiale actuelle.

Le défi de la démographie. Après la forte inflation qui a touché l'Europe et les États-Unis en 2022, l'économie mondiale devrait entrer dans une profonde récession en 2023, ce qui n'arrange pas les affaires de la Chine pour ses exportations. Ces dernières années, celles-ci ont déjà souffert de la confrontation entre les États-Unis et la Chine, avec un ralentissement de leur rythme de croissance au fil des ans. Sur les dix premiers mois de 2022, seuls cinq ont vu une croissance de plus de



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Dans les dispensaires ruraux débordés.

La vague de Covid-19 a traversé bien des zones rurales à la fin 2022. Sans moyens supplémentaires, sans pouvoir tester les paysans fiévreux, les dispensaires ont traité l'afflux de patients avec les moyens du bord, raconte le quotidien économique shanghaien **Diyi Caijing Ribao**.

Vu de Pékin

Ayez confiance dans l'économie chinoise!

●●● “Des conclusions fallacieuses ne peuvent pas entamer la confiance de la communauté internationale dans le développement économique de la Chine”, fustige dans un éditorial le **Renmin Ribao** (“Quotidien du peuple”), dénonçant les prédictions négatives des médias étrangers. Selon l'organe du Parti communiste chinois, ces médias “dénigrent l'économie chinoise sans aucun fondement”, “ignorant les facteurs positifs” apportés par l'inflexion de la politique chinoise dans la prévention des épidémies et sa contribution à l'économie mondiale. Selon l'éditorial, la communauté internationale est plus optimiste quant aux perspectives économiques chinoises, estimant que l’“ajustement” de la politique sanitaire “va créer un élan” pour l'économie. Sans le nommer, l'éditorial accuse son ennemi juré : les États-Unis, qui “n'ont aucun sens des responsabilités”, “s'engagent dans le découplage et la rupture des chaînes [d'approvisionnement mondiales]” et “accroissent les risques pour l'économie mondiale”.

Repères

Matières premières sous pression

●●● La relance de l'économie chinoise, pays le plus peuplé, va peser sur le prix des matières premières. Celles-ci sont très sensibles aux incertitudes géopolitiques, comme on l'a vu avec l'énergie, dont les prix ont explosé après l'invasion de l'Ukraine. “La demande mondiale de pétrole devrait augmenter à mesure que la Chine met fin à sa politique stricte de ‘zéro Covid’ et que les voyages internationaux reprennent”, pronostique **Nikkei Asia**. Et le prix du baril avec. Même chose pour le gaz naturel liquéfié, dont les tarifs devraient grimper avec le redressement de l'économie chinoise, estiment les experts interrogés par l'hebdomadaire japonais. Quant au cuivre, il est “particulièrement sensible à la demande chinoise”, le pays représentant la moitié de la demande mondiale.



UN CHOC POUR LE RESTE DU MONDE

Le redémarrage de la Chine va peser sur les prix, les taux d'intérêt, les matières premières... Il n'est pas certain que l'issue soit favorable, pour le pays comme pour l'économie mondiale.

—The Economist (extraits) Londres

Pendant près de trois ans, la Chine aura été fermée au reste du monde. Le 8 janvier, le pays rouvrait ses frontières, renonçant aux derniers aspects de sa politique "zéro Covid". La reprise des échanges commerciaux, intellectuels et culturels aura d'énormes conséquences.

Dans un premier temps, ce sera l'horreur. En Chine, le virus fait rage. Les hôpitaux sont débordés. Même si la politique "zéro Covid" a sauvé de nombreuses vies (au mépris des libertés individuelles), les autorités ne sont pas préparées à son assouplissement en faisant des stocks de médicaments, en vaccinant davantage de personnes

âgées et en adoptant de solides protocoles pour décider quels patients traiter et à quel endroit. Si rien n'est fait pour empêcher la propagation du virus, quelque 1,5 million de Chinois vont en mourir dans les mois qui viennent.

Il n'y a pas grand-chose qu'on puisse faire pour aider la Chine, mais le reste du monde doit se préparer aux effets économiques de ce grand revirement du Parti communiste chinois (PCC). Ce ne sera pas facile. L'économie chinoise pourrait se contracter au premier trimestre. Mais l'activité devrait repartir fortement à la hausse, ainsi que la demande chinoise pour les biens, les services et les matières premières. Les répercussions se feront sentir aussi bien sur les plages de Thaïlande que parmi des sociétés comme

← Dessin de Mikel Casal paru dans *Diario el Correo*, Bilbao (Espagne).

Tourisme

UN BOOM À VENIR

Après trois ans d'isolement, au premier jour de la réouverture de la Chine, le 9 janvier, "des dizaines de milliers de voyageurs ont recommencé à entrer et à sortir" du pays, constate le *Wall Street Journal*. Il faudra toutefois "un certain temps" pour retrouver les niveaux pré-Covid, prévient le quotidien économique américain. De nombreux pays ont réintroduit des contraintes sanitaires pour les touristes chinois. Les compagnies aériennes doivent aussi "réorienter leur flotte vers la Chine". Le 9 janvier, seuls cinq vols internationaux étaient affrétés à Shenzhen. À Pékin, "les tapis roulants à bagages de l'un des plus grands aéroports étaient vides".

Mais les réservations sur Trip.com, la plus grande plateforme chinoise de voyages, ont bondi. Et la première vague a été locale : 340 000 personnes ont réservé leur place de Hong Kong à Shenzhen. Le matin du 9 janvier, le train reliant Hong Kong au poste-frontière de Shenzhen, "fermé depuis près de trois ans", a fait le plein.

Apple ou Tesla, sans parler des banques centrales partout dans le monde. La réouverture de la Chine sera le plus grand événement économique de 2023.

À mesure qu'on avancera dans l'année et que la vague du Covid-19 aura fini de déferler, bon nombre de malades retourneront travailler. Consommateurs et voyageurs pourront dépenser plus librement. Le fort rebond d'une économie si colossale implique qu'à elle seule la Chine pourrait tirer une bonne partie de la croissance mondiale.

Le PCC en prend le pari. Il espère être jugé non pas sur la tragédie que son incompétence a aggravée, mais sur la reprise économique qui va suivre. Dans son discours de fin d'année, Xi Jinping, le dirigeant du parti, tout en reconnaissant les "défis difficiles" qui s'annoncent, a assuré que "la lumière de l'espoir [était] droit devant nous". Il semblait impatient de laisser derrière lui la pandémie, en soulignant la possibilité d'une rapide reprise économique en 2023.

LA POLITIQUE "ZÉRO COVID", EN RÉDUISANT LA DEMANDE CHINOISE, A PERMIS À L'EUROPE DE REMPLIR SES RÉSERVOIRS DE GAZ À MOINDRES FRAIS EN 2022.

La fin de l'isolement auto-imposé de la Chine sera une bonne nouvelle pour les pays qui dépendaient des dépenses chinoises. Les hôtels de Phuket [en Thaïlande] et les centres commerciaux de Hong Kong ont été très pénalisés par les confinements chinois. Aujourd'hui, les sites de voyages sont pris d'assaut par de futurs voyageurs. Les réservations sur Trip.com ont augmenté de 250 % le 27 décembre par rapport à la veille [quand la suppression de la quarantaine imposée aux voyageurs a été annoncée]. Des économistes tablent sur une hausse du PIB de Hong Kong qui pourrait atteindre 8 %. Les exportateurs des matières premières que la Chine consomme vont également en bénéficier. Le pays achète un cinquième du pétrole de la planète, plus de la moitié de son cuivre, de son nickel et de son zinc raffinés, et plus des trois cinquièmes de son minerai de fer.

Ailleurs, en revanche, la reprise de la Chine aura des effets secondaires douloureux. Dans une bonne partie du monde, elle pourrait se traduire non pas par une plus forte croissance, mais par une hausse de l'inflation ou des taux d'intérêt. D'ores et déjà, les banques centrales relèvent les taux à un rythme frénétique pour lutter contre l'inflation. Si la réouverture de la Chine accroît la pression sur les prix, elles vont devoir resserrer la politique monétaire sur une plus longue période. Les pays qui importent des matières premières, dont une bonne partie de l'Occident, sont ceux qui risquent le plus de subir de telles perturbations.

Prenons le marché pétrolier. La hausse de la demande chinoise devrait plus que compenser la diminution de la consommation en Europe

et aux États-Unis, sur fond de ralentissement de leurs économies. Selon la banque Goldman Sachs, une reprise rapide de la Chine pourrait faire passer à 100 dollars le prix du baril de [la qualité de référence] brent, soit un quart de plus que le cours actuel. L'augmentation des prix de l'énergie sera un nouvel obstacle pour juguler l'inflation.

La réouverture de la Chine devrait inciter l'Europe à rester sur ses gardes en ce qui concerne ses approvisionnements en gaz dans le courant de l'année. La politique "zéro Covid", en réduisant la demande chinoise, a permis à l'Europe de remplir ses réservoirs à moindres frais en 2022. Une forte reprise en Chine durcira la concurrence pour les importations de gaz naturel liquéfié.

Pour la Chine elle-même, l'après-pandémie ne sera pas un retour au statu quo ante. De nombreuses sociétés d'investissement considèrent désormais ce pays comme un pari plus risqué. Les entreprises étrangères craignent davantage de voir leurs activités perturbées. Beaucoup sont prêtes à payer plus cher pour faire fabriquer leurs produits ailleurs. Les investissements dans de nouvelles usines sur le territoire chinois semblent se ralentir, tandis que le nombre de sociétés qui transfèrent leurs activités hors de Chine a grimpé.

Tandis que les responsables chinois s'efforcent de réparer les dégâts, ils devraient se rappeler certains faits historiques. La dernière grande réouverture de la Chine, après la chute de Mao [qui est mort en 1976], a conduit à une explosion de prospérité : les biens, les individus, les investissements et les idées se sont mis à circuler, traversant les frontières chinoises dans les deux sens. Tant la Chine que le reste du monde en ont tiré profit. Avec un peu de chance, la réouverture actuelle de la Chine sera couronnée de succès. Mais la paranoïa et la xénophobie attisées par le parti pendant la pandémie ne vont certainement pas disparaître du jour au lendemain. Reste à savoir à quel point la nouvelle Chine sera ouverte. —

Publié le 5 janvier



SOURCE

THE ECONOMIST
Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 1 583 955 ex. (2020)
economist.com

Grande institution de la presse britannique, *The Economist*, fondé en 1843 par un chapelier écossais, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Ouvertement libéral, il défend généralement le libre-échange, la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel.

Fin du "zéro Covid" : Vous l'aurez voulu !

Le webzine *Duanchuanmei* a invité le politologue chinois Han Dagou à dialoguer avec trois experts sur l'arrêt de la politique "zéro Covid". Désinvolture, réel changement ou calcul politique de Xi Jinping ?

Immobilier

PÉKIN OPÈRE UNE VOLTE-FACE

La Chine voudrait tourner la page de la crise immobilière. "L'approche des autorités à l'égard du secteur immobilier chinois en crise a radicalement changé", constate le **Financial Times**. "Pékin assouplit les contraintes sur le crédit aux promoteurs" et leur a même accordé des "centaines de milliards de dollars" de nouveaux crédits à la fin de 2022. À l'été 2020, pour lutter contre le ralentissement de l'économie, Pékin avait réduit les taux d'intérêt, provoquant une flambée spéculative. La cessation de paiements du géant Evergrande avait fait craindre l'explosion de la bulle immobilière. La politique de désendettement a privé le secteur de financements. Et "les ventes des 100 plus grands promoteurs ont chuté de plus de 40 %" l'an dernier.

— **Duanchuanmei (The Initium)**
(extraits) *Singapour*

Il y a quelques mois de cela, peut-être certains auraient-ils parié sur une fin progressive de la politique "zéro Covid dynamique" en Chine après le 20^e Congrès du Parti communiste chinois (PCC), mais personne n'envisageait une conclusion aussi rapide. Cette volte-face en matière de lutte contre la pandémie en Chine a pris de nombreux Chinois de court, mais le gouvernement chinois n'y était, semble-t-il, pas du tout préparé non plus. Comment devons-nous interpréter un revirement aussi brutal ? Pourquoi le PCC a-t-il pris ce genre de décision ?

Elizabeth Perry (université Harvard)

Cela me laisse dubitative. Je ne pense pas que cette réorientation politique ait été vraiment planifiée, mais, selon toute vraisemblance, le PCC s'était déjà rendu compte auparavant que son approche "zéro Covid" n'était pas tenable. À l'époque où la Chine s'accrochait encore à cette politique, des experts de Hong Kong et d'ailleurs ne cessaient d'intervenir auprès des instances supérieures du Parti dans l'espoir de les amener à arrêter progressivement cette stratégie. Par ailleurs, avant le début des manifestations [fin novembre], nous avons déjà pu constater des flambées de contaminations dans tout le pays. Il était clair que les confinements ne suffisaient plus à empêcher la transmission du Covid.

L'impression que cela me donne, c'est que les échelons supérieurs du PCC étaient à la recherche d'un marche-pied pour franchir le pas, et paradoxalement, ce sont les mouvements de protestation populaire dans tout le pays qui le leur ont fourni. Grâce à cela, ils n'ont même pas eu besoin de désigner les gouvernements locaux comme des boucs émissaires, il leur a suffi de rejeter la faute sur les manifestants : "Très bien, nous allons lever les restrictions, mais vous l'aurez voulu !" C'est aussi pour le gouvernement chinois une manière de montrer au reste du monde qu'il sait répondre aux demandes de sa population.

Je dois reconnaître que je trouve ce changement de politique très irresponsable. Après avoir imposé des conditions de vie extrêmement difficiles à tous les Chinois pendant les années de mise en application de sa politique "zéro Covid dynamique", le gouvernement chinois crie aujourd'hui à la victoire, sans prendre aucune

mesure concrète qui permettrait d'atténuer la pression de l'épidémie. Cela revient à considérer que tous les sacrifices de ces trois dernières années, la population les a accomplis pour rien.

Joseph Fewsmith (université de Boston)

Je ne peux qu'être d'accord avec un tel jugement. Avec sa politique actuelle, on dirait que le pouvoir chinois manifeste son agacement contre ses citoyens : "Nous vous avons bien dit que la politique 'zéro Covid' était la meilleure solution, mais vous n'en étiez pas contents non plus. Que faire dans ces conditions ? Nous avons levé les restrictions comme vous le souhaitiez ; à vous maintenant d'en supporter les conséquences !" Pourtant, auparavant, nombreux avaient été les spécialistes étrangers de santé publique à recommander que la Chine étale sur plusieurs mois la levée de ses restrictions anti-Covid, ou qu'elle améliore au préalable la couverture vaccinale et renforce les ressources des hôpitaux sur tout le territoire, ou encore qu'elle assouplisse sa politique région par région.

Mais en fait, le système politique chinois n'a pas cette souplesse : il ne peut se conformer qu'à une organisation fondée sur des directives précises. Lorsque les hautes instances du Parti ont dit qu'il fallait appliquer une politique "zéro Covid", elle a été mise en œuvre coûte que coûte ; et lorsque est tombé l'ordre d'en haut de stopper ces mesures, les responsables se sont empressés de lever d'un coup toutes les restrictions.

Timothy Cheek (université Harvard)

Bien sûr, comme chacun sait, les décisions politiques au sommet du PCC sont prises de manière très opaque, nous n'avons donc pas les moyens de connaître exactement les motivations de Xi Jinping. Mais je partage le même sentiment que vous, à savoir que cela traduit sans doute un agacement, d'autant plus que la politique chinoise est très personnalisée. Il est normal que Xi Jinping s'agace s'il sent que la population cherche à lui mettre des bâtons dans les roues. Paradoxalement, ce n'est pas forcément une mauvaise chose pour le renforcement de l'autorité du PCC. Quand les contaminations deviendront massives, de nombreux citoyens pourraient se mettre à regretter l'époque des confinements et souhaiter le retour des consignes sanitaires très strictes.

— **Propos recueillis par Han Dagou**
Publié le 9 janvier

PÉKIN RECONNAÎT 60 000 MORTS LIÉS AU COVID-19

Face à la pression internationale, les autorités ont dû donner un premier bilan. Mais les hôpitaux chinois font tout pour ne pas lier les décès au coronavirus.

Au 8 janvier, alors que la vague de contaminations ravageait le pays, les autorités sanitaires avaient annoncé un total de 37 décès dus au Covid-19 depuis le 7 décembre. Une semaine plus tard, le 14 janvier, elles déclaraient soudain près de 60 000 morts à l'hôpital sur la même période. Jusque-là, elles ne décomptaient que les décès dus exclusivement à une maladie respiratoire, souligne le **Lianhe Zaobao**. Une méthode qui a entraîné suspicion et rancœur dans la population.

“Dans de nombreux endroits, la règle tacite est que le terme ‘coronavirus’ ne figure pas sur les certificats de décès, sinon les pompes funèbres n’acceptent pas de prendre en charge les corps”, révélait l’internaute chinoise Luo Ni sur le réseau social **Weibo**. Dans ce contexte, “les membres des familles en deuil se résignent à prendre ces certificats afin que leurs chers proches reposent le plus rapidement possible en paix”, s’indigne-t-elle.

Toujours sur Weibo, un autre Chinois fustige ce mensonge : selon lui, son grand-père est mort du Covid-19, mais le certificat de décès ne mentionne qu’un infarctus du myocarde. “Mon grand-père n’avait aucune maladie sous-jacente, encore moins un problème cardiaque !”

Dans un autre post censuré sur Weibo, un habitant de Chongqing dénonce : “Mon père est parti à l’aube du 25 [décembre], l’hôpital nous a informés que si le décès était déclaré comme étant dû au Covid-19, il n’y aurait que très peu de remboursements des frais [médicaux]. Pour un décès lié à une insuffisance respiratoire, l’assurance-maladie pourra rembourser plus. Comment choisir ?”

Un médecin pékinois a affirmé au **New York Times** : “On [nous] a demandé d’essayer de ne pas écrire ‘insuffisance respiratoire causée par le Covid-19’ comme principal motif de décès.” Il s’agissait d’une restriction des critères de décès dus au Covid-19, explique le site de la **BBC** : “Seules les personnes mortes de maladies respiratoires seront comptées comme telles.”

Lors d’une conférence de presse le 4 janvier, Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l’Organisation mondiale de la



↑ Xi Jinping : “Gardez-les bien en quarantaine !” Chiffres du Covid en Chine. Dessin de Heng paru dans **ThinkChina**, Singapour.

santé (OMS), avait déclaré : “Nous continuons de demander à la Chine de fournir des données plus rapides, régulières et fiables sur les hospitalisations et les décès, ainsi qu’un séquençage viral en temps réel et plus complet.”

Le lendemain, le ministère des Affaires étrangères chinois balayait ces critiques et invitait le secrétariat de l’organisation à prendre une position “scientifique, objective et impartiale”. “Elle ne doit pas profiter de l’occasion à des fins de manipulation politique, et ne doit pas adopter de pratiques discriminatoires à l’encontre de la Chine”, a-t-il dit, selon le site nationaliste **Guanzhazhe Wang**.

Un article publié sur le portail **Wangyi** relate l’histoire d’un médecin de Shanghai qui, après la mort d’un patient testé positif au Covid-19 et hospitalisé, a noté sur les dossiers médicaux que le décès était dû à une pneumonie sévère causée par une infection au coronavirus. “Le service de la prévention et de la protection [de l’hôpital] m’a appelé le lendemain, me demandant de changer la cause du décès”, assure ce médecin. L’article a été retiré du portail. —

— **Courrier international**

Contexte

Une fin quasi accidentelle

●●● C’est quasiment “accidentellement” que la Chine a mis fin à sa politique “zéro Covid”, écrit Li Zhuoren, doctorant de l’université Johns Hopkins, dans un commentaire publié sur le site **The Diplomat**. Selon une “source interne”, avant même le 20^e Congrès du PCC, mi-octobre, la direction voulait graduellement changer de stratégie. Mais le Congrès devait d’abord approuver la politique de Xi Jinping, “zéro Covid” compris. Dans l’intervalle, une liste de “20 mesures” prononçait certains assouplissements. Après l’incendie d’Urumqi, le 24 novembre, et les manifestations nationales de ras-le-bol, toujours sans signal clair de Pékin, certaines villes ont déconfiné malgré le regain de contaminations, d’autres non. À Pékin, on a constaté que “le cheval avait déjà quitté l’écurie”. La circulaire suivante a indiqué la réouverture.

Décryptage

Faut-il craindre de nouveaux variants ?

●●● Depuis que le nombre de cas de Covid-19 explose en Chine après l’abandon de la stratégie “zéro Covid” par les autorités et l’ouverture des frontières du pays, la question de l’émergence de nouveaux “variants préoccupants” est devenue prégnante. Tout le monde scrute la progression des contaminations, sachant que “le cas de la Chine est unique puisque, pendant que le reste du monde s’est battu contre les infections et a adopté la vaccination à grand renfort d’ARNm, la Chine, elle, a largement évité les deux”, rappelle **Bloomberg** sur son site. En résulte une population particulièrement vulnérable au virus Sars-CoV-2. Selon Daniel Lucey, membre de la Société américaine des maladies infectieuses, “il y aura certainement plus de sous-variants issus d’Omicron qui se développeront en Chine dans les prochains jours, semaines ou mois, mais ce que le monde doit anticiper c’est l’apparition d’un nouveau variant”. Pour le moment, c’est XBB.1.5, un sous-variant d’Omicron apparu début 2023 aux États-Unis, qui suscite une attention particulière. Néanmoins, note **Nature**, “son impact dans le pays et au-delà est encore loin d’être clair”. De son côté, Stephen Goldstein, virologue évolutionniste à l’université d’Utah, assure à **Bloomberg** que “les différences entre le paysage immunitaire chinois et le reste du monde rendent improbable l’émergence de sous-variants d’Omicron ayant des avantages sur ceux qui circulent déjà”. Le chercheur assure qu’il n’est “pas particulièrement inquiet”. Pour être sûr que de nouveaux variants préoccupants n’émergent pas sans qu’on s’en aperçoive, il faudrait continuer à séquencer les échantillons prélevés sur les malades. Or cette pratique recule dans tous les pays. “Nous devons garder les yeux grands ouverts”, prévient Maria Van Kerkhove, responsable technique pour le Covid-19 à l’Organisation mondiale de la santé (OMS). Le virus ne suit pas un schéma prédictif. On sait qu’il va continuer à évoluer. Et dire qu’il ne peut que s’adoucir est faux. Il le peut, mais ce n’est pas certain.” Ainsi, le directeur général de l’OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, “a appelé la Chine à partager ses données [sanitaires] et à mener des études pertinentes pour aider le monde à comprendre quels variants circulent actuellement sur son territoire”, rappelle **The Guardian**.

trans-
versales.

environnement

Économie 36
Signaux 37

Moisson de brouillard aux Canaries

Agriculture. L'archipel espagnol met à profit son relief et son climat pour capturer l'eau des nuages afin de lutter contre la sécheresse.



✎ Dessin de Mikel Casal paru dans El Correo, Bilbao.

—The Christian Science Monitor Boston

Par temps clair, le minuscule hameau de La Vega, perché sur les collines du nord de l'île de Tenerife [en Espagne], offre un superbe panorama sur la côte atlantique déchiquetée. Mais cet après-midi, l'épaisse brume dont les volutes couvrent l'exploitation de Jonay González Pérez et Sara Rodríguez Dorta crée une atmosphère fantasmagorique, digne d'un film d'Alfred Hitchcock.

“Ily a presque assez de brouillard pour pouvoir commencer la récolte, lance Jonay González Pérez, tandis qu'il avance tant bien que mal, chaussé de bottes en caoutchouc, dans de l'herbe haute jusqu'aux chevilles, en arrachant au passage les feuilles mortes d'un plant d'artichaut. Mais il vaut mieux attendre un peu, jusqu'à ce que le brouillard soit au même niveau que le récupérateur.”

Depuis 2018, lorsque la pluie se fait rare pendant les mois d'été, sa femme et lui comptent exclusivement sur l'eau de brouillard pour irriguer leur 1,4 hectare de terres, sur lesquelles poussent des citronniers, des pruniers, des artichauts, et s'ébattent 50 poulets.

Les bonnes journées, leur “mur”, long de près de 400 mètres, composé de filets verticaux doublés en forme de U, fixés à des poteaux métalliques cimentés dans le sol, leur permet de collecter près de 1,8 m³ d'eau. En tombant des filets, les gouttelettes de brouillard en suspension s'écoulent dans des tuyaux noirs qui serpentent sur 180 mètres à l'arrière de leur maison, jusqu'à une citerne souple de 360 m³ qui fait penser à un matelas à eau géant.

Le système, construit en un an par le couple à la force du poignet, a été entièrement financé par des subventions publiques, après qu'il a remporté un prix local récompensant la meilleure initiative en matière d'agriculture rurale.

Mais ce type de projet n'est pas seulement le fait de petits agriculteurs. En 2020, la Commission européenne, en coopération avec le gouvernement local de l'île voisine de Grande Canarie, a financé le projet de récupération d'eau de brouillard Life Nieblas, qui doit contribuer à reboiser des régions ravagées par la sécheresse et les feux de forêt. L'eau de brouillard,

qui répond aux normes de potabilité de l'Organisation mondiale de la santé, permet d'approvisionner les localités isolées en cette ressource indispensable depuis des décennies.

Alors que les îles Canaries, ainsi que d'autres régions du monde, cherchent à combattre les effets du changement climatique, la récupération d'eau de brouillard est en passe de devenir une technologie sur laquelle peuvent compter les populations confrontées à des problèmes d'érosion des sols et d'approvisionnement en eau.

“Pour l'essentiel, nous dépendons des eaux souterraines sur les îles Canaries, et l'eau y est toujours

“Nous avons une ressource naturelle juste devant nous. Il faut en tirer parti.”

Ricardo Gil,
ARCHITECTE TECHNIQUE

rare”, explique María Victoria Marzol Jaén, une climatologue à la retraite de l'université de La Laguna, à Tenerife, qui a fait partie des premiers chercheurs à s'intéresser à la récupération d'eau de brouillard aux Canaries dans les années 1990. “L'eau de brouillard ne peut pas remédier à tout, mais elle peut être utile pour aider au reboisement, après des feux de forêt par exemple. Dans les zones rurales, où la consommation d'eau est bien plus faible, elle est plus qu'utile. Elle peut être la solution aux problèmes d'approvisionnement”, poursuit-elle.

Il faut remonter au début des années 1900, en Afrique du Sud, pour trouver trace des premières expériences menées pour faire du brouillard une ressource en eau de substitution. En 1963, le physicien chilien Carlos Espinosa a inventé des “pièges à brouillard” qu'il a fait breveter avant de les offrir à l'Unesco pour qu'ils soient utilisés gratuitement dans le monde entier. Depuis lors, les chercheurs ont fait de gros progrès dans cette technologie verte. On trouve des sites de recherche au Chili, au Pérou, en Afrique du Sud, au Maroc, en Chine, aux États-Unis et aux îles Canaries.

Les îles Canaries ont toujours occupé une place centrale dans ces travaux, en particulier Tenerife et Grande Canarie, du fait de leur haute altitude et de la fréquence

des brouillards, sans parler de leurs problèmes spécifiques d'approvisionnement en eau.

Malgré de légères différences, la plupart des dispositifs sont peu ou prou semblables à celui construit par Jonay González Pérez et son épouse, avec au moins deux filets pour piéger les gouttelettes, qui s'écoulent ensuite dans un réservoir.

Une fois l'ouvrage construit, l'opération est peu gourmande en énergie, et la structure se fonde mieux dans un environnement naturel que des éoliennes ou des panneaux solaires. Quant à son entretien, il se réduit à arracher la végétation envahissante et à nettoyer les filtres.

“La récupération d'eau de brouillard ne consomme aucune énergie et ne porte atteinte à aucune autre ressource naturelle”, souligne Ricardo Gil, architecte technique à Tenerife, qui dirige l'entreprise Nieblagua. Il a installé une centaine de collecteurs sur les îles Canaries, sur le continent espagnol et au Portugal. “Cela allège aussi la demande d'extraction d'eau des aquifères ou de dessalement de l'eau de mer.”

Les pièges de Nieblagua, prévus pour résister à des vents de 100 km/h, se composent de quatre couches de filet permettant de récupérer plus de 30 m³ d'eau par an dans des conditions optimales. Sur plusieurs îles des Canaries, qui sont dans le brouillard environ cinq heures par jour en moyenne, cela permet de couvrir la quasi-totalité des besoins en eau d'une personne pour ses usages personnels et domestiques (estimés entre 50 et 100 litres par jour par l'Organisation mondiale de la santé).

Pluie horizontale. Pour les régions assoiffées qui souffrent de sécheresse, cela peut faire la différence entre la survie et la désertification, surtout lorsque plusieurs récupérateurs sont installés dans une même zone. À Arafo, sur Tenerife, 12 récupérateurs Nieblagua fournissent environ 100 m³ d'eau par an aux nouvelles plantations d'amandiers.

“Ce n'est pas un fantasme, dit Ricardo Gil. Nous éprouvons nos ressources naturelles partout dans le monde. Ici, nous avons une ressource naturelle juste devant nous. Il faut en tirer parti.” On parle souvent de “pluie horizontale” à propos

“La récupération d'eau de brouillard est très utile à petite échelle.”

Axel Ritter Rodríguez,
PROFESSEUR D'INGÉNIERIE
AGROFORESTIÈRE

du brouillard, mais sa récupération a ses limites et ne fonctionne qu'à certaines conditions : il doit y avoir assez de vent pour pousser les gouttelettes à travers les filets, mais pas trop pour ne pas faire tomber toute l'armature, et, bien sûr, il doit y avoir suffisamment de brouillard.

Ces dernières années, le temps est plus capricieux en raison du changement climatique. Il est donc devenu difficile de prévoir le nombre de jours de brouillard et la densité de celui-ci. La quantité d'eau récoltée est plus aléatoire. Axel Ritter Rodríguez, professeur d'ingénierie agroforestière à l'université de La Laguna, qui participe au projet Life Nieblas en tant que chercheur, explique : “La récupération d'eau de brouillard ne peut se faire que dans des conditions très particulières. C'est dans les massifs montagneux qu'elles sont le plus favorables. Je ne pense pas que ce soit le remède à tous nos problèmes d'eau, mais c'est très utile à petite échelle.”

Si le projet Life Nieblas privilégie un travail à petite échelle, il souhaite néanmoins voir l'avenir en grand. Ses membres ont installé 15 récupérateurs de Nieblagua à Grande Canarie afin de récolter plus de 215 m³ d'eau de brouillard par an. Cette eau va permettre d'arroser 20 000 lauriers plantés sur 35 hectares dans la forêt de Doramas, une zone qui présente un risque élevé de désertification en raison des feux de forêt.

Les chercheurs de Life Nieblas sont par ailleurs en train de mettre au point un autre dispositif, qui ressemble à une soufflerie, “pour enrichir nos connaissances en matière de récupération de brouillard”, explique Axel Ritter Rodríguez.

Au rythme où vont les choses, les îles Canaries et la péninsule Ibérique devraient connaître des périodes de pluie plus irrégulières et plus intenses, ainsi qu'une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes comme les canicules et les tempêtes, explique Jorge Olcina Cantos, géographe à l'université d'Alicante, qui

ajoute : “Côté températures, ça va devenir moins agréable.”

C'est pourquoi les nouvelles technologies à faible consommation d'énergie ont pris une grande importance pour trouver des solutions au manque d'eau. Des recherches se poursuivent également sur la récupération de la rosée, avec un dispositif très proche qui permet de capter la condensation sur des filets horizontaux.

Adaptation. L'objectif premier est de garder une longueur d'avance, d'anticiper les besoins en eau avant que la situation ne devienne problématique. C'est avec cette idée en tête que Jonay González Pérez et Sara Rodríguez Dorta se sont lancés dans l'agriculture il y a cinq ans. Même si leurs terres étaient destinées au départ à la culture de pommiers et de poiriers, ils ont décidé d'y planter plutôt des citronniers, qui se plaisent sous un climat plus aride.

“Nous avons passé quasiment une année à réfléchir et à faire des projets pour notre exploitation. Lorsque nous avons acheté le terrain, il venait juste d'y avoir un feu de forêt à 100 mètres de là, qui avait ravagé tout le secteur”, raconte Jonay González Pérez. Cela nous a donné un aperçu des conséquences qu'il allait avoir le changement climatique à l'avenir... Nous sommes dans une région où les autorités locales ne fournissent pas d'eau à usage agricole. Par conséquent, sans les récupérateurs de brouillard, notre ferme n'existerait tout bonnement pas.”

—**Colette Davidson**

Publié le 9 novembre 2022

SOURCE



THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Boston, États-Unis
Hebdomadaire
csmonitor.com

Mary Baker Eddy a créé en 1908 – elle avait alors 87 ans – *The Christian Science Monitor*, en réaction à la presse à sensation. Elle ne voulait pas fonder un titre religieux, mais un journal seulement financé par une Église : la First Church of Christ, Scientist. Il reste réputé pour sa couverture des affaires internationales et le sérieux de ses informations nationales.

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours,
l'actualité de la Silicon
Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

Quand un bug vide le ciel et la guerre des gazinières

Si vous arrive de passer une mauvaise journée, pensez aux deux programmeurs de la FAA, l'agence fédérale du transport aérien américain, dont l'erreur d'inattention a interrompu le trafic aérien aux États-Unis pendant plus d'une heure et demie le 11 janvier. Quelque 11 500 avions sont restés cloués au sol, 1 300 départs ont été annulés à partir de 7 heures du matin parce que ces deux techniciens d'un sous-traitant du service public avaient abîmé un programme pendant une opération de routine. Ce logiciel régit l'envoi à des milliers de pilotes d'une missive indispensable à la sécurité des vols, les fameuses Notices to Air Missions, contenant des informations sur l'état des pistes des aéroports de destination, les modifications nécessaires du plan de vol en raison d'activités militaires ou autres, bref, une feuille de route bourrée d'acronymes sans laquelle aucune compagnie aérienne ne peut opérer sans engager dangereusement sa responsabilité.

L'ordre d'interdiction des décollages, d'une ampleur inédite depuis le 11 septembre 2001, a aussi suscité l'offensive frénétique des élus de la nouvelle majorité républicaine de la Chambre des représentants, prompts à ridiculiser la prétendue incompétence du gouvernement Biden et de son ministre des Transports, Pete Buttigieg. Mais le *Wall Street Journal*, non sans fair-play, rappelle que cette catastrophe était prévisible depuis des années, vu la vétusté des systèmes informatiques de la FAA, et décrit nombre d'incidents survenus pendant le mandat de Donald Trump.

Le Congrès aux fourneaux
“Non ! Non ! Vous ne toucherez pas à ma cuisinière à gaz.” Ceux qui doutent de la qualité du débat politique aux États-Unis

verront leurs craintes confirmées par ce cri déchirant des élus trumpistes, en réponse à une attaque inique contre une précieuse liberté individuelle. Tout a commencé par un article de **Bloomberg**, assurant un peu vite que la commission de protection des consommateurs envisagerait de bannir l'usage du gaz dans les cuisines américaines afin d'accélérer la transition vers les fourneaux électriques, moins polluants et moins dangereux, et surtout plus compatibles avec l'essor des énergies renouvelables.

Il n'en fallait pas plus pour attiser le brasier de la guerre culturelle américaine. Jim Jordan, l'un des pro-Trump les plus bruyants du Congrès, n'hésite pas à rallonger le slogan de la droite en un vibrant “*God, Guns... and Gas Stoves*” (“Dieu, les armes à feu... et les cuisinières à gaz”). En réalité, aucune interdiction n'est prévue, mais les villes et les États démocrates multiplient les incitations fiscales pour assurer le passage au tout-électrique, clé de la décarbonation des logements. L'occasion de relire un article de **Mother Jones** qui décrit la campagne massive de l'industrie pétrolière et gazière pour promouvoir les gazinières et ainsi éviter la suppression progressive des réseaux d'approvisionnement des particuliers en combustibles fossiles.—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La lettre tech.**

ÉCONOMIE



La trop brillante tour solaire d'Ashalim

Énergie. Dans le désert du Néguev, l'une des plus hautes tours héliothermiques du monde fournit en électricité des dizaines de milliers de foyers. Cet édifice hors normes illustre les promesses et les ratés de la filière israélienne.



—The New York Times
(extraits) New York

Il ne faut pas la regarder à l'œil nu, mais c'est plus facile à dire qu'à faire. Impossible de la rater quand on traverse les étendues de sable et de pierre du désert du Néguev : une lumière aveuglante, au sommet d'une tour grise austère, culminant à 240 mètres. On la voit même depuis l'espace.

C'est la grande tour solaire d'Ashalim, l'un des plus hauts édifices d'Israël. "C'est comme un soleil", précise Eli Baliti, un commerçant du village le plus proche. *Un deuxième soleil.*" Pour lui comme pour les quelque 750 habitants d'Ashalim, la tour est une présence. Par moments, elle ressemble à un gratte-ciel sorti tout droit d'une dystopie, surplombant de façon inquiétante les vaches et les poules de la ferme située de l'autre côté de la route. Sa hauteur lui a valu d'être comparée à la tour de Babel, sa lumière aveuglante au buisson ardent. Sa base ressemble au hangar d'un

vaisseau spatial, sa tourelle à celle d'une forteresse imaginaire. Elle évoque à certains le *Seigneur des anneaux*, de J. R. R. Tolkien. "C'est l'œil de Sauron", dit Uriya Sued, un ingénieur qui habitait Ashalim jusqu'en septembre.

Pour d'autres, la tour passe pour un gentil géant qui essaierait maladroitement de ne pas se faire remarquer dans une photo de groupe. On peut même oublier sa présence, jusqu'à ce qu'on l'aperçoive, surplombant de manière presque comique le mur d'un jardin ou, de façon incongrue, au-dessus des baigneurs de la piscine du village.

Défis imprévisibles. Grâce à l'énergie du soleil, la tour produit suffisamment d'électricité pour alimenter des dizaines de milliers de foyers. Achevée en 2019, la centrale illustre à la fois les promesses et les ratés de la filière solaire israélienne, et c'est une véritable étude de cas des défis imprévisibles qui attendent les pays souhaitant passer des énergies fossiles aux énergies renouvelables.

Inactive pendant la nuit, la tour commence sa journée au moment où les coqs voisins entament leur chœur matinal. Alors, les rayons du soleil frappent une mer de plus de 50 000 miroirs placés dans les dunes entourant la tour. Les miroirs réfléchissent les faisceaux lumineux vers le haut, les concentrant sur une chaudière à eau géante située à l'intérieur. La lumière réfléchie, qui crée cet éblouissement intense, chauffe l'eau à plus de 500 °C et la transforme en vapeur. Grâce à l'énergie solaire thermique, la vapeur est ensuite acheminée au niveau du sol où elle fait tourner des turbines pour créer de l'électricité. Il existe plus de 25 tours similaires dans le monde, par exemple en Chine, en Espagne et aux États-Unis. Mais une seule, aux Émirats arabes unis, est plus haute.

Pour ses défenseurs, la tour d'Ashalim est un projet moderne et novateur qui témoigne des prouesses des spécialistes israéliens en matière d'énergie solaire. "J'en suis très fier", dit Israel Kroizer, un ingénieur qui a supervisé

l'installation et la configuration des 50 000 miroirs. *C'est un projet d'une grande complexité.*"

Plusieurs millions de dollars ont été investis dans les infrastructures d'Ashalim, y compris pour les routes et pour un club de jeunes. Le financement provient de Megalim Solar Power, le consortium international qui a construit et qui exploite la centrale. Le projet a créé au moins 70 emplois dans cette région isolée et parfois oubliée, ce qui est un atout pour son économie, explique le maire, Eran Doron. Il ajoute : "De bons emplois avec de bons salaires."

Fondé dans les années 1970, Ashalim est un petit village à l'économie très peu développée ; certains habitants gèrent des pensions pour les touristes, mais la plupart travaillent dans les villes voisines. C'est un village juif – des milliers de Bédouins vivent à proximité, dans des villages très pauvres, dont certains ne sont pas officiellement reconnus par le gouvernement et qui

Cette électricité est beaucoup plus chère que celle créée par d'autres technologies solaires.

ne sont pas reliées au réseau électrique national.

Durant la construction de la tour, les rumeurs allaient bon train. Les enfants avaient peur que la tourelle n'explode. Les adultes se demandaient si les Palestiniens de Gaza pouvaient la prendre pour cible avec des roquettes. Et certains s'inquiétaient d'éventuelles radiations dangereuses pour les habitants. Toutes ces craintes étaient infondées, mais la tour ne fait toujours pas l'unanimité.

Pour de nombreux villageois, qui se sont installés à Ashalim pour bénéficier d'une vue imprenable sur le désert, c'est une tache qui gâche le paysage. "Je suis pour une énergie propre", affirme Ben Malka, le gérant de la piscine. *Mais ils auraient peut-être pu la construire à 80 kilomètres à l'intérieur du désert.* La tour brûle régulièrement des oiseaux attirés par la lumière, selon les villageois.

Dans l'opinion publique israélienne, la tour s'attire d'autres critiques parce que son électricité est beaucoup plus chère que celle créée par d'autres technologies solaires.

✓ Une bergère bédouine mène son troupeau, à Ashalim, dans le Néguev, en mai 2022. Photo Amit Elkayam/The New York Times

Dans le cadre d'un accord passé en 2014 entre le gouvernement et le consortium, les entreprises ont accepté de payer les coûts de construction d'environ 800 millions de dollars [776 millions d'euros]. En contrepartie, le gouvernement a promis d'acheter l'électricité produite 23 cents [22 centimes d'euro] le kilowattheure, selon l'autorité israélienne de l'électricité.

Vite dépassée. Un tarif jugé raisonnable et juste à l'époque de l'appel d'offres. Mais pendant la construction, des progrès ont été faits en matière de panneaux photovoltaïques, ces installations qui convertissent la lumière du soleil en électricité sans avoir besoin de miroirs ou d'eau. Ces panneaux peuvent ainsi créer de l'énergie pour environ un cinquième du coût d'une tour héliothermique, selon les données publiées par le gouvernement israélien.

Ce dernier a envisagé de réduire ses pertes en renonçant à la construction de la tour et d'un projet voisin qui utilise également l'énergie solaire thermique. Il a fait marche arrière, car le coût de l'indemnisation des entrepreneurs aurait été supérieur aux économies réalisées. Selon le journal économique israélien *Calcalist*, il s'agit sans doute de "l'un des plus tristes épisodes" de l'histoire des grands travaux israéliens.

D'autres affirment que l'énergie de la tour est, certes, plus chère, mais que ce surcoût est presque imperceptible pour les citoyens israéliens, puisqu'il est réparti sur les millions d'utilisateurs du réseau national.

Pour Yosef Abramowitz, un entrepreneur, le véritable problème du solaire israélien est qu'à l'heure de la crise climatique il est loin de couvrir les besoins en énergie du pays – moins d'un cinquième en 2021, selon les données du gouvernement.

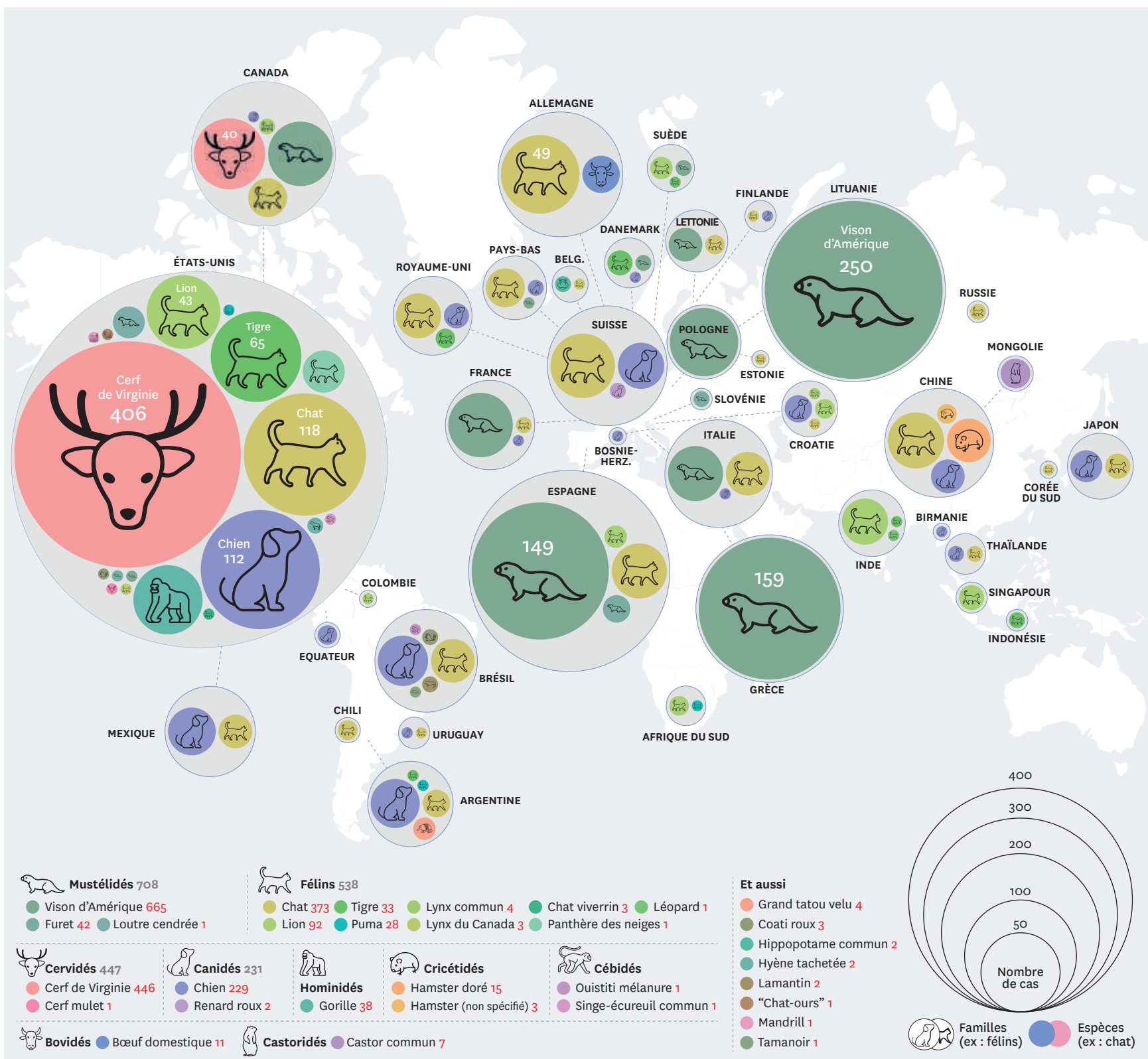
"Ashalim est un merveilleux exemple d'innovation israélienne en matière de technologie climatique", explique Yosef Abramowitz, qui a dirigé l'installation de fermes solaires ailleurs en Israël. *Mais elle ne dit pas l'histoire d'Israël en matière d'énergie. La réalité, c'est que nous sommes de mauvais élèves en matière de climat.*"

—Patrick Kingsley
Publié le 9 octobre 2022

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Les animaux malades du Covid

Domestiques, d'élevage ou en captivité, les bêtes ont également été contaminées.



Source



COMPLEXITY SCIENCE HUB. Cette organisation de recherche établie à Vienne s'intéresse aux grands problèmes de notre société : dérèglement climatique, migration, etc. Cette infographie, mise à jour le 28 décembre 2022, est extraite de la version interactive,

en ligne sur le site de l'organisation, qui précise que "le nombre de cas chez le vison n'a pas été signalé de manière uniforme (parfois pas du tout). Par conséquent, le nombre de cas indiqué ici sous-estime largement le nombre réel de cas chez cette espèce."

360



MAGAZINE

- Des concerts taillés sur mesure • Musique 42
 Le Nigeria fait son festival • Littérature 43
 Ceci n'est pas une histoire belge • Série 44
 Quand Hannibal l'emportait sur Rome • Histoire .. 46

EL AGUÁN, LA VALLÉE DE LA MORT.

Dans cette contrée du Honduras riche en eau douce, des paysans meurent ou finissent en prison pour oser se soulever contre une puissante compagnie minière qui pollue leurs rivières. Récit d'un combat inégal.
 —*Revista 5W [extraits]*
 Barcelone

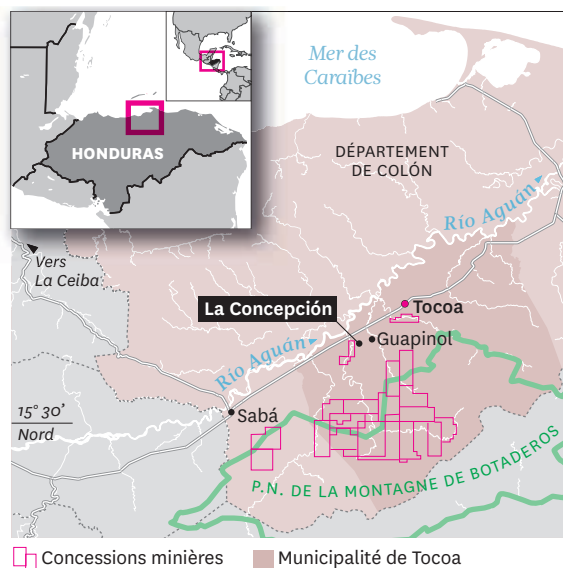
Si seulement une institution, une organisation, quelle qu'elle soit, pouvait nous sortir de là!" Cet appel au secours est lancé par Jeremías Martínez, un paysan hondurien de 67 ans qui a peur pour sa vie. Il ne fait pas confiance aux autorités de son pays, si bien qu'il compte sur une aide extérieure. La porte de sa maison reste ouverte tandis qu'il raconte son histoire, il dit que c'est pour recevoir la fraîcheur du soir, mais aussi pour voir si quelqu'un approche. Bientôt, il fera nuit noire dans sa campagne, et il craint que quelqu'un ne vienne mettre à exécution les menaces de mort proférées à son endroit.

Jeremías vit avec sa femme, Lidia, dans le village de La Concepción, dans la région du Bajo Aguán, sur la côte nord du Honduras. Il a fait trois ans et trois mois de prison pour s'être opposé aux activités d'une compagnie minière d'exploitation de fer dans la montagne de Botaderos, où naissent au moins 30 rivières qui arrosent la vallée d'El Aguán. Il a été libéré en février 2022, mais ne sort plus de chez lui et n'est pas retourné travailler sur ses terres. Il craint que quelqu'un ne veuille se venger. "D'où viennent les menaces?" — *De la compagnie minière.*

La compagnie minière Los Pinares, qui appartient à l'une des plus riches et des plus influentes familles du Honduras et d'Amérique centrale, celle du chef d'entreprise Lenir Pérez et de sa femme, Ana Isabel Facussé, avait dénoncé Jeremías Martínez aux autorités pour avoir bloqué entre août et octobre 2018 la route qu'elle construisait afin de transporter le minerai hors du gisement. La plainte concernait une trentaine d'autres agriculteurs, accusés d'incendie criminel, d'enlèvement et

d'autres délits censés avoir été commis lors de la mobilisation. La plupart des inculpés sont de Guapinol, un village [voisin de La Concepción] devenu un symbole de la défense du fleuve qui porte son nom. Ce sont eux qui ont le plus farouchement lutté contre la compagnie minière, parce qu'ils consomment l'eau du fleuve.

Jeremías s'est livré à la police en novembre 2018, convaincu de son innocence. Ce n'était pas la première fois qu'il était confronté aux autorités qui gouvernent de facto le Honduras. Dès les années 1990, il avait été happé par la machine judiciaire quand il avait refusé de vendre ses terres aux sociétés agroalimentaires qui avaient des vues sur le Bajo Aguán. Ensuite de quoi il a subi des persécutions et a payé le prix fort pour sa mobilisation en faveur de la terre.



↓ Reynaldo Domínguez, 58 ans, est le porte-parole de la communauté du fleuve Guapinol. Figure de la lutte contre la pollution du cours d'eau, il a reçu des menaces de mort. Photo Edu León

SOURCE



REVISTA 5W

Barcelone, Espagne

Mensuel

revista5w.com

Le nom de cette revue, lancée en 2015 par un collectif de journalistes, fait référence aux cinq fondamentaux du journalisme, les cinq questions de base, en anglais, auxquelles tout article doit

répondre : *Who, What, When, Where et Why* (Qui, quoi, quand, où et pourquoi). Pour ce mensuel, "les 5W sont les questions qui permettent de découvrir le monde" et "Revista 5W est un magazine d'actualité internationale qui donne la priorité au récit et à l'image, en ligne comme sur papier".



“Ils ont tué mon fils aîné, il est mort en luttant pour la terre”, déclare le paysan, qui n’arrive plus à parler, d’émotion. Il raconte que ses autres enfants ont dû s’éloigner du monde rural : quatre sont partis pour les États-Unis, et deux autres ont fondé des foyers en dehors de La Concepción.

Pour toutes ces raisons, aujourd’hui, Jeremías vit seul avec sa femme et craint pour leur sécurité. La défense de l’eau a déjà arraché la vie à un paysan qu’il connaissait, qui avait participé au barrage routier et avait refusé de se livrer comme les autres. Il s’appelait Arnold Morazán et sa famille a quitté la vallée d’El Aguán. Il a été criblé de balles dans sa maison de Guapinol en 2020, pendant que les autres militants étaient en prison. Jeremías poursuit : “Ma femme a plus peur que moi. Elle veut que je m’en aille pendant un certain temps.”

Jeremías nous explique qu’en prison il a écrit un *corrido* [un genre de ballade d’origine mexicaine], et il en chante la première strophe : “J’ai été prisonnier à la Ceiba [prison du nord du pays] / Pour avoir défendu les paysans / A qui on voulait confisquer leurs terres / Et les vendre aux riches / Mais j’ai arrêté cette vague / Et je me suis fait plein d’ennemis.”

Aucun des gouvernements honduriens qui se sont succédé au pouvoir depuis que les militaires ont passé la main, dans les années 1980, n’a réussi à freiner la violence.

Les assassinats de défenseurs de l’environnement se sont multipliés depuis dix ans. Parmi les victimes, Berta Cáceres, l’une des militantes écologistes amérindiennes les plus connues du pays, tuée en 2016 pour avoir défendu ses terres ancestrales contre la construction d’une centrale hydroélectrique. Cet assassinat a été largement condamné à l’étranger et a révélé à quel point les militants écologistes au Honduras étaient soumis à des pressions et à des menaces.

La présidente du Honduras, Xiomara Castro, est au pouvoir depuis un an, et son plan de refondation du pays est resté lettre morte. L’un des assassinats qui avaient fait beaucoup de bruit est celui de Carlos Escaleras. Les autorités honduriennes ont reconnu des négligences dans le procès, qui fait désormais l’objet d’une révision après vingt-cinq ans d’impunité.

L’assassinat d’Escaleras a eu lieu le 18 octobre 1997. Ses bourreaux sont allés le chercher dans son entreprise familiale, un garage automobile. Ils ne le connaissaient pas. Quand il est arrivé à moto, vers 6 heures du soir, ils ont demandé au gardien si c’était bien lui, le patron. Le vigile a fait oui de la tête, ils sont entrés et lui ont tiré trois fois dans le dos, sous les yeux de son fils.

Parmi les ennemis de Carlos Escaleras, il y avait Miguel Facussé [le beau-père, mort en 2015, de Lenir Pérez, le propriétaire de la compagnie minière Los Pinares]. Ce dernier avait essayé d’installer une usine d’huile de palme sur les berges de la rivière Tocoa et n’avait pas pu le faire à cause des manifestations organisées par le militant. C’est avec ce même Miguel Facussé que s’étaient battus les paysans et défenseurs des terres du Bajo Aguán à partir des années 1970. Il fait partie des familles dites “turques”, du fait de leurs [lointaines] origines arabes, qui ont gagné de l’argent au Honduras et exercent une influence sur la vie politique du pays.

Il fut un temps où les luttes dans le Bajo Aguán portaient sur la question de savoir qui avait droit aux terres hautes, les moins inondables, et l’avantage revenait au premier occupant. Isaías de la O. Mejía, un paysan de 78 ans qui demande qu’on mette un point après l’initiale de son premier nom de famille (“parce que c’est plus joli”), se rappelle ce passé sans menaces ni armes. Il

avait 33 ans quand il a décidé de venir dans cette vallée avec sa femme et ses quatre enfants, et qu’il s’est installé près du fleuve Guapinol.

Sa migration a été favorisée par la réforme agraire de 1974. Celle-ci a attiré des milliers de paysans qui vivaient dans les zones stériles du sud du pays et se sont ralliés au projet de colonisation agricole, laquelle a distribué plus de 20 000 hectares de terres pour la culture du palmier à huile et du pamplemousse.



Même si les palmiers ont mis quatre ou cinq ans à fructifier, et même si les Honduriens n’avaient jamais vu de pamplemousse, une cinquantaine de coopératives d’agriculteurs se sont constituées. Mais en 1992 les lois agraires ont changé et les paysans se sont retrouvés isolés. Le président Rafael Leonardo Callejas [1990-1994], dirigeant du Parti national, conservateur, a autorisé la mise sur le marché des terres que possédaient les paysans. Ainsi, les milliers d’hectares si soigneusement cultivés sont rapidement passés aux mains de nouveaux propriétaires.

Les transactions n’ont pas été justes. On a forcé la main aux paysans pour qu’ils vendent, comme le rappelle Isaías de la O. Mejía, qui était alors président de la Fédération de coopératives de la réforme agraire de la vallée d’El Aguán : “Des gens ont fait pression sur les coopératives. Ils nous disaient que si nous ne certifions pas nos produits, l’État allait récupérer nos terres; que la réforme agraire était pourrie, qu’il valait mieux récupérer quelque chose et vendre.”

C’est été le début des violences et des divisions dans le Bajo Aguán. Certains dirigeants de coopératives ont été poussés à partir avec de l’argent, d’autres ont simplement été chassés “à coups de fusil”, poursuit Isaías : “Dans notre pays, la justice a toujours été du côté des armes. Beaucoup ont subi des pressions des envoyés de Miguel Facussé, si bien qu’un jour j’ai pris la parole et je leur ai dit que nous voulions 120 millions de lempiras [4,6 millions d’euros]. Soit 1 million pour chacun des 120 membres de la coopérative. Ces envoyés n’ont rien dit, ils se sont levés et sont partis sans avoir serré la main à personne.”

Il n’est resté que 14 coopératives sur les 54 que le Bajo Aguán comptait initialement : “Nous avons pris de l’assurance et nous sommes toujours là.”

Les paysans de Guapinol sont très méfiants des inconnus qui entrent dans ce bourg, dont les 3 000 habitants

Les habitants de Guapinol sont très méfiants des inconnus qui entrent dans le bourg. Beaucoup craignent pour leur vie.



↑ La compagnie Los Pinares a déjà bâti une laverie de minerai de fer, tout près du village de La Lempira. D’autres infrastructures sont en cours de construction. Photos Edu León
 ← La route vers la mine est ponctuée de postes de contrôle occupés par des gardes privés et armés.
 ↓ Poste de contrôle à l’entrée de Guapinol, cette fois à l’initiative des villageois.
 ↗ Les femmes de La Lempira s’organisent contre les projets de la compagnie minière.



se connaissent presque tous. L’axe principal est une rue pavée sur laquelle débouche la route qui fait communiquer les villages de la région avec Tocoa, la plus grande commune de cette partie de la côte nord du Honduras, dont dépendent les villages comme La Concepción et Guapinol. Tous les véhicules qui passent sont connus, hormis quelques taxis, mais il y a toujours quelqu’un pour observer où descendent les passagers.

Ces précautions sont indispensables. Les paysans qui ont fait de la prison pour s’être mobilisés contre l’activité de la compagnie minière, libérés en février 2022, ne quittent pas le village, de peur de se prendre une balle. On leur a fait savoir, par des messages anonymes, que leur lutte devait cesser et laisser place au “progrès” que représente la compagnie minière.

Guapinol dispose d’un terrain communal à l’entrée du bourg, planté de 124 hectares de palmiers et de 16 d’acajou. La majorité des habitants y travaille. Par ailleurs, les paysans possèdent leurs parcelles individuelles, où ils plantent les semis de base qui nourrissent la communauté, et quand la récolte est bonne ils vendent le surplus. L’eau qui arrive jusqu’aux cours de leurs maisons est recueillie par des tuyauteries depuis le fleuve et un ruisseau proche. Ce sont les habitants qui ont construit leur réseau d’eau.

Tous ceux qui ont accepté de s’entretenir avec nous disent qu’ils se sentent seuls dans leur lutte. “Nous demandons au nouveau gouvernement de Xiomara Castro de faire



quelque chose”, lance l’un des militants, Daniel Márquez. Il espère que la présidente, de gauche, s’intéressera au sort des paysans. Pour l’heure, la plus grande préoccupation de Daniel est que la compagnie minière ne pollue encore davantage l’eau du Guapinol et que cela n’oblige les habitants à quitter la terre pour laquelle leurs parents ont lutté. L’eau des canalisations qui arrive du fleuve est souvent marron, mais ils ne veulent pas que la situation s’aggrave.

Daniël possède ici une maison qu’il a construite après six ans de travail aux États-Unis. Il y vit avec sa femme. Il n’a pas de terres à lui, mais loue un terrain d’un demi-hectare pour semer le maïs et les haricots dont il a besoin. Si la récolte est bonne, le propriétaire lui facture 1 000 lempiras [moins de 39 euros], et si elle n’est pas si bonne il lui compte la moitié.

Le paysan consacre une journée à travailler dans le champ qu’il loue, et une autre pour aider quelqu’un d’autre sur sa terre ou dans le champ communal de palmiers à huile, où il peut gagner environ 200 lempiras [7 euros]. Ainsi, il arrive à gagner un peu d’argent.

“Presque toutes les familles d’ici ont quelqu’un aux États-Unis. Vous seriez prêt à y retourner? — Beaucoup sont partis parce qu’ils avaient peur. Moi, je vais attendre quelques mois. La lutte nous fait très peur, on va voir comment ça se passe. — Vous avez peur de quoi? — Ici, aujourd’hui, nous sommes en conflit avec cette entreprise minière. Même si on ne fait rien, même si on ne proteste pas, ils peuvent nous créer des problèmes. — Comment est l’ambiance après la prison? — Aujourd’hui, il y a beaucoup de brouilles à cause de la compagnie minière. Ceux qui travaillent pour cette entreprise se mettent en travers de notre lutte, parce qu’ils veulent travailler, tandis que nous, nous sommes contre la destruction de notre montagne, de nos rivières. — Que signifie pour vous la lutte pour l’eau? — Écoutez, pour moi, l’eau, c’est tout notre vie. Vous savez pourquoi nous avons entrepris cette lutte? Parce que je connais le Guatemala, je connais le Mexique, nous sommes passés par là quand nous sommes allés vers le nord, et là-bas il n’y a pas d’eau; et nous, ici, vous voyez, nous avons de l’eau en abondance. Il faut faire l’effort de la défendre, c’est la vie de nos enfants, de nos petits-enfants. — Mais tout le monde n’est pas de cet avis... — Oui, il y a des gens qui travaillent pour la compagnie minière, je ne les comprends pas. Ils sont bien payés, c’est vrai, mais ils hypothèquent l’avenir. Ce sont des jeunes qui y travaillent, ce sont les seuls à être embauchés, et quand ils vont se marier, qu’ils fonderont une famille, l’eau sera polluée.”

Deux autres militants ont leur propre commerce : un salon de coiffure pour hommes et une petite piscine pour des événements. Pendant les deux ans et demi où ils ont été

en prison, ils ont perdu presque tous leurs investissements.

Le premier, José Avelino, 38 ans, est né ici, dans le village. Ses parents y sont arrivés depuis la frontière avec le Salvador, ils venaient d’une région sèche : “Si le fleuve se tarit, la terre deviendra stérile, comme là-bas. Nous devrions émigrer vers un autre pays, pour les mêmes raisons que nos parents.”

Le second, Kevin Romero, 33 ans, est le plus jeune du groupe et celui qui a le plus souffert en prison, parce que sa femme était enceinte. À sa libération, il est allé faire la connaissance de sa fille, qui

avait déjà 2 ans. La petite est née avec un problème rénal qui doit être surveillé, si bien que ses parents se rendent régulièrement à l’hôpital, situé à cinq heures de route. Aujourd’hui, leur fille est une priorité absolue. Ils ne passent pas beaucoup de temps chez eux, car leur domicile est l’un des premiers à l’entrée du village, et ils craignent de se prendre une balle.

Les diplômés de fin d’études des enfants, la photo d’un jour heureux en famille près d’une cascade, la photo du jour de leur mariage : tout cela est encadré et accroché dans la maison en bois de Julio César Hernández, un paysan de 47 ans qui vit avec sa femme dans la montagne de Botaderos. Leurs enfants ne sont plus à la maison,

“Guapinol est située très en aval [du fleuve]. Je ne vois pas en quoi la mine les dérange.”

Heriberto Alemán,
EMPLOYÉ DE LA COMPAGNIE MINIÈRE

ils se sont installés aux États-Unis il y a un an ou deux. Comme il l’avait fait alors qu’il avait à peine plus de 20 ans.

Grâce au travail de ces trois ans et demi dans le pays du Nord, les Hernández ont pu s’acheter les 72 hectares de terres et les quelques têtes de bétail qui leur permettent de vivre. Aujourd’hui, César Hernández est président de sa communauté, une soixantaine de maisons dispersées dans la montagne. Il s’occupe donc des relations avec la compagnie minière Los Pinares. Lui et ses administrés ont d’autant plus volontiers accepté la présence de l’entreprise qu’elle a construit la route qui leur permet de commercialiser le lait de leurs vaches.

Los Pinares leur a aussi construit des toilettes publiques, a rénové l’église, aménagé quelques salles de classe et donné du travail à un certain nombre d’habitants. Environ 350, d’après Roxana Letona, qui travaille avec les communautés dans la zone d’influence de la mine. Elle parle au nom de l’entreprise et assure que la mine et l’usine de conditionnement [qui prend en charge le “bouletage” ou “peltisation” du minerai de fer] sont encore en construction. “Ces investissements sociaux sont voulus par l’entreprise et ne produisent pas de revenus”, précise-t-elle. Et elle ajoute que Los Pinares a recruté 250 employés localement, ce sont des gens des environs.

Pour parcourir la route pavée qui mène à la mine, celle-là même que les paysans de Guapinol et d’autres villages ont bloquée en 2018, il faut compter près d’une heure. Les seuls

véhicules à l’emprunter sont de grands camions bâchés. Ils ne transportent que de la terre, dit-on, car l’extraction d’oxyde de fer n’a pas encore commencé. Des employés équipés de radios et de gilets réfléchissants contrôlent la circulation sur les points les plus étroits de la voie. Les camions soulèvent un nuage de poussière, tandis qu’un camion-citerne mouille la route en permanence pour ne pas gêner la population environnante.

Heriberto Alemán s’exprime au nom de la compagnie minière. Il se définit comme un défenseur des droits de l’homme et un représentant d’une nouvelle organisation qui “surveille” les activités de la société minière : “Guapinol est située très en aval, vous comprenez? Je ne vois pas en quoi la mine les dérange. — Certes, mais leur eau descend de cette montagne. — Nous avons veillé à protéger toutes les sources. Il y a un seul endroit où la route traverse ce que va devenir le fleuve Guapinol, et là nous avons construit une canalisation. De plus, les communautés se consacrent à l’agriculture et à l’élevage, il n’y a plus de végétation originelle; c’est une erreur de dire qu’il s’agit d’une réserve naturelle.”

Le premier arrêt est à La Laguna, où la compagnie minière a fait construire une école. Puis nous nous arrêtons une deuxième fois pour voir d’autres enfants heureux et en uniforme, et enfin on nous dépose dans une cantine privée qui sert quelques repas aux travailleurs de la mine. Ses propriétaires, Aníbal et Kely Pineda, sont un jeune couple qui avait envie d’ouvrir un tel lieu, car Aníbal avait séjourné aux États-Unis et avait travaillé dans un restaurant italien.

Tout semble acceptable : ce sont les dédommagements habituels des compagnies minières. Tout, sauf les trois barrages de vigiles privés, armés de fusils, qu’on rencontre le long de la route. Au dernier contrôle, on nous arrête parce que nous n’avons pas d’autorisation pour accéder au trou de la mine proprement dit.

“C’est la propriété privée de l’entreprise. — Combien de gardiens travaillent ici? — Ici, nous sommes deux. — Et vous passez la nuit ici? Je vois des feux. — Oui. — Combien on vous paye pour ce travail si dur? — Douze mille lempiras par mois [environ 460 euros]. — Comment vous vous appelez? — Éloignez-vous, un camion va passer.”

La lutte pour l’eau à Guapinol et dans les autres villages est fondée juridiquement. Rita Romero s’exprime au nom du Comité municipal de défense des biens communs et publics du département de Tocoa. Elle remet en cause la légalité d’un projet qui a réduit la zone protégée de la montagne Botaderos à 200 hectares, un territoire qui a ensuite été concédé à Los Pinares. Cela s’est produit fin 2013.

Tout est très opaque : sous la présidence de Juan Orlando Hernández, du Parti national, qui a fait deux mandats entre 2014 et 2022, il y a eu des accords de confidentialité pour ne pas révéler l’ampleur du projet.

À Guapinol, le fleuve est constamment surveillé par deux femmes qui demeurent sur ses rives, de l’aube à la tombée du jour. La seule science qu’elles utilisent consiste à scruter l’eau pour savoir si elle est assez propre pour qu’elles puissent y laver le linge qu’on leur confie. Elles vivent dans des baraques près du fleuve et leurs familles sont les plus pauvres du village. Elles ne possèdent même pas un lopin de terre, elles gagnent un peu d’argent en facturant 150 ou 200 lempiras [5 ou 7 euros] pour chaque bassine de linge lavé. “C’est à la grâce de Dieu”, dit l’une des lavandières. Elle assure que parfois l’eau du fleuve charrie “uniquement de la boue” et qu’elles ne peuvent même pas gagner un centime.

— Soraya Constante
Publié le 24 novembre 2022



Des concerts taillés pour les réseaux

De Lady Gaga à Rosalía, les plus grands noms de la pop proposent des tournées qui ont intégré les codes et l'esthétique de TikTok, Twitter ou Instagram. Décryptage.

—The Guardian (extraits) Londres

Après les deux années terribles qu'a connues la musique vivante, les concerts pop sont revenus en force en 2022 et les stars mondiales se sont bousculées pour voir à nouveau leurs fans en vrai. Les amateurs ne savaient plus où donner de la tête, entre les résidences de Harry Styles dans plusieurs grandes salles américaines, la fantaisie grecque de Charli XCX et l'énorme show disco de Dua Lipa.

Si on ne pouvait pas s'offrir de place pour ces grands concerts, il était plus facile que jamais de les vivre de loin. Les tournées qui ont fait le plus de bruit en 2022, que ce soit The Chromatica Ball de Lady Gaga, Solar Power de Lorde, Motomani de Rosalía ou encore At Their Very Best de The 1975, ont donné l'impression d'avoir été conçues pour être partagées sur les réseaux sociaux : impossible d'échapper à une vidéo de ces concerts sur TikTok et Twitter.

Chaque soirée de la tournée de Lady Gaga a fait fureur sur Twitter, chaque concert de The 1975 a donné lieu à toute une série d'images du chanteur Matty Healy en train de faire des choses scandaleuses, par exemple embrasser ses fans ou manger de la viande crue. Pour les fans qui les ont regardés en ligne, les temps forts de chaque concert sont devenus aussi indélébiles que les chansons elles-mêmes.

Tobias Rylander a conçu la tournée de The 1975. Il s'efforce toujours de mettre sur pied "un spectacle qui passe bien sur les réseaux sociaux", confie-t-il. Depuis dix ans qu'il

travaille avec le groupe, ses mises en scène sont devenues de plus en plus "instagramo-compatibles". Lors de la précédente tournée par exemple, il y avait des écrans verticaux "pour que les gens puissent tenir leur téléphone comme ils voulaient et faire de jolies photos". Il essaie même de concevoir les spectacles "de sorte que n'importe quel fan qui cherche un concert sur Google ou YouTube puisse dire en quelle année c'était, et quelle chanson c'était, rien qu'à la couleur de la vignette".

Pour The 1975 et leur At Their Very Best, Rylander a conçu un intérieur de maison éclairé en blanc, comme pour une production théâtrale. C'était en partie à cause du Covid-19 : le matériel et les techniciens responsables des lumières sont "deux fois, sinon trois fois" plus chers qu'avant la pandémie. "On n'avait pas les moyens de faire appel à des supertechniques d'éclairage hors de prix." Rylander et le groupe avaient aussi conscience de leur impact environnemental et cet intérieur de maison leur permettait de monter un spectacle avec peu d'éléments sur mesure à transporter d'un continent à l'autre. Il y a tout de même une chose qui n'a pas changé : "On voulait que le concert passe bien à l'image, animée comme fixe."

Rylander n'est pas le seul à songer aux images prises par les fans quand il travaille avec des pop stars. LeRoy Bennett est concepteur lumières et directeur artistique, et travaille beaucoup avec Lady Gaga, ainsi qu'avec Paul McCartney, Ariana Grande et The Weeknd. Lady Gaga et lui ont "carrément" pensé aux réseaux sociaux quand ils ont monté Chromatica Ball, confie-t-il. "J'y

pense pas mal parce que les réseaux sociaux jouent maintenant un grand rôle dans le monde."

Pour Chromatica Ball, Bennett a été attiré par le monde "puissant, fort, dur" de l'architecture brutaliste. Le concert se déroule donc dans un impressionnant décor gris, suffisamment clair pour être parfaitement capturé sur les réseaux sociaux et suffisamment neutre pour que les tenues décalées de Lady Gaga s'y détachent nettement. "Il faut que les gens qui sont tout au fond voient l'artiste. Donc quand on éclaire un artiste, on fait en gros ce qu'on ferait pour une émission de télévision, explique-t-il. C'est un mélange de théâtre et de télévision, un concert rock et un concert pop. C'est ça qui donne cette atmosphère qui passe bien sur les réseaux sociaux."

La conception dynamique et nette de Chromatica Ball se retrouve dans le décor des tournées de Rosalía, de The 1975 et de

Pour les fans qui les regardent en ligne, les temps forts des concerts sont aussi indélébiles que les chansons.

Lorde. Celui de Rosalía est un fond blanc brillamment éclairé devant lequel les danseurs et la chanteuse dansent et vont et viennent. Celui de Lorde est architectural et géométrique – et manifestement suffisamment frappant pour qu'un fan s'en fasse tatouer l'élément central.

Ces quatre spectacles en jettent sur TikTok. Pour celui de Rosalía, les gigantesques écrans verticaux disposés de chaque côté de la scène reproduisent l'interface de la plateforme. Des téléphones disposés autour de la scène permettent aux musiciens et aux danseurs de transmettre des images sur ces écrans, en plein spectacle. Certains moments, comme des vidéos

selfies avec les fans prises d'en haut, ou une ballade jouée avec le téléphone posé contre le couvercle du piano, font écho au format visuel familier et à l'intimité des vidéos qui marchent sur le réseau social.

La scénographe Chiara Stephenson a travaillé avec Björk et The xx. Elle souhaitait apporter une "sensibilité théâtrale" aux concerts de Solar Power, la tournée de Lorde. Contrairement à Bennett et à Rylander, elle n'a pas songé aux réseaux sociaux lors de l'élaboration du projet, même si le décor était télégénique. "Avec le nombre de gens qui viennent voir les concerts au fil des mois, on ne peut pas se contenter d'être seulement esthétique, déclare-t-elle. Ce que fait [Lorde] est tellement enraciné et ancré dans la musique que le mot d'ordre pour nous, c'était : qu'est-ce qui améliore la musique? Qu'est-ce qui raconte une histoire?"

Néanmoins, il est indéniable que nombre des moments ayant cartonné sur TikTok cette année sont tirés de spectacles vivants : Rosalía mâchant ostensiblement du chewing-gum en chantant *Bizcochito*, Matty Healy n'arrêtant pas de se toucher l'entrejambe, Lady Gaga beuglant une ballade sur une scène en flammes avec des griffes à la *Édouard aux mains d'argent*.

Peut-être que ces moments sont conçus pour se répandre sur Internet ou peut-être que les fans, ravis d'être de retour dans les salles de concert, à quelques mètres de leurs héros, partagent plus de contenus qu'avant. "Aller au concert après tout ce temps, c'est un moment de joie pour le public, déclare Bennett. Les gens veulent toujours aller voir du divertissement vivant. Je veux dire – la télé, ça va cinq minutes."

—Shaad D'Souza
Publié le 5 janvier

↑ Rosalía en concert à La Corogne (Espagne), en juillet 2022.
Photo Cabalar/EFE/MaxPPP

✎ Dessin de Cost, Belgique.

Le Nigeria à l'heure littéraire

Les festivals de littérature fleurissent dans le pays. En l'absence de relais institutionnels, ils permettent aux auteurs de rencontrer les lecteurs et encouragent de nouvelles vocations.

—Al-Jazeera English (extraits) Doha

Il y a quelques semaines, en décembre dernier, Uma Abubakar Sidi était assis devant une étagère de livres, une ampoule brillait au-dessus de sa tête, et la lumière bleutée de son ordinateur se reflétait dans les verres de ses lunettes. Il s'appêtait à lire un passage de son recueil de poésie face à un public essentiellement composé d'habitants d'Enugu [dans le sud-est du Nigeria], à près de 600 kilomètres de sa ville, Lagos.

“Il n'existe pas de plus grand plaisir que celui de se retrouver en compagnie d'autres créateurs”, a-t-il dit dans un sourire avant d'entamer sa lecture. Plus d'une centaine d'auteurs, artistes et lecteurs s'étaient donné rendez-vous [du 15 au 17 décembre 2022] à l'Alliance française d'Enugu, ainsi que sur Zoom, pour entendre Sidi et d'autres invités participer à des tables rondes, des jurys et des discussions organisés dans le cadre du Crater Literary Festival.

Ce festival a été créé en 2017 par Adachukwu Onwudiwe. Enugu a longtemps été un centre littéraire prolifique, dont sont notamment issus certains des plus grands auteurs africains tels que Chinua Achebe, Christopher Okigbo, Chimamanda Ngozi Adichie et Chika Unigwe. Ces dix dernières années pourtant, les festivals littéraires de la région étaient sur le déclin, explique Onwudiwe [qui travaille dans une bibliothèque associative d'Enugu]. “Il n'y a pas de volonté commune, ni de la part du gouvernement ni de la part du secteur privé, pour préserver notre héritage littéraire”, explique Onwudiwe, 34 ans, également écrivaine.

Ces dernières années, les chercheurs observent un certain désamour de la lecture au Nigeria, à mesure que la capacité de concentration des gens se réduit à l'échelle mondiale, en partie à cause des réseaux sociaux comme Instagram et TikTok. Selon Onwudiwe, la moyenne d'âge des participants lors des cinq éditions de son festival était pourtant de 20 à 45 ans. Et ces jeunes lecteurs n'hésitent pas à proclamer leur goût pour la lecture, justement sur les réseaux sociaux.

Dans tout le pays, de nouveaux festivals apparaissent pour mettre en valeur les arts locaux, redynamiser les communautés d'auteurs et faciliter les échanges intellectuels sur le modèle du Lagos Book and Art Festival (Labaf) ou du festival d'Aké, créés respectivement en 1999 et en 2013 [le second a gardé le nom de la localité située au nord de Lagos où il a été créé, mais ses dernières éditions ont eu lieu à Lagos]. Parmi les festivals disséminés dans tout le Nigeria, on peut citer

le Sokoto Book and Arts Festival, le Benin Art and Books Festival et le Kwara Book and Arts Festival.

Ces initiatives ne font pas seulement la promotion de la lecture, elles font également émerger de nouveaux talents, explique Onwudiwe. “Plus il y a de festivals, plus les gens peuvent s'exprimer, déclare-t-elle. Cela crée des espaces où les auteurs et les éditeurs peuvent faire connaître leur travail. J'espère que le phénomène va encore s'amplifier.”

Le festival d'Aké, se présentant comme le plus grand festival littéraire du continent africain, est une source d'inspiration pour tous ces organisateurs de nouveaux événements. Sa dixième édition s'est tenue en novembre. “Je suis ravie d'avoir pu inciter davantage de gens à créer leur propre festival littéraire”, explique Lola Shoneyin, autrice et directrice du festival. L'idée derrière ce festival était de montrer ce

qu'il était possible de faire, et le fait que je sois une femme en fait un événement encore plus important. C'est une façon de montrer aux jeunes hommes et femmes comment utiliser leur potentiel.”

À en croire les participants, ces événements permettent aux lecteurs de tout le continent, ainsi qu'à ceux de la diaspora, de découvrir des auteurs de genres variés et des trésors de connaissances.

Juste avant Sidi, c'est un pilote d'hélicoptère de la marine qui avait lu un de ses poèmes. Puis, trois habitués du Crater Festival – venus du Ghana, de Sierra Leone et du Nigeria – s'étaient joints à un auteur de théâtre originaire d'Owerri, près d'Enugu, afin de discuter du second Congrès des écrivains et artistes noirs qui s'était tenu en 1959 à Rome.

Cette année, le festival d'Aké accueillait une ribambelle de stars, parmi lesquelles le Tanzanien Abdulrazak Gurnah et le Nigérian Wole Soyinka – deux des quatre auteurs noirs à avoir reçu le prix Nobel de littérature. Étaient également invités les écrivains Nnedi Okorafor et Jennifer Makumbi, le rappeur M. I. Abaga, le chanteur Brymo, et les stars de Nollywood Shafiq Bello et Deyemi Okanlawon. Installé à Londres, Leye Adenle [un auteur de polars nigérian, dont certains romans ont été traduits en français aux éditions Métailié] avait également fait le déplacement, expliquant qu'en dépit de ses tournées en Europe c'était dans les festivals du Nigeria qu'il se sentait vraiment chez lui. “La possibilité d'échanger directement avec des lecteurs africains est un privilège que l'on ne peut réellement apprécier qu'après avoir participé à des festivals littéraires dans le reste du monde.”

Pour Eseoghene Okereka, autrice âgée de 30 ans invitée au Crater Festival cette année, l'événement a été l'occasion de rencontrer d'autres créateurs et d'échanger des idées. “C'est très réconfortant de savoir qu'il y a d'autres gens qui

partagent vos ambitions”, explique-t-elle.

Wale Ayinla, poète de 24 ans vivant à Abeokuta [au nord de Lagos], est du même avis. C'est en participant à des festivals littéraires qu'il a pu faire la connaissance d'autres auteurs qui l'ont aidé à trouver sa voix et à naviguer dans le monde de l'édition. Rencontrer ses idoles lui a également permis de mieux comprendre ce qu'il voulait faire. “Je me souviens avoir vu Wole Soyinka un jour, et cette vision m'a totalement comblé, explique Ayinla. Je savais que je devais continuer à travailler pour pouvoir m'asseoir à la même table que lui.”

“C'est très réconfortant de savoir qu'il y a d'autres gens qui partagent vos ambitions.”

Eseoghene Okereka, ATRICE

Pour les organisateurs, qui tentent de célébrer la culture et de révéler des talents, la tâche est toutefois loin d'être aisée. Loin des grands festivals qui peuvent faire venir des invités depuis l'autre bout de la planète, Onwudiwe a dû puiser dans ses propres deniers. Elle a aussi pu compter sur la générosité de quelques donateurs et sur la bonne volonté d'un petit groupe de bénévoles.

Cette année, elle a dû se contenter d'un budget de 390 000 nairas [800 euros environ], ce qui a grandement restreint l'organisation. “Nous n'avons trouvé aucune entreprise pour nous parrainer, explique Onwudiwe. La scène créative n'est pas immense [dans l'est du Nigeria]. Avec un budget si limité, nous ne pouvons pas faire plus.”

Des problèmes d'insécurité se sentent également parfois le trouble dans le sud-est du Nigeria. Des “hommes armés non identifiés” – une formule vague désignant aussi bien les séparatistes que des groupes armés – profitent de la marginalisation politique et économique de la région.

Onwudiwe a donc proposé une version hybride de son festival [c'est-à-dire avec une partie des expositions et des tables rondes en ligne] pour réduire les coûts. Elle envisage de créer d'autres événements, pour les enfants. Bien que la tâche ne soit pas aisée, elle se dit heureuse d'offrir un espace où les auteurs et les lecteurs peuvent se retrouver. “Il arrive que des gens me contactent après avoir vu la programmation du festival parce qu'ils veulent contacter un auteur, alors je les mets en relation pour qu'ils puissent acheter leurs livres, par exemple, explique-t-elle. C'est très important pour moi.”

—Pelumi Salako
Publié le 5 janvier



plein écran.

✓ Une scène de la série
L'Histoire de la Flandre.
© Photo News

—De Standaard (extraits) Bruxelles

Dimanche soir, première partie de soirée : les producteurs se damneraient pour remporter ce créneau en or dans la grille des programmes de la VRT, la radiotélévision publique flamande. C'est justement lors de cette première partie de soirée, le jour de l'an, que la chaîne Één [du groupe VRT] a lancé la série en dix épisodes *Het verhaal van Vlaanderen*, "L'Histoire de la Flandre". Pour la télévision flamande, c'est un projet des plus prestigieux.

Pour le gouvernement de la région aussi. Son logo trône d'ailleurs en bonne place dans le générique de fin comme organisme financeur. Ce qui semble quelque peu étrange : serait-ce là la version gouvernementale de l'histoire ? Le fait est que cette série découle de l'accord de coalition de l'exécutif, qui, après les élections de 2019, a annoncé l'élaboration prochaine d'un "canon flamand" : "une liste de points d'ancrage" visant à "présenter notre histoire et notre culture flamandes au grand public". Le texte de l'accord posait en outre que "la VRT contribue elle aussi à l'identité flamande".

Le producteur De Mensen y a vu une invitation, et *L'Histoire de la Flandre* est née. La VRT a beau insister sur son indépendance rédactionnelle, l'intervention politique dans cette production est criante.

Combien la VRT a-t-elle payé pour cette série ? Si le budget est secret, on sait que De Mensen a déclaré 3436522 euros de "coûts éligibles" auprès du mécanisme de soutien à la production audiovisuelle. Plus d'un tiers de cette somme est couvert par des fonds spécialement alloués par le gouvernement flamand ; si l'on y ajoute les subventions habituelles, deux bons tiers de la série sont financés.

Ce qui soulève une double question : la VRT, cette organisation notoirement sans le sou, aurait-elle pu se payer cette série de sa poche ? Et si ce n'est pas le cas, cela signifie-t-il que le gouvernement flamand peut exercer une influence directe sur les programmes du média public ?

Un format ambitieux. La maison de production De Mensen a acheté au média danois DR les droits de la série télévisée *Historien om Danmark* ["Histoire du Danemark", 2017], qui a également donné lieu à la version néerlandaise, *Het verhaal van Nederland* ["L'Histoire des Pays-Bas", 2022]. Le format est très ambitieux : dix épisodes d'un récit qui va de la préhistoire à nos jours, avec abondance de reconstructions, mises en scène, figurants et effets numériques. D'un bout à l'autre de la série, lardée de courtes interviews avec des experts, déambule un acteur [ici, Tom Waes] qui fait office de présentateur.



Ceci n'est pas une histoire belge

Une série de la télévision publique flamande explore l'histoire de la Flandre. En se concentrant sur la région et en estompant les contextes belge et européen, elle sert un certain discours nationaliste, dénonce ce quotidien flamand.

Les productions comme celles-ci surfent sur un regain d'intérêt pour les histoires nationales. Un élan qui ne vient pas des historiens mais du grand public et du monde politique.

On aurait pu penser qu'avec la mondialisation et la perte d'importance de l'État-nation, ce genre de sujets n'animait plus grand monde. Sauf que cette même mondialisation et les rapides évolutions démographiques qui en découlent provoquent une confusion, une perte de repères. Un sentiment que la classe politique transforme en questions sur l'identité nationale – qui sommes-nous ? D'où venons-nous ? –, dont les réponses sont censées se trouver dans le passé. Si bien que l'histoire, dixit l'historien danois Bernard Eric Jensen, risque de devenir un "champ de bataille identitaire".

Pour la N-VA [parti nationaliste flamand, principale composante du gouvernement régional], il est évident que *L'Histoire de la Flandre* sert la promotion d'une identité nationale. Cette mission est, certes, manifeste dans les versions danoise et néerlandaise, mais il s'agit dans ces cas-là d'États-nations. Tandis que le gouvernement flamand s'ingénie, lui, à concurrencer la Belgique fédérale.

L'enjeu identitaire est clair : pour s'imposer face à la Belgique, la Flandre nationaliste cherche à forger son propre récit. Le remarque-t-on dans la série ? Certains choix thématiques donnent en effet cette impression. Tout un épisode est par exemple consacré à la bataille de Courtrai de 1302, commémorée par la communauté flamande chaque 11 juillet [elle a marqué la victoire de milices communales flamandes sur l'armée du roi de France Philippe IV le Bel]. Quant à la révolution belge de 1830 [qui a débouché sur l'indépendance de la Belgique], elle n'occupe qu'une place secondaire dans un épisode essentiellement consacré à la guerre des Paysans [une insurrection de paysans flamands, en 1798].

Écrire une histoire distincte de la Flandre – ou de ce que nous appelons aujourd'hui Flandre – ne va pourtant vraiment pas de soi. Cette région s'intègre depuis toujours dans un territoire plus vaste qui a hérité ses contours des "Plats Pays" (qui correspondent approximativement à la Belgique

Les historiens interrogés ne peuvent répondre qu'aux questions qu'on veut bien leur poser.

et aux Pays-Bas actuels), puis des Pays-Bas méridionaux du XVI^e siècle (dont le périmètre est à peu près celui de la Belgique contemporaine). La Flandre ne désignait officiellement que le comté de ce nom, qui n'englobait – et encore, à peu près – que deux des cinq provinces de ce qui est aujourd'hui la région flamande. Et ce n'est qu'au milieu du XIX^e siècle que ce nom a pris sa signification actuelle. Ainsi l'histoire flamande est-elle largement belge et européenne.

Contradictions. Ce problème de définition conduit la série, dans son épisode consacré au début du Moyen Âge, à relater la naissance du comté de Flandre sans rien dire du reste de la région. Le même écueil se présente d'ailleurs dans la composition du canon flamand, où l'on décrit comme "flamands" des épisodes historiques qui ne le sont pas vraiment. C'est notamment le cas de l'assassinat du Premier ministre congolais Patrice Lumumba [en 1961, juste après l'indépendance de cette ancienne colonie], qui figure dans le canon flamand alors qu'il s'agit d'un événement intrinsèquement lié à l'histoire de la Belgique [une commission parlementaire a reconnu l'implication du pays dans cet assassinat].

Mais *L'Histoire de la Flandre* ne s'attarde pas sur les contradictions. Le documentaire consulte, certes, une brochette d'éminents historiens, mais ceux-ci ne peuvent répondre qu'aux questions qu'on veut bien leur poser. Et en faisant du présentateur Tom Waes un stéréotype du bon copain, l'amusement l'emporte souvent sur l'envie de comprendre.

Idem dans le troisième épisode [sur la naissance du comté de Flandre], que nous avons déjà évoqué. Outre les pillages des Vikings, les projecteurs se braquent sur l'idylle entre Judith de France et Baudouin I^{er} de Flandre. Pas un mot en revanche des raisons politiques et économiques de son essor, ni des gens ordinaires qui y vivaient à cette époque. Pas un mot non plus de la notion, essentielle, de féodalisme.

Toujours dans l'objectif de présenter un récit trépidant, le deuxième épisode nous présente un certain Carausius, un "Flamand occidental", "quelqu'un de chez nous", qui devient "empereur romain" [au I^{er} siècle de notre ère], avec sa propre monnaie et tout le toutim. En oubliant que ce sympathique voyou était en réalité un profiteur et chef de guerre qui avait usurpé le titre d'empereur.

Mais comme l'explique l'historien gantois Bruno De Wever, le simple fait de continuer à parler de la Flandre est une manière d'affirmer son existence. Et sur ce point, on peut dire que *L'Histoire de la Flandre* remplit sa mission politique avec zèle.

— Marc Reynebeau
Publié le 31 décembre 2022

Télérama'

Avec l'AFCAE

**18-24
JANVIER**

**DANS LES
SALLES
ART ET ESSAI**

FESTIVAL CINEMA

**LES MEILLEURS
FILMS
DE 2022**

**ET LE COUP
DE CŒUR DES
-26 ANS
AVEC
BNP PARIBAS**

4 EUROS

**LA PLACE
AVEC LE PASS
DANS
TÉLÉRAMA
ET SUR
TÉLÉRAMA.FR**



**LA
LISTE
DES
FILMS**



CANAL+

BNP PARIBAS



AFCAE
CINÉMAS ART & ESSAI

histoire. 

Quand Hannibal l'emportait sur Rome

218 av. J.-C. — Italie

Après avoir franchi les Alpes, le Carthaginois est confronté à deux armées romaines. Mais l'ambition démesurée d'un consul va coûter cher à Rome.



— Die Welt Berlin

Tiberius Sempronius Longus (260 av. J.-C. - vers 215 av. J.-C.), consul de Rome en l'an 218 avant J.-C., est un représentant typique de l'aristocratie sénatoriale romaine : pour lui, seuls comptent sa renommée et son prestige. Or le général carthaginois Hannibal a contrarié ses plans. Alors que Longus rassemblait une armée dans le sud de l'Italie pour attaquer l'Afrique, son adversaire a traversé les Alpes par surprise et a surgi dans le nord de l'Italie. Si bien que ce ne serait pas lui, Longus, mais son collègue Publius Cornelius Scipion qui se verrait offrir la possibilité de se couvrir de gloire. Sauf qu'aucun des deux consuls n'a pris en compte le talent du Carthaginois pour la feinte, qui lui permettra de dominer les Romains à maintes reprises.

En réponse aux premiers rapports affirmant qu'une armée carthaginoise avait quitté l'Espagne pour la Gaule à l'automne, le Sénat de Rome envoie Scipion avec une armée. Toutefois, au moment où il se présente sur le Rhône, son adversaire a déjà traversé le fleuve et a disparu à l'intérieur des terres. Le consul en conclut qu'Hannibal "n'oserait jamais se rendre en Italie par cette route", abandonne les recherches et se contente de surveiller la route côtière.

L'automne est déjà là et, pourtant, Hannibal prend le risque de franchir les Alpes. De nombreuses traces d'excréments humains et de chevaux datant de l'Antiquité sont aujourd'hui considérées par les chercheurs comme la preuve que ses 50 000 hommes et lui ont emprunté le col de la Traversette. Les difficultés du terrain et les tribus montagnardes déciment l'armée, mais au bout de quinze jours, 20 000 fantassins - 12 000 mercenaires africains et 8 000 Ibères -, ainsi que 6 000 cavaliers et 37 éléphants atteignent la vallée du Pô. Là, les

Carthaginois appellent les tribus celtes locales à la guerre contre Rome.

La première bataille sur le sol italien a lieu sur le Tessin en novembre. Scipion, qui est entre-temps rentré en Italie, pense pouvoir mettre fin à la peur que suscite l'irruption de l'armée punique par une attaque rapide. Mais il est rattrapé par la cavalerie carthaginoise expérimentée, et la plupart de ses troupes sont dispersées. Le consul blessé s'échappe de justesse vers Placentia (aujourd'hui Plaisance). Il est désormais hors jeu, et Longus a donc enfin le champ libre pour briller comme il l'espérait.

Il conduit son armée vers le nord à marche forcée, car il a "longtemps cherché une occasion de se battre", rapporte l'historien grec Polybe. Ce qui le pousse à l'imprudence. "Mû par l'ambi-

Selon l'historien romain Tite-Live, la vue et l'odeur des éléphants font paniquer les chevaux romains.

tion et animé de la certitude insensée qu'il pourra mener la bataille à sa conclusion avant que Scipion ne puisse y prendre part et avant que les nouveaux consuls n'entrent en fonction", Longus veut s'arroguer tout le mérite. Il rejette la suggestion de Scipion de faire face à l'ennemi avec les deux armées et prend position seul sur la Trébie (aujourd'hui la Trebbia), un affluent du Pô.

Hannibal s'est bien rendu compte que les Romains, avec leurs 36 000 hommes, sont nettement plus nombreux que lui. Par conséquent, tôt le matin du 18 décembre, il feint une attaque de cavalerie, avant de faire repasser ses troupes en sécurité sur l'autre rive. Longus ordonne immédiatement à ses légionnaires de se mettre en formation de combat et de les

poursuivre. Bien que ni les soldats ni les chevaux n'aient eu le temps de se nourrir, l'armée est combative et galvanisée, écrit Polybe.

L'humeur change dès que les légions traversent la Trébie. Elles ne se heurtent pas seulement à l'eau glacée, mais aussi à une tempête de neige. Les combats commencent sur la rive. Contre un adversaire supérieur en nombre, Hannibal choisit une tactique qu'il perfectionnera par la suite. Alors que sa puissante cavalerie et les éléphants avancent sur les ailes, son infanterie au centre ne doit opposer qu'une modeste résistance. L'atout d'Hannibal réside dans la force d'élite commandée par son jeune frère Magon, déployée en embuscade sur le flanc gauche des Romains.

Le plan du Carthaginois fonctionne. Tandis que les légionnaires attaquent tant bien que mal, leur cavalerie composée d'auxiliaires est vaincue par les cavaliers libyens et ibériques. Les hommes de Magon et les éléphants qui les assaillent sur leurs ailes se chargent du reste. La vue et l'odeur des pachydermes font paniquer les chevaux romains, écrit l'historien romain Tite-Live. Ils finissent par refouler les Romains vers la rivière, devenue torrentielle à cause de la pluie, et sèment la panique et l'effroi, écrit Polybe. Seuls 15 000 légionnaires auraient réussi à s'échapper.

Dans l'ensemble, les descriptions que Tite-Live et Polybe nous ont transmises de la bataille de la Trébie correspondent. Le rôle que le Grec attribue à Scipion est notable. En effet, il le dépeint comme n'ayant pas pu participer au combat à la suite de ses blessures. Et il accuse également Tiberius Sempronius Longus d'avoir usé de fake news pour tenter de dissimuler la catastrophe au Sénat : "Une bataille fut livrée qui vit la tempête lui ravir la victoire."

— Berthold Seewald

Publié le 19 décembre 2022

➤ **Hannibal traversant les Alpes à dos d'éléphant en 218 avant J.-C.**

Photo Heritage Images/ Historica Graphica Collection/akg-images

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

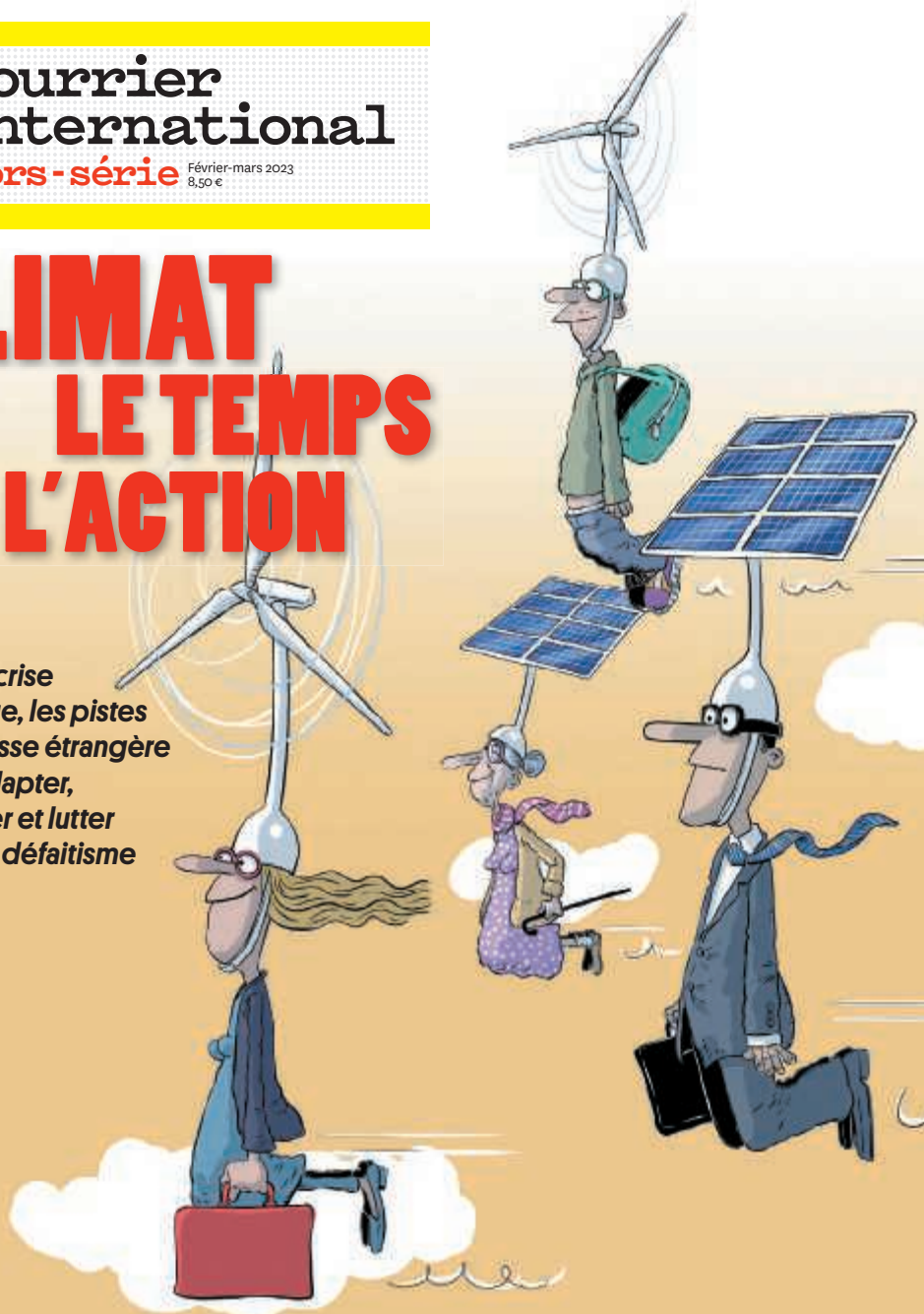


**Courrier
international**

Hors-série Février-mars 2023
8,50 €

CLIMAT LE TEMPS DE L'ACTION

*Face à la crise
climatique, les pistes
de la presse étrangère
pour s'adapter,
s'engager et lutter
contre le défaitisme
ambiant.*



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**Courrier
international**

QUAND LES GENS DORMENT, LES MACHINES DANSENT.

Décaler ses machines après 22h, c'est préserver
le système électrique français.



Je baisse



J'éteins



Je décale

Découvrez les gestes utiles pour vous et pour tous.